front rouge

organe central
du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

N°122 SPECIAL JUILLET AOUT 74 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02 3,00F

dans la france en plein bouleversement

AVEC LE P.C.R. (m-l)

MARCHONS VERS DE GRANDES LUTTES REVOLUTIONNAIRES

(Pages 8 et 9)

INTERVIEW DU REPRESENTANT EN FRANCE DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (O.L.P.)

page 16

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO

- p2 et 3 les vacances des travailleurs
- p4 la lutte dans les tanneries au Puy et à Annonay
- p7 l'orientation réformiste dans la C.F.D.T.

EN FRANCE EN 1974 : la majorité des travailleurs ne part pas en vacances

LES VACANCES DE LA BOURGEOISIE

De nombreux travailleurs de la S.M.N. et d'autres entreprises de Caen passent leurs vacances à 20 km, dans les campings des dunes de Franceville. En faisant 20 km de plus, c'est Deauville, un casino et un autre monde: dans cette ville dont le comte d'Ornano, ministre de l'industrie est maire, les vedettes du cinéma bourgeois (Bardot, Omar Sharif, Delon...), des hommes d'affaires, ont leur résidence. Pour eux, on a créé Port-Deauville, un port artificiel: sur 12 hectares récupérés sur la Manche, la plage publique et les dunes, sur l'eau se dresse un grand ensemble, des appartements de vacances tout confort («marinas») avec parking privé pour bateaux de plaisance: le bourgeois sortant de sa maison a son bateau à la porte. L'ensemble doit être terminé en 1975. Pour loger en vacances ici, il ne faut pas de petits moyens: les 553 appartements étaient vendus l'an passé à 4000 F le m2 et les emplacements de bateaux, de 35.000 à 45.000 F. La simple location d'une chambre avec vue sur la mer s'élève à 3.300 F.

Juillet, août ne sont d'ailleurs pas les seuls mois de l'année où les bourgeois prennent des vacances. Leurs résidences de Deauville servent aussi le week-end. A cet effet, une ligne SNCF a été aménagée pour le turbo-train Paris-Deauville. Pendant ce temps, pour des agglomérations bien plus peuplées que Deauville (3000 habitants en dehors de la période de vacances), la SNCF supprime des lignes jugées non rentables. A Deauville, il y a aussi un aérodrome pour les avions personnels des capitalistes au repos et deux terrains de courses: les estivants sont très intéressés par les chevaux qu'ils achètent 50 millions d'anciens francs pièces (les «yearlings»). La sollicitude de l'Etat capitaliste pour le bien être des membres de la bourgeoisie, est, comme il se doit, illimitée: ainsi, la construction d'une autoroute Paris-Deauville est envisagée.

ceux qui partent :

souvent le repos n'est même pas possible

«La France en vacances»

Radio, télé, presse, tous les moyens de communications sont mobilisés pour marteler cette idée. Faire croire qu'en vacances, PDG et travailleurs sont logés à la même enseigne, faire d'énormes profits, en vendant très cher tout ce qui se consomme «en vacances», tel est l'enjeu: un enjeu à la fois économique et idéologique pour la bourgeoisie.

«La France est en vacances». Or, combien de travailleurs partent en vacances? Que deviennent les congés, conquête de la classe ouvrière, arrachée par sa lutte en 1936, et que la bourgeoisie veut dénaturer?

Derrière la statistique: «un français sur deux part en vacances», qui ne dit pas qui c'est, il y a des chiffres plus parlants et qu'on ne crie pas sur les toits. Ainsi, environ 88% des cadres supérieurs et des professions libérales partent alors que seulement 45% des ouvriers partent. Et les écarts ont tendance à se creuser. Mais que veut dire «partir»? Pour l'INSEE, les «vacances», c'est toute période d'au moins 4 jours et 4 nuits consécutifs passés hors de son domicile; en 72, plus du 1/3 des gens catalogués comme «vacanciers» sont ainsi partis seulement entre 4 et 15 jours. Il n'y a pas de mystère: il s'agit ici des travailleurs qui sont des millions à partir une semaine ou deux, tout au plus. Et la plupart du temps, les travailleurs ne choisissent pas où ils aimeraient aller, tel cet ouvrier de Jaeger-Caen qui nous dit: *«Cette année, je partirai 15 jours et pas très loin. Avec en plus, l'augmentation de l'essence, je n'est pas les moyens de me payer autre chose. Pourtant, j'aime la chaleur et j'aurais bien voulu aller dans le Sud».* Un autre explique: *«Si je n'avais pas la famille, je ne partirai pas en vacances; j'ai de la chance d'avoir de la famille au bord de la mer. Il y en a beaucoup qui restent dans leur HLM et vont à la mer (toute proche) juste pour la journée et qui rentrent le soir.»*

Pour beaucoup, les vacances, c'est, après un parcours fatiguant sur un réseau routier mal adapté, avec des bouchons de 8 km, l'arrivée dans un terrain de camping, sur une plage, ou encore dans un appartement en location, où là, parce qu'on n'a pas les moyens, on se retrouve dans des lieux, entassés sans confort et sans hygiène. L'entassement ne répond qu'à la volonté des capitalistes de faire de l'argent avec le maximum de gens sur le minimum de surface, il est contraire à une réelle vie collective, pour laquelle rien de valable n'est organisé. Prenons le camping: un million de places individuelles officiellement dénombrées pour 6 millions de campeurs dans la période des vacances. Dans 19 départements côtiers, sous prétexte de «préserver le littoral»... où les promoteurs bâtissent pour les privilégiés, le camping est sévèrement limité.

Le bruit et l'exigüité de nombreux lieux de vacances contribuent à la fatigue nerveuse et physique des travailleurs. Pour eux, la qualité des vacances va en se dégradant, et ne permet même pas de reconstituer sa force de travail.

Pour les femmes travailleuses, pour les mères de famille, c'est particulièrement flagrant. On prépare les bagages, on supporte les gosses énervés et survoltés par la vie en ville, pendant le trajet, et une fois sur place, c'est le train train du travail ménager qui reprend: ménage, cuisine, vaisselle, lessive, s'occuper des enfants. La seule chose qui change, c'est que la femme voit ses enfants et son mari, qu'elle est avec eux toute la journée, mais ce n'est pas du tout l'occasion pour elle de se reposer; les conditions sont même encore moins bonnes qu'à la maison, tout l'équipement ménager est absent. Non, pour les femmes ouvrières, les ménagères, les 4 semaines de congés ne sont pas des vacances.

Car, bien entendu, pour la femme aussi bien que pour l'homme, dans la France capitaliste, rien n'est fait pour que les vacances soient non seulement le moyen de se reposer mais aussi, de se distraire, se cultiver en apprenant par exemple à mieux connaître une région et les problèmes de ses habitants, les paysans notamment, au delà de la façade touristique. Non, pour les capitalistes, le leitmotiv des vacances, c'est «évasion» et argent.

ceux qui ne partent pas:

Plus encore que les autres années, cette année, avec l'accélération des hausses de prix et la rentrée difficile qui s'annonce, la majorité des travailleurs ne prendront pas de vacances.

A Lens, en plein pays minier, dans une cité HLM, une mère de famille lectrice de «Front Rouge» raconte: **«J'ai deux enfants de 13 et 14 ans. Avec mon mari en 14 ans, nous ne sommes pas partis en vacances une seule fois. Cette année j'aurais bien voulu partir, au moins pour les enfants. Mais mon mari qui travaillait comme manœuvre, a été en longue maladie pendant deux ans, et aujourd'hui il se retrouve au chômage, avec 10,32 F / jour d'indemnités. Ce n'est pas avec ça que nous pourrons nous payer des vacances.»**

Parmi ceux qui restent

● Beaucoup sont contraints de travailler, même pendant leurs congés, à cause des bas salaires, et pour des salaires souvent encore plus bas. Les patrons profitent du travail «au noir». **«Pour les hommes, on va continuer les corvées (un second travail en plus), le matin ou l'après-midi, finir de bricoler à la maison, et faire une ou deux sorties».** Ce témoignage d'un ouvrier d'Usinor-Dunkerque montre ce que sont les vacances pour la plupart des 12.000 habitants de la cité-dortoir de Grande-Synthe.

«Cette année à USINOR, il n'y en a pas un sur dix qui part».

● les travailleurs immigrés: menacés de ne pas être repris en rentrant de vacances, ils doivent aussi faire face aux tentatives de certains patrons qui refusent le paiement des congés payés avant les vacances.

● les travailleurs intérimaires: dans les faits, leur droit aux congés n'existe pas, ils ne connaissent que les périodes de chômage entre deux «missions» où il faut chercher du travail.

● à la campagne:
- les ouvriers-paysans: leur mois de congés à l'usine sert à travailler à la ferme.
- la masse des paysans, petits et moyens: ils n'ont pas un jour de congés.

LA COURNEUVE:

la vie dans la cité pendant la période des congés !

La cité des «4000» à la Courneuve, banlieue Nord de Paris. Dans cette cité HLM, vivent 18 000 personnes. Les locataires sont dans une forte proportion des ouvriers. Un quart sont des immigrés. Cette année, on partira encore moins en vacances que les autres années.

▶ Beaucoup ne partiront pas du tout. Par exemple, dans la grande barre de 300 logements, juste à gauche du centre commercial, lorsqu'on vient du centre de la Courneuve: là, l'an dernier, un peu plus de la moitié des locataires ne partaient pas; cette année ce sont les deux tiers qui ne partiront pas. Comme cette famille de 5 enfants au B., où lui, magasinier, gagne 2 000 F/mois. La mère, encore jeune, mais usée par le travail, explique: *«J'ai dû suivre des cures car je souffre de décalcification osseuse. Ces cures nécessiteraient un repos prolongé ensuite, mais je n'ai jamais pu prendre de vacances. Mon mari non plus. Pour nous, les vacances, c'est seulement ne pas avoir à s'occuper des enfants durant un mois à la maison, ils partent en colonies, avec une aide municipale. Nous, nous reposerons un peu ici en profitant du soleil».* **S'asseoir sur un banc au soleil, c'est pour beaucoup de gens de la Courneuve, les seules vacances.**

▶ Même les enfants, beaucoup ne partiront pas. **Car, la colonie de vacances, ça revient cher et les parents veulent voir partir leurs enfants avec du linge neuf qu'il faudra acheter de toutes façons. Une indication: un bon tiers des enfants de moins de 15 ans des «4000», iront dans les centres aérés de la commune. Déjà, pour juillet, 1500 ont été inscrits par leurs parents, qui les mettent le matin et les reprennent le soir.**

▶ Parmi ceux qui partent, beaucoup vont avec leurs parents. Nombreux sont ceux qui partent moins longtemps cette année. Telle cette autre famille de 5 enfants au A.: *«D'habitude, avec les enfants, nous partions un mois. Nous campons parce que cela revient moins cher. Mais cette année, avec la vie chère, même en campant, nous ne partirons que 15 jours».* Ici quand les gens disent: «on part», pour beaucoup, ça veut dire «8 jours dans la famille.»

Les jeunes qui passeront 80 jours de «vacances» à la Courneuve, ils devront compter aussi avec la police qui file des amendes lorsqu'on va sur les pelouses, qui a installé des projecteurs sur le toit des immeubles les plus hauts, pour surveiller toutes les allées et venues dès la nuit tombante (depuis l'affaire du Narval où un patron de café avait tué un jeune d'un coup de fusil). La police utilise aussi une autre tactique: essayer d'encadrer les jeunes en étant «copains-copains», comme ces flics en uniforme qui jouent au ballon avec les jeunes, près du centre commercial, les après-midi de juillet lorsqu'il fait beau.

▶ Cette année à la Courneuve, on part moins, et moins longtemps, on part aussi moins loin.

Certains iront dans des campings aux alentours de Paris, comme Tourne-en-Brie, à une cinquantaine de kilomètres. Il y aura là certainement plus d'affluence que les autres années, comme nous l'ont indiqué des locataires des «4000».

▶ Les restrictions de crédits. Jusqu'à l'an passé pour pouvoir partir en vacances quelques jours, des ouvriers de la Courneuve faisaient des emprunts à l'agence du Crédit Lyonnais, par exemple 2 000 F, remboursables en 12 mois.

Cette année, cette possibilité est supprimée.

▶ A la Courneuve, l'augmentation du loyer de 6,8%, qui entre en vigueur dès juillet, est une arme de dissuasion contre les départs en vacances. Le F 4 dont le loyer était à 630 F va passer ainsi à plus de 700 F.

C'est un gros problème pour les familles ouvrières. Déjà pour environ un tiers d'entre elles, cela représentait la moitié du revenu, et pour tous, plus du quart. Ici, de plus en plus de gens ont un ou deux loyers de retard qu'on paye sur 3 ou 4 mois, au prix de lourds sacrifices: cela arrive à des gens qui, voici 5 ou 6 ans, pouvaient payer chaque mois. Une grande partie des logements deviennent surpeuplés, on rencontre de plus en plus de gens à l'âge de la retraite qui, pour pouvoir supporter la dépense, partagent leur appartement avec leurs enfants, même mariés. Et, c'est dans ces conditions, qu'un grand nombre vont passer juillet et août à la Courneuve.

▶ Pour les saisies qui se multiplient (en mars, à la Courneuve, 200 familles, une sur vingt, étaient menacées de saisie par la justice bourgeoise), il n'y a pas de vacances. L'an dernier, de nombreuses saisies de meubles, avec effraction de la porte d'entrée, ont eu lieu pendant les congés. Chez des travailleurs qui étaient partis en vacances et aussi chez d'autres qui étaient seulement partis pour la journée. Cette année, la bourgeoisie, en l'occurence, l'office d'HLM, va y regarder à deux fois, après les actions menées contre les saisies et les hausses de loyers dans la cité. A la Courneuve, la rentrée de septembre avec les difficultés supplémentaires pour les travailleurs est déjà au centre des conversations, et la colère contenue est grande.

J-P GAY.

VACANCES : UNE SOURCE DE PROFITS POUR LA BOURGEOISIE

▶ Les résidences de luxe:

La construction des ensembles de résidences sur mer, les «marinas», c'est non seulement des vacances pour les riches, c'est aussi une source d'énormes profits pour les promoteurs de l'immobilier. Ces dernières années, 25 «opérations marinas» du type de celle de Deauville étaient en cours; dans ces opérations, l'Etat revend le terrain aux promoteurs qui deviennent maîtres de portions entières de la côte. Les promoteurs ne se contentent pas des «marinas», ils construisent de vastes ensembles qui, en principe, doivent s'adresser à un public plus large que les PDG, cadres supérieurs, professions libérales. Ainsi en est-il du projet d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon sur plus de 200 km, avec la construction projetée de 20 ports de plaisance. Au cœur de ce projet, Bormes-les-Mimosas où l'aménagement est conduit par le grand groupe financier Empain-Schneider.

La terre a été rachetée par l'Etat entre 40 centimes et 2 F le m2, l'Etat se charge de l'infrastructure: routes, etc... puis il livre le terrain à Empain-Schneider. A propos d'Empain et des promoteurs, la Délégation à l'Aménagement du Territoire, écrit: *«une fois achevés les immeubles qu'ils se sont engagés à édifier, ils pourront vendre ou louer ceux-ci à des prix entièrement libres».*

Théoriquement, selon les lois de la République bourgeoise, la côte est à «tout le monde» dit-on, aussi le Conseil d'Etat a «proposé» que les «marinas» soient reprises aux promoteurs, mais moyennant indemnisations, chiffrées, rien que pour Bormes les Mimosas, à ... 15 milliards (AF) que l'Etat capitaliste verserait à Empain-Schneider et quelques autres.

La soif de profit des requins de l'immobilier contribue ainsi au développement d'installations de grand standing pour les vacances, installations dont les travailleurs sont évidemment écartés, mais qu'ils financent par la biais de l'impôt.

Toutes les occasions sont bonnes pour faire des vacances une entreprise de vol sur les travailleurs.

▶ les plages privés:

En principe, nulle part, les propriétaires des plages ne peuvent percevoir un droit d'entrée mais, par contre, ils perçoivent en toute légalité un droit de location pour certains matériels (cabines, matelas, parasols) et comme cette location est exigée, du coup, dans les faits, l'accès de la plage est bel et bien payant. Cette pratique s'est largement étendue à des plages où l'équipement sanitaire est réduit ou inexistant. Dans le meilleur des cas, ce sera pour la journée: 3,70 F le parasol, 2,70 F la chaise longue, 4 à 5 F le matelas. Sur certaines plages, l'usage du vestiaire est obligatoire, des pancartes indiquent: «Il est interdit de se déshabiller sur la plage»... Pour louer 2 matelas et un parasol durant un mois pour une famille dans le Midi, il faudra compter de 200 à 350 F, selon la plage.

Sur certaines plages de la Côte d'Azur, pour avoir une place plus près du bord de la mer, il faut payer plus cher la location du matelas et du parasol. Sans compter les pourboires que les plagistes sollicitent pour vous donner une «bonne place».

Aussi, beaucoup de travailleurs s'orientent vers des plages non payantes mais souvent surpeuplées et dénuées de toute installation sanitaire, ce qui rend la vie difficile, voire épuisante, surtout pour les famjlles qui sont avec leurs enfants.

il faut payer même l'accès à la mer

▶ les campings:

La location à la journée est généralement de 13 à 15 F pour des terrains deux étoiles, c'est à dire en fait des terrains où il y a le strict minimum de confort, indispensable lorsqu'il y a des enfants. Ce prix comprend un taux de TVA de 17,6% prélevé par l'Etat alors que le taux n'est que de 7% pour les hôtels de luxe.

▶ les appartements en location

Il est de plus en plus difficile aux travailleurs de payer ce second loyer (quelquefois 7oo F/mois, mais plus souvent: 1000 F et bien au-dessus).

C'est d'autant plus un vol que, comme la location se fait par correspondance, le plus souvent, l'appartement ne correspond pas à la description du propriétaire: combien de fois, la première nuit doit être consacrée au nettoyage. Ce vol est organisé en grand par de grosses sociétés.. C'est le cas du Touring Club de France qui s'est associé à Shell pour diffuser des listes

de locations, ils exigent de verser 30% d'arrhes et ils empochent 20% de commission sur le prix du loyer versé au propriétaire (10% pour Shell, 10% pour le Touring Club de France).

▶ Des hausses de prix systématiques sur les lieux de vacances.

Entre Juin et les deux mois de pointe: juillet et août, l'écart est souvent considérable. Exemple, dans le Var, l'an dernier, entre la première semaine de juin et la première semaine de juillet, ce sont des différences de 25%, parfois 40% que les gens en vacances ont pu constater sur divers produits: la tasse de café passant de 1 F à 1,20 F, la glace de 1,20 F à 1,40 F, etc... Notre correspondant à Nice indique que les épiceries des campings de la région affichent 10 à 30% plus cher qu'au cours de l'année.

Et cela est vrai des produits (camping, bronzage, etc...) achetés au départ. On dit que mai, juin, septembre sont moins chers, mais ceux qui peuvent partir à cette époque-là, bénéficiant de «l'étalement des vacances», ne sont pas des ouvriers. Les statistiques de l'INSEE fournissent cette indication: 60% des cadres supérieurs peuvent choisir la période de leurs congés, alors que 34% seulement des ouvriers seraient dans ce cas. Les prix les moins élevés sont finalement réservés à des privilégiés.

ALBANIE :

les vacances dans un pays socialiste

En Albanie comme en France, des milliers de travailleurs s'apprêtent à retrouver le chemin de la mer, parfois de la montagne. L'été apporte, dans un cas comme dans l'autre, un grand renouvellement : pendant les congés payés, ce ne sont plus les mêmes gens que l'on rencontre, le décor et la vie quotidienne changent. Mille activités, impossibles durant l'année, se trouvent brusquement à portée de main.

la jeunesse albanaise en vacances

Mais là s'arrêtent les ressemblances. D'abord parce que le travailleur albanais part en vacances déjà plus reposé que ne sera le travailleur français à la fin des congés payés. D'où vient la fatigue industrielle, la fatigue ouvrière ? D'abord du travail ennuyeux, monotone, où l'on répète toujours les mêmes gestes à des cadences trop rapides, sous les ordres d'un contremaître qui veut imposer à tout prix les ordres du patron.

Cela, tout le monde le sait. Même les penseurs les moins révolutionnaires, comme le très officiel sociologue Georges Friedmann, en apportent la démonstration.

En Albanie, l'ouvrier décide de l'organisation du travail en accord avec ses camarades, contrôle les cadences avec le souci de produire, mais aussi de vivre. Et le contremaître qui prétendrait donner des ordres à grands coups de gueule irait apprendre la politesse comme simple ouvrier. D'ailleurs, qui donne les ordres ? Les travailleurs eux-mêmes quand, en accord avec les représentants du plan, ils décident de ce que sera leur travail. S'ils jugent que leurs décisions sont mal appliquées, ils pourront toujours révoquer le directeur. Oui, la discipline existe. Chacun fait partie d'une collectivité organisée. Mais le pouvoir qui décide de tout, c'est celui des masses elles-mêmes.

La fatigue industrielle en France, c'est aussi le logement trop étroit, la chambre de 7 mètres carrés où l'on peut tout juste faire le tour du lit, bref les gestes, les mouvements imposés par les dimensions trop petites des pièces. C'est le bruit des voisins - et la peur de faire du bruit à cause des voisins. C'est l'ennui dans les villes. Ici, tous, on se fréquente de moins en moins. Toutes les études médicales, psychologiques, sociologiques le démontrent : mais il suffit de parler avec les habitants des quartiers ouvriers pour s'en apercevoir.

C'est pourquoi les congés payés ont été hardiment exigés par le mouvement ouvrier en France. Il faut absolument partir, laisser derrière soi tout cet épuisement, se reposer et se détendre. Les grandes luttes de 1936 ont arraché ce droit de partir.

En Albanie, on ne regarde pas à un mètre carré près, les immeubles sont disposés dans des espaces libres ; pour les usagers, l'esprit collectif et la disposition des immeubles règlent le problème du bruit. Et il suffit d'être à six heures du soir dans les rues d'une ville albanaise pour assister à la promenade des centaines d'Albanais, remontant et redescendant les rues principales : on se salue, on s'embrasse, on parle de mille affaires, petites ou grandes, chacun vit comme l'autre.

Et puis, les villes albanaises sont construites en général autour d'une seule grande entreprise - en tout cas autour d'un petit nombre. Des cars collectifs, des vélos, permettent à chacun de se rendre à son travail. Certains choisissent d'aller à pied. Ni encombrements, ni énervement, mais déjà, rencontres et discussions, souci de se renseigner sur les évènements de la vie familiale de l'autre, du camarade. En Albanie, les vacances à la mer ou à la montagne - en tout cas loin de chez soi - ont été décidées par le pouvoir ouvrier quelques années après la Libération, d'abord avec l'idée qu'il y aurait là une source de plaisirs pour les travailleurs des villes et des campagnes, mais aussi pour arracher les habitants de chaque ville - et surtout de chaque village - au particularisme local, à la routine, à l'habitude de vivre entre soi. Et il a fallu dans un premier moment, une propagande très active pour faire connaître à des volontaires les joies de la plage.

Bien sûr, maintenant, c'est la joie d'être au bord de la mer. Mais il a fallu du temps pour en arriver là.

Cette différence dans les raisons d'aller en vacances se retrouve dans la manière de vivre en vacances. Très normalement, l'ouvrier de France veut surtout se reposer, se détendre. L'ouvrier albanais va, bien sûr, se laisser vivre plus que pendant l'année. Mais il a des loisirs plus actifs : il participe aux chants et danses des groupes folkloriques du festival de Dürres, il continue avec des visages nouveaux les discussions commencées durant l'année, il donne son avis sur les problèmes qui peuvent naître de la vie quotidienne.

On sent bien que la tendance principale en France, c'est de passer de l'écrasement pendant l'année à l'évasion pendant les vacances. Comme l'ouvrier albanais n'est pas écrasé pendant l'année, il fait de ses vacances un loisir, mais pas une évasion.

Gilbert MURY.

DES LIVRES POUR LES VACANCES

LA REVOLTE DE LA MER NOIRE
(André Marty Tome 1 : 10 F
Tome 2 : 16 F).

«Ce n'est pas un livre pour des intellectuels ou des historiens, mais un livre pour des ouvriers et des paysans». (A. Marty).

1919. La jeune République soviétique est attaquée par les pays capitalistes européens. Les marins de la flotte française, mouillée au large d'Odessa, refusent de combattre les bolchéviks. Dans ce livre, toute la joie et l'espoir qu'ont éprouvés les travailleurs, les marins et soldats français en apprenant la Révolution d'Octobre... et leur détermination à lutter pour défendre le premier pays socialiste du monde. Ce livre écrit par un des révoltés de la Mer Noire, André Marty, représente un grand intérêt comme témoignage sur un des hauts-faits révolutionnaires de la classe ouvrière de notre pays.

ET L'ACIER FUT TREMPE
(Nicolas Ostrowski : 19 F)

La vie d'un jeune combattant bolchévik dans la période qui a immédiatement suivi la Révolution d'Octobre. Son adhésion aux komsomols (les jeunesses communistes) dès l'installation du pouvoir soviétique dans la petite ville où il habite. Ses combats dans la cavalerie de Boudienny contre les russes blancs. Son adhésion au Parti, les difficultés des premières années de la construction du socialisme sous Lénine et Staline.

LE DELUGE DU MATIN
(Han Suyin : 35 F)

L'histoire de la Révolution Chinoise - du Mouvement du 4 mai 1919 à la guerre de Corée - à travers les épisodes de la vie du président Mao, la lutte du Parti Communiste Chinois et la lutte entre les deux voies.

«... Le peuple est le vrai héros de l'histoire, lui seul l'a fait. J'ai écrit ce livre dans cet esprit...» dit Han Suyin et c'est effectivement, tout au long de ce livre, la vie quotidienne de ces paysans, de ces ouvriers chinois, leur enthousiasme et leur lutte pour la Révolution, qu'elle nous décrit.

LA JEUNE GARDE
(Fadéev : 11,50 F)

En URSS, dans la province du Donbass, durant l'occupation par les troupes nazies, des jeunes de la ville minière de Krasnodon, sous la direction d'Oleg Kochevoï, créent clandestinement l'organisation des Komsomols (Jeunesses Communistes). C'est la vie de cette «Jeune Garde» que Fadéev nous raconte : l'organisation politique et matérielle, les actions contre l'occupant (actions de masse, actions individuelles) les succès remportés en surmontant les faiblesses et les erreurs.

C'est la confiance que ces jeunes ont dans le Parti et dans le peuple soviétique à se mobiliser pour défendre leur Patrie Socialiste.

EGALEMENT EN VENTE A LA LIBRAIRIE POPULAIRE :

Romans albanais
Chronique de la ville de Pierre (Ismaël Kadaré) 28,00 F
Le Marais (de Famir Gjata) 28,00 F
Romans chinois
Avec le président Mao 2,00 F
Les Semences (récits-nouvelles) 3,00 F
Romans soviétiques
Le drapeau sur les tours - (Makarenko) 18,00 F
Enfantés par la tempête - (Ostrowski) 14,00 F
Au loin une voile - (Kataïev) 14,00 F

Passez vos commandes à :
LIBRAIRIE POPULAIRE
226, rue Duguesclin LYON 3e
Ecrire : BP 84 LYON – Cédex 3
CCP 7435.58 Lyon
(rajouter à chaque commande 5,00 F par livre pour le port).

PASSEZ VOS COMMANDES A LA LIBRAIRIE POPULAIRE

annonay, le puy, bort les orgues

Reportage Pierre Morel et Albert Chatillon

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS DES TANNERIES

6 à 7.000 à Annonay, 3 à 4.000 au Puy, c'est donc plus de 10.000 manifestants qui, en l'espace de deux jours, vendredi et samedi ont montré leur volonté de s'opposer au soi-disant «plan de redressement», véritable plan de licenciements mis au point par l'administrateur provisoire des Tanneries Françaises Réunies. Employant 2200 travailleurs, les TFR sont la première entreprise française dans le secteur et traitent 25% de cuir. Aujourd'hui, avec «le plan de redressement», c'est la fermeture totale de l'usine d'Annonay qui est envisagée soit 480 licenciements auxquels s'ajoutent 182 licenciements au Puy et 13 à Bort-les-Orgues.

Aussitôt, ce plan de chômage annoncé les travailleurs du Puy et d'Annonay se sont mis en grève et ont popularisé largement leur lutte, voyant chaque jour grossir les rangs de tous ceux qui les soutiennent activement. En effet, au Puy comme à Annonay, les tanneries sont le centre vital de toute la ville, voire de la région. Première industrie du Puy, seconde à Annonay, depuis l'implantation de la SAVIEM, les T.F.R. se sont développées au fil des années, draînant les emplois de toute une région, recrutant notamment parmi les paysans endettés et pratiquant une politique de bas salaires pour des conditions de travail particulièrement pénibles. Ce qui est général dans l'industrie du cuir, puisque la moyenne des salaires mensuels y est de 300 F plus basse que dans l'ensemble des industries et qu'en janvier 74, 52% des salariés avaient moins de 1.200 F ; ceci est particulièrement aigü aux T.F.R. où nombre de travailleurs ne touchent guère plus que le SMIC pour un travail dangereux, brûlures d'acide et rhumatismes dus à l'humidité sont fréquents, et de plus en plus parcellisé puisque le tannage suppose maintenant 90 à 100 opérations, à exécuter de plus en plus vite comme en témoigne l'augmentation du nombre de peaux tannés de 15 à l'heure en plus chaque année . Non, les tanneries n'ont reculé devant rien pour exploiter au maximum les travailleurs. Alors, comment expliquer le déficit actuel de 22 milliards de francs, alors qu'en 72 encore, des profits énormes avaient été réalisés ?

Tout d'abord le cas des T.F.R. n'est pas isolé, il s'inscrit dans le cadre de l'industrie du cuir en France qui a vu ses effectifs diminuer de 30.000 travailleurs en 18 ans, et le nombre de licenciements augmenter de 20% entre 1972 et 1973. C'est dans ce contexte que Sidem, le «Napoléon du cuir», comme il se dénommait, est parti à la conquête des marchés et arrive à exporter 75% de sa production au Canada, USA et URSS notamment C'est ainsi que sur sa lancée, il absorbe l'usine d'Annonay en 1970, mais c'est aussi à partir de ce moment que tout commence à mal aller. En absorbant à Annonay les usines Combes et Maisonnier, Sidem a certes éliminé un concurrent, mais il ne s'est pas débarrassé pour autant des travailleurs et c'est là que ce «Napoléon d'opérette», comme l'appelle les ouvriers, s'est cassé les dents. Et pourtant, comme nous le déclarait un tanneur, il a tout mis en œuvre pour se débarrasser d'Annonay : **«Le travail de sape s'est fait petit à petit ; d'abord, on a vu les meilleures machines partir au Puy, ensuite, il a voulu fermer l'usine Combes, la plus moderne, sans doûte pour transférer l'outillage au Puy ; alors là, il a connu sa première grève ici et il a bien dû reculer... Mais c'est surtout depuis un an que ça allait vraiment mal, réduction d'horaire, chômage partiel, jusqu'en mars dernier où les gars ont reçu leur lettre de licenciement ; alors là, toute la population s'est massée derrière nous et après 15 jours de grève avec occupation, le patron reculait mais après la reprise, les gars se sont mordu les doigts, les horaires c'étaient de vraies montagnes russes : 32 heures, 38, 36, 40 heures... Voilà pourquoi, ça n'a pas marché ici, et malgré tout ça, l'usine a fonctionné ; alors qu'on ne vienne pas nous dire qu'elle ne peut pas continuer, faudrait seulement que Sidem arrête de nous envoyer du Puy des formules de teinture faussées pour mieux nous couler».** Voilà comment Sidem a connu ses premières difficultés, mais il dû faire face également à un marché en pleine réorganisation et a eu des difficultés pour s'approvisionner en peaux brutes car au Bengla Desh, en Nouvelle Zélande et en Argentine qui étaient ses principaux fournisseurs, les peaux sont maintenant livrées pré-tannées, ce qui a fait grimper les cours. Aussi, maintenant, seule la Grèce fournit les peaux brutes aux T.F.R. Il a dû affronter tout aussi bien la crise de la chaussure de luxe, principal client des tanneries, même si l'usine Danaud, filiale de Ch. Jourdan à Annonay s'approvisionne en Italie...

Enfin, la concurrence était bien loin d'être éliminée, comme le disait un travailleur : **«Oui, il a loupé le coche, ceux qui se font de l'argent et des châteaux, maintenant, c'est les marchands de cuir vert, comme on dit ici, les peaux brutes quoi...»** . S'ajoute à tout cela, une politique délibérée de faire de la région une zone touristique, un «parc naturel», «une Ardèche verte...». Et c'est pour cette raison que les T.F.R. ne sont pas les seules à avoir des difficultés, outre les licenciements à Annonay dont nous parle un travailleur dans l'article ci-dessous, au Puy, Barbara entreprise de maçonnerie a fermé, chez Elastelle, les ouvriers n'ont touché qu'un demi-salaire en juin et on parle de licenciements, chez Volubilis et à la GTV... C'est donc toute la région qui est touchée par le chômage et cela explique le soutien unanime et la très large solidarité qui entoure les tanneurs.

Réel ou pas, le déficit des T.F.R., la situation de l'usine est de toute façon alarmante. Face à cela, les travailleurs luttent pour le maintien de leur emploi, pour le non-démantèlement de leur usine et refusent de faire les frais de la crise ou de la mauvaise gestion d'un patron. Aussi, à un moment difficile, en plein congé et au moment où les nombreux ouvriers-paysans des tanneries font les foins, il faut renforcer la mobilisation autour des tanneurs et populariser largement leur lutte.

le 8-7-74

la manifestation à Annonay

ANNONAY: toute la population dans la rue pour soutenir les tanneurs

«Annonay doit vivre», «Du travail pour tous», «Non aux licenciements», «Giscard salaud, le peuple aura ta peau»... **Vendredi matin, dans les rues escarpées d'Annonay, les travailleurs des tanneries, accompagnés de toute la population, criaient leur colère contre le capitalisme qui ferme les usines et contraint au chômage. En grève depuis le 26 juin, jour où a été annoncé au Comité Central d'Entreprise la fermeture totale de l'usine d'Annonay, c'est à dire le licenciement de ses 480 travailleurs, les tanneurs sont entourés d'un soutien général qui dépasse le cadre de la ville et concerne toute la région. En témoigne les 6 ou 7.000 manifestants, venus de toute la région, apporter leur solidarité. A chaque carrefour, c'était un cortège entier, représentant toute une usine, qui se joignait aux manifestants : Céorat, Pariche, Ribes & Jourdan, Danaud... Et chacun d'envier la délégation des ouvriers de la SAVIEM, en bleu de travail, banderole rouge largement déployée. :** *«Oui, les gars de Saviem ont débrayé à 100%, tout Annonay est là, ici, c'est le sort de la ville qui en dépend»* **nous déclarait un manifestant.** *«Si les tanneries ferment, j'ai qu'à fermer aussi»* **déclarait la gérante d'un café situé en face des tanneries et qui accompagne son mari, tanneur à la manifestation.** *«Nous à la SAVIEM, on n'a pas encore été touchés par la crise de l'automobile, mais qui nous dit qu'à la rentrée, y'aura pas de chômage chez nous aussi ?»* **Oui, le chômage, c'est la préoccupation numéro un de tous les manifestants :** *«En plus de nous, il y a 400 chômeurs inscrits à Annonay nous comptons autant de jeunes qui vont chercher leur premier emploi en septembre et partout ça licencie : 50 gars licenciés dans le textile chez Argentières, 180 postes supprimés dans les PTT, où va t-on aller avec ça ? Ce qu'ils veulent, comme on dit chez nous en patois c'est : «Plus d'usinas mais l'Ardtcho verto per lous touristers».* **Pour ce vieux tanneur, militant C.F.D.T., pas question de lâcher les tanneries :** *«on occupera tout le mois d'Août s'il faut, on fera un roulement pour que ceux qui ont retenu puissent partir en vacances, mais on tiendra le coup». «Sûr qu'on ne va pas lâcher, d'ailleurs à mon âge, où veux-tu que je trouve du travail et je ne suis pas le seul a avoir dépassé les 50 ans ici»* **enchaîne un autre tanneur, employé au dérayage.**

Aussi, lors du meeting qui clôturait la manifestation, les orateurs confédéraux CGT et CFDT durent prendre en compte cette combativité des tanneurs et le large soutien qui les entoure, témoin cette déclaration, applaudie très largement : *«Lip, Rateau, Oui, c'est possible de lutter contre les licenciements... Dans le passé on a lutté pour des reclassements équivalents, ça n'a jamais marché, c'est pourquoi nous disons aujourd'hui : NON AUX LICENCIEMENTS, NON AU DEMANTELEMENT»* **affirmait le responsable de la Confédération CFDT Hacuitex (Habillement, Cuir, Textile) et la CGT ne le contredira pas, malgré les positions adoptées au plan national à savoir : «pas de licenciement sans reclassement préalable» ; il faut dire que ceux des délégués CGT qui avaient freiné la lutte en mars, ne tenaient pas à se couper des travailleurs :** *«A l'époque, on était peut être encore plus qu'aujourd'hui, pendant 15 jours, on a occupé l'usine, jour et nuit... Bien sûr, les licenciements annoncés n'ont pas eu lieu alors, mais il aurait fallu continuer la lutte. Disons-le franchement, la lutte a été cassée par Le PCF et la CGT qui ont fait faire un vote pour la reprise à un moment inopportun. Si on avait continué, on aurait pu faire quelque chose, alors qu'avec la reprise, tout s'est endormi et on est passé pour des guignols auprès des gars qui nous avaient soutenu»,* **nous déclarait un tanneur à la fin du meeting, soulignant la difficulté actuelle de la lutte.**

«Aujourd'hui, ça va être dur, les congés arrivent et il n'y a toujours pas de solution claire de définie, mais nous, on n'a pas à faire les frais d'une mauvaise gestion ou de la crise, alors, et c'est juste, on lutte pour notre emploi, dans les Tanneries, peu importe le nom qu'on leur donne alors !».

INTERVIEW D'UN OUVRIER-PAYSAN DE LA TANNERIE DU PUY

Polignac, Le Monastier, Le Monteil... Chaque jour, les cars de ramassage passaient prendre les ouvriers-paysans, nombreux aux Tanneries, puisque dans des ateliers entiers, notamment celui de la rivière, le plus pénible, ils représentent la totalité du personnel. C'est au Monteil, un hameau perché sur les hauteurs avoisinantes, que nous nous sommes entretenus avec un de ces «tanneurs-paysans» et sa femme.

«Cela fait dix ans que je travaille chez Sidem... Avec juste la ferme, on ne peut pas vivre, 10 hectares, c'est pas assez, tu peux faire le lait, c'est tout, mais avec 8 vaches, ça ne suffit pas, il a bien fallu aller à l'usine, comme les autres... Il y a bien la moitié d'anciens paysans aux tanneries - Et puis on n'avait pas le choix, enchaîne sa femme, **avec les emprunts qu'on avait fait, on n'arrivait pas à rembourser... le tracteur, il est toujours pas payé. Le voisin, lui, c'est différent, il a une trentaine de laitières, alors il a pu s'en tirer avec juste sa femme mais nous, ce n'est pas avec les 60 centimes le litre, que nous paye la Centrale Laitière qu'on peut joindre les deux bouts et ne crois pas qu'on nourrisse nos vaches avec des aliments composés, elles mangent de l'herbe».**

Comme pour préciser, son mari l'interrompt : **«Avant de donner des aliments aux vaches, il faut qu'on mange, nous autres, j'ai 6 gosses à nourrir».**

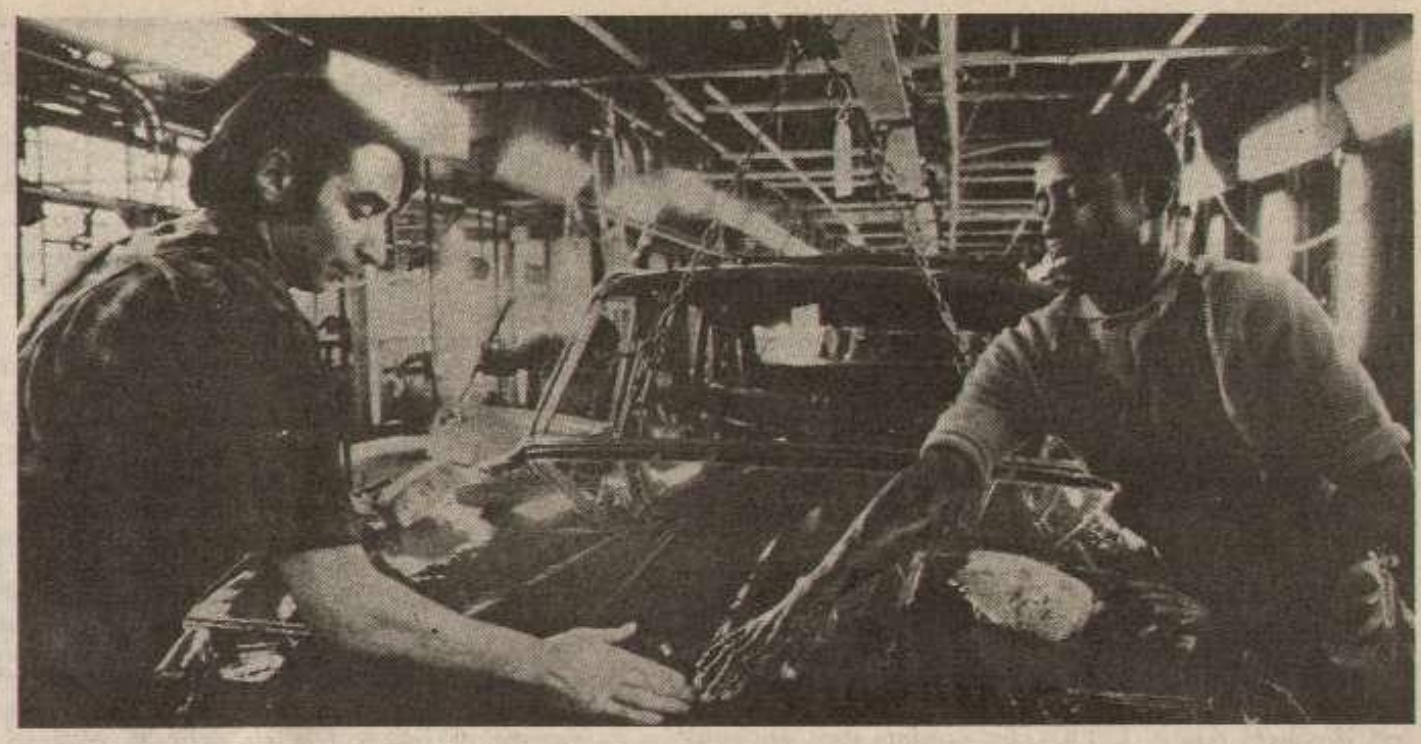
Aussi pour ce travailleur, les journées sont longues : **«A l'usine, je fais les postes de l'après-midi, alors comme ça je travaille le matin à la ferme et puis le soir aussi, en rentrant, on n'arrête pas ; et pourtant à la rivière, c'est là que c'est le plus dur, t'es toujours dans l'humidité et la saleté le boulot consiste à dépoiler les peaux, enlever une épaisseur de peau, tout ce qui paraît le plus pourri, la bidoche et puis pour laver les peaux, on utilise des produits chimiques, alors ça donne des maladies de peau et même des brulures avec les acides et même si c'est pas grave, avec la crasse ça s'infecte... Oui c'est dur, il faut mordre comme on dit ici».** Bien sûr, dans beaucoup d'usines les travaux les plus pénibles sont souvent les plus mal payés : **«A la rivière, on touche guère plus que le SMIC, c'est la seule usine de cette taille dans le coin, alors ils se croient tout permis. Maintenant je me demande ce qui va se passer».**

Car ce n'est pas parce que c'est la saison des foins que cet ouvrier-paysan se désintéresse de la lutte à la Tannerie : **«Ce matin, j'étais au Puy, j'ai discuté avec les gars de mon atelier dans la manifestation, c'est la tannerie qui nous fait vivre, alors même si on peut pas être au piquet de grève avec les foins, nous aussi on est en lutte, et les gars des autres ateliers le savent».**

Mais la fermeture des tanneries, cela concerne toute la famille : **«Et les jeunes, moi j'en ai trois en apprentissage,** intervient sa femme, **et même s'ils ont le CAP, et ils l'ont pas encore, qu'est-ce qu'ils vont devenir ? Où va-t-on les caser ? Chez Elastelle, paraît que ça ferme aussi...».**

L'ARRET DE L'IMMIGRATION DECRETE PAR LE GOUVERNEMENT

une mesure contre toute la classe ouvrière



L'immigration est suspendue jusqu'en Octobre ! C'est sans doute ce que André Postel-Vinay, le premier Secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, appelle «faire du concret». Pour l'ensemble des travailleurs immigrés, c'est un nouveau coup très dur.

QUI EST VISE DIRECTEMENT ?

- **Pour les travailleurs immigrés actuellement en France, cela signifie interdiction de faire venir leur famille.**
- **Pour ceux qui voulaient partir en congés dans leur pays, cela veut dire refoulement au retour, s'ils n'ont pas de contrat de travail.**
- **Pour ceux qui sont dans l'obligation d'émigrer, à cause du chômage organisé par l'impérialisme dans leur pays, cela veut dire interdiction de chercher du travail en France.**

QUE CHERCHE LA BOURGEOISIE ?

Faire supporter le poids de l'accroissement du chômage par les travailleurs immigrés.

Depuis quelques mois, la bourgeoisie a préparé le terrain : refus de renouveler les contrats de travail à l'expiration ; octroi de contrats à durée de plus en plus limitée. Elle a déjà ainsi constitué les premiers contingents de travailleurs immigrés à éliminer du marché du travail. En déclarant qu'elle suspend l'immigration pour «faire le point», c'est à dire, recenser ceux qui sont actuellement en France, prévoir ceux dont elle aura besoin par la suite, elle prépare la seconde étape : adapter à ses besoins précis, dans une période de montée du chômage, le nombre de travailleurs immigrés dont elle aura besoin pour faire tourner ses bagnes capitalistes, et comme volant de chômage pour faire pression sur les salaires et l'emploi. La Circulaire Fontanet lui permet d'ores et déjà d'expulser les travailleurs immigrés en rupture ou en fin de contrat, elle lui servira pour refouler à la rentrée tous les travailleurs immigrés régularisés en septembre et en octobre 73 dans le cadre des mesures Gorse, elle sera l'instrument du réajustement constant de ce volant de chômeurs immigrés.

rendre responsables du chômage les travailleurs immigrés auprès des travailleurs français, accroître la division français/immigrés.

Quand la bourgeoisie, après avoir agité depuis longtemps le spectre du chômage pour la rentrée, suspend l'immigration, c'est bien pour donner l'illusion aux travailleurs français que c'est une solution au chômage, que c'est les travailleurs immigrés qui volent leur travail aux ouvriers français. Ainsi quand on refusera du travail à un des 600.000 jeunes qui chercheront un emploi à la rentrée en leur disant que c'est parce qu'il y a encore trop de travailleurs immigrés en France, la bourgeoisie espère bien que ces jeunes ouvriers par exemple, porteront leur haine contre les travailleurs immigrés et non plus contre la classe capitaliste. C'est encore une nouvelle manœuvre de division.

TOUTE LA CLASSE OUVRIERE EST FRAPPEE

Répression accrue pour les travailleurs immigrés

La bourgeoisie qui a accompagné la mesure de suspension de l'immigration d'un volet de mesures prétendues libérales, veut faire croire que pour les travailleurs immigrés qui pourront rester en France, ça sera mieux qu'avant : une meilleure politique de logement avec un plan échelonné jusqu'en 1980, les droits syndicaux, des peines contre les trafiquants de main-d'œuvre et les employeurs négriers. A supposer que la bourgeoisie réalise ces promesses, on peut douter de leur efficacité. Comment la bourgeoisie, par exemple, peut-elle prétendre réprimer le trafic de main-d'œuvre alors que c'est l'Etat bourgeois qui, en premier lieu, organise par millions, un gigantesque trafic de négriers modernes ? Au mois de juin 74, des trafiquants de cartes de travail qui extorquaient en 70 et 71, 200.000 à 400.000 anciens francs à des ouvriers marocains contre de faux certificats, ont certes été condamnés à des amendes et à la prison. Mais, ils ont été condamnés 4 ans après et par défaut : la bourgeoisie avait laissé «s'enfuir» en toute tranquillité les principaux responsables et parmi eux un ancien chef de poste de police, Marcel Dupont. Elle a tout intérêt à les protéger, ces flics fascistes et truands car elle les utilisera de plus en plus pour contrôler, arrêter, tabasser et expulser les travailleurs immigrés. Car pour ceux qui resteront en France, la menace de l'expulsion sera constamment présente.

Diviser et affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière.

A la rentrée, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui sera touchée par le chômage, les contrats de travail à durée limitée, les licenciements. La bourgeoisie ne veut en aucun cas que se renforce cette unité de combat qui s'est forgée toujours plus grande depuis 1968 entre travailleurs français et travailleurs immigrés. Elle veut empêcher les travailleurs immigrés de participer à la lutte de classe en faisant planer la menace encore plus pesante de l'expulsion. Elle veut briser cette unité en se servant du chômage comme la base d'une nouvelle campagne raciste.

LA SEULE RIPOSTE : L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

A bas le capital, responsable du chômage ! A bas l'impérialisme, responsable de l'immigration !

Pour faire face aux mesures de division, dénonçons sans arrêt le véritable responsable : l'impérialisme. C'est lui qui oblige les travailleurs immigrés à s'expatrier parce qu'il vole toutes les richesses de leur pays. C'est lui qui, dans la métropole exploite, licencie, les travailleurs immigrés comme les travailleurs français pour faire face à la concurrence étrangère et augmenter ses profits.

Unité des Travailleurs français et des travailleurs immigrés contre les contrats de travail à durée limitée !

Les ouvriers de Blindex à Marseille, de l'E.G.C.C. dans la région parisienne, les travailleurs pakistanais, arabes, mauriciens de Paris ont montré la voie en déclenchant des grèves. Chez Brandt à Lyon, c'est au coude à coude que les travailleurs français et immigrés ont démarré la lutte contre le licenciement d'un ouvrier en fin de contrat. Suivons leur exemple ! Titularisation de tous les ouvriers, femmes, jeunes, immigrés sous contrat !

Vigilance face aux expulsions !

Demandons aux ouvriers immigrés les dates d'expiration de leur contrat pour organiser au plus vite, la riposte dans les usines contre les mesures de licenciements, donc d'expulsion. Créons partout dans les foyers des associations de locataires pour s'opposer à toute brimade, toute répression qui chasserait les ouvriers de leur foyer, donc les placerait en situation s'expulsion.

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
UNITE DE COMBAT DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE CONTRE LE CHOMAGE !

Joëlle Féclaz.

A BAS LES CONTRATS A DUREE LIMITEE

** A SICOPAL (Bully les mines) les ouvriers portugais ont un contrat de travail renouvelable tous les ans où il est inscrit «pas le droit de faire grève».*

** A Fos et à Martigues, les patrons ont annoncé qu'ils ne renouvelleraient pas les contrats de certains travailleurs.*

– Société Nouvelle Andréotti (entreprise de bâtiment à Martigues): 40 ouvriers dont une dizaine de travailleurs immigrés. 8 contrats non renouvelés en octobre.

– Trunfia (entreprise de bâtiment à Martigues): 6 contrats des 15 ouvriers tunisiens employés, ne seront pas renouveler en août.

– SOMAFER (Fos) le patron agite la menace du non renouvellement. Pour les patrons de ces trois entreprises, le non-renouvellement des contrats est une arme pour casser les mouvements de revendications: les travailleurs ont déclenché des grèves ou ont protesté contre le patron qui ne respectait pas le contrat ou la loi. Ainsi, chez Andréotti, les ouvriers qui ont un contrat de «maçon avec salaire correspondant», travaillent et sont payés en réalité comme manœuvre. Le patron n'a pas renouvelé les contrats des ouvriers les plus combatifs.

MEETING POPULAIRE DES C.A.C.F. 18e ET 19e

Dimanche 30 juin, à l'appel commun des CACF du 18e et du 19e soutenus par le PCR (m-l), un meeting a rassemblé 110 personnes. Les travailleurs réunis, composant la large majorité de l'assistance, voulaient connaître les propositions d'action du Parti après les élections, son analyse de la crise, et les propositions des CACF pour la lutte contre les contrats.

La mobilisation active, notamment les interventions au mégaphone dans les rues très populaires, et la participation de nombreux travailleurs en lutte, ont contribué à cette bonne participation. Ainsi, après la dénonciation par un camarade ivoirien de l'impérialisme français qui pille l'Afrique, contraignant les travailleurs à s'expatrier, un ouvrier immigré de l'EGCC, en grève depuis avril, a fait le point sur la lutte, tandis que deux ouvriers africains expliquaient la lutte contre les hausses de loyer et les expulsions dans leur foyer.

Puis ont succédé les interventions de camarades des CACF, du PCR (m-l) et du FRAP. La pièce de théâtre montée par le CACF du 19e, la projection du film «NO PINCHA» et de diapos sur la Chine, ont illustré de façon vivante la lutte des peuples.

Corr. 19e

manubat à dijon:

UN OUVRIER ASSASSINE PAR LE CAPITAL LES TRAVAILLEURS RIPOSTENT ET S'ORGANISENT (Corr. Manubat)

Mercredi 5 juin, à 11 h du matin un ouvrier de l'atelier de montage, Michel Gardenne (délégué syndical CFDT) grimpe sur une pile de 6 (!) plaques tournantes (éléments de grues) entassées les unes sur les autres. Quand il arrive à mi-hauteur, 3 plaques (plusieurs tonnes) glissent. Cet ouvrier a le pied coincé entre 2 blocs de ferraille, sa tête frotte contre la feraille. Il est projeté en arrière, son crâne frappe violemment le sol ; quelques jours après, il meurt. Aussitôt, les chefaillons accourent et poussent les hauts cris : **«Je l'avais bien dit, empiler 6 plaques les unes sur les autres, c'est trop, en plus, il n'y avait pas de cales».** Belle hypocrisie de ces garde-chiourmes qui poussent aux cadences sans se préoccuper de la sécurité des ouvriers, qui font entasser le matériel pour économiser la place. Déjà il y a trois mois, un camarade avait eu la hanche fracturée, une flèche lui était tombée dessus ; le patron et les chefs ont vite rangé 8 jours ; après, l'entassement recommençait, sous l'œil bienveillant des chefs.

Michel Gardenne a été assassiné par le Capital !

A Manubat, il y a 3 mois, le patron proposait de monter les horaires... à 48, 50 h ! Devant le refus des ouvriers, il embauche des intérimaires. Aujourd'hui, il ne vend rien, parfois 1 ou 2 grues par semaine et c'est de plus en plus rare. Cela ne l'empêche pas de pousser à la production pour remplir le stock. Il a tellement poussé à la production que le stock est aujourd'hui à 2 fois le maximum ! Et c'est bien cette course au profit, aux cadences qui mutile d'innombrables ouvriers à Manubat depuis des mois.

Le jeudi 26, les marxistes-léninistes interviennent pour dénoncer l'assassinat de Gardenne. A 2 h, une assemblée générale a lieu regroupant 100 ouvriers, un camarade du Comité de lutte prend la parole. Délégués par cette assemblée générale, 2 membres du comité de lutte et un camarade délégué syndical CFDT, décident d'aller protester au journal local pour un article paru qui laissait sous entendre la responsabilité de Gardenne.

Suite à une réunion du Comité de lutte et du camarade délégué syndical à la CFDT, un article est fait, dénonçant les vraies responsabilités. Après discussion, la section CFDT unanime, approuve le communiqué. De retour à l'usine, le patron menace ceux qu'il appelle «les 3 meneurs» pour abandon de poste !

Les «3 meneurs» demandent à voir la direction. Reçus ils précisent qu'ils ont 100 camarades solidaires derrière eux ! Le patron semble reculer. Mais lundi 1er juillet, le patron convoque illégalement le Comité d'entreprise pour décider du licenciement du camarade délégué syndical, d'un membre du Comité de lutte qui a dénoncé très justement, en Assemblée générale, l'assassinat et d'un avertissement pour l'autre membre du Comité de lutte qui vient d'avoir un accident de circulation (la fatigue au travail y est pour quelque chose!).

A la réunion du CE, la CFDT vote contre, la CGT s'abstient en disant **«que de toute façon, il y a longtemps que ces gars-là auraient dû être mis à la porte» !**

Les marxistes-léninistes, face à ces licenciements ripostent par une très massive intervention le mercredi : de nombreux journaux sont distribués aux ouvriers, un panneau en arabe explique la situation. Dans leur tract, les marxistes-léninistes appellent les militants et adhérents honnêtes de la CGT à rejeter la main mise du P«C»F sur leur section, du P«C»F qui se fait le complice de l'assassinat et des licenciements. Aujourd'hui, la situation est grave : à la rentrée, nous descendrons à 40 h, peut-être à 36 h, il y aura très certainement des licenciements massifs.

Aujourd'hui, la direction n'a évidemment plus rien à perdre : en voulant licencier 3 ouvriers, elle veut empêcher toute riposte contre les assassinats, contre les nombreux licenciements qui se préparent. Mais elle n'y arrivera pas.

Dans les jours qui viennent, la section CFDT, le Comité de lutte, restent mobilisés face aux menaces des 3 licenciements.

La section CFDT appelle d'autre part à refuser tout travail dangereux.

A la rentrée, nous exigerons :

- Pas un seul licenciement !
- 40 h sans diminution de salaire !
- Non à la fermeture de l'usine !

PLUS QUE JAMAIS DEVELOPPONS LARGEMENT L'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE

Il y a un an, les marxistes-léninistes lançaient l'Opposition Syndicale Révolutionnaire. La création de l'O.S.R. répondait à l'impérieuse nécessité de développer dans la classe ouvrière un puissant courant syndicaliste qui prenne en compte les véritables aspirations des travailleurs et s'attache à les faire triompher. Il fallait pour cela commencer à organiser la lutte contre réformistes et révisionnistes qui usurpent la direction des syndicats des travailleurs, CGT et CFDT, mener la lutte dans ces syndicats pour y imposer une véritable démocratie syndicale et une plate-forme revendicative reprenant les aspirations des travailleurs, et, sur ces bases, renforcer l'unité de la classe ouvrière autour des couches les plus exploitées. Enfin, l'O.S.R. correspondait aux aspirations de nombreux ouvriers syndiqués ou non qui, dégoûtés par l'orientation des directions syndicales n'en sentaient pas moins la nécéssité de l'organisation syndicale pour mener la lutte revendicative.

Le bilan d'un an d'activité des syndicalistes révolutionnaires est largement positif. L'O.S.R. est présente dans un grand nombre d'usines où elle a contribué à renforcer et même à créer des sections syndicales. Dans le travail syndical, dans les luttes, les syndicalistes révolutionnaires ont pris une part active de direction ou d'impulsion, luttant sans relâche contre la ligne réformiste et la ligne révisionniste, lignes de trahison.

Au cours de l'année écoulée, les luttes des masses ont confirmé la justesse de notre initiative, des ouvriers de plus en plus nombreux ont commencé à prendre conscience de la trahison des révisionnistes et des réformistes, ils se sont mobilisés avec ardeur sur leurs véritables revendications avancées par l'O.S.R. et ont rejeté les propositions démobilisatrices des confédérations. L'exemple de la lutte des Lip a montré que le syndicalisme révolutionnaire peut mettre en échec les réformistes et les révisionnistes ; par leurs propositions, par leur action pour renforcer l'unité de combat des ouvriers, les syndicalistes dirigeant la lutte ont contribué efficacement à l'isolement des responsables de la CGT qui voulaient capituler, et à la première victoire que constitue l'accord de non-démantèlement et de réembauche.

Aujourd'hui, un an après l'appel à créer l'OSR, l'urgence et l'ampleur de la bataille à mener nous apparait plus clairement encore.

Les chefs des deux confédérations ont engagé sans limites les 2 syndicats dans le soutien à la candidature Mitterrand, qui n'apportait pourtant aucun changement décisif aux travailleurs. Poursuivant sur leur lancée, chacun de son côté s'affaire à utiliser le syndicat et la lutte des travailleurs, pour le profit du parti de gauche qu'il soutient et jouent ouvertement le rôle de sergent recruteur pour le compte de Mitterrand, tandis que Séguy tente d'enserrer les luttes ouvrières dans les limites compatibles avec l'appel à l'union large avec les gaullistes, les militants UDR... Les dirigeants CGT viennent juste de briser la lutte d'Usinor, appelant les travailleurs à accepter de risquer leur vie pour 35 centimes supplémentaires de l'heure. Dans l'accord récent des deux confédérations, Séguy et Maire dénoncent les luttes marquées par les «risques d'isolement et de division» (lisez les grèves bouchons et les grèves sectorielles), et les formes d'organisation en dehors des syndicats (lisez les comités de grève).

Plus que jamais, l'O.S.R. apparait comme une nécessité pour empêcher les dirigeants confédéraux de faire des syndicats des appendices des partis «de gauche», pour restaurer la démocratie syndicale et prendre en main la lutte contre les tentatives de la bourgeoisie de faire subir la crise à la classe ouvrière.

Travailleurs, pour faire des syndicats de puissantes organisations de lutte contre le capitalisme, pour l'émancipation de la classe ouvrière, rejoignez l'Opposition Syndicale Révolutionnaire!

Le Puy : les ouvriers d'Elastelle apportent leur soutien aux tanneurs

USINOR : des dirigeants cgt brisent la grève, et dénoncent de manière hystérique, les grévistes qui refusent de monnayer leur vie pour 35 c/heure

Les fondeurs d'Usinor-Dunkerque ont repris le travail le 1er juillet après 4 semaines de grève sans avoir pu faire aboutir leur revendication centrale: des mesures de sécurité efficaces pour empêcher que ne se reproduisent des accidents comme celui qui coûta la vie à J-C DELLALEAU. L'accord signé avec la direction par FO et la CGT prévoit seulement 35 centimes d'augmentation, des vagues promesses sans calendrier de construction d'une machine à changer les tuyères et le paiement des jours de lock-out à 67 F, à condition que les ouvriers réalisent un plan de production établi sur 8 mois. *Ceci constitue une véritable clause anti-grève pour 8 mois, dans les mains du patron avec l'appui de FO et des dirigeants de la CGT. Rien sur la 5ème équipe, la retraite à 55 ans, les reclassements après accidents. L'accord ne tient aucun compte de ce pourquoi luttent les travailleurs: le refus de monnayer leur vie pour des primes!*

Pour liquider la grève, le patron s'est appuyé sur FO et sur la direction de la CGT, en organisant un vote pour la reprise avec leur complicité. La question posée était «pour ou contre la reprise» alors que la CFDT demandait un vote préalable sur l'appréciation de l'accord. Les dirigeants de FO et de la CGT ont laissé les mains libres à la direction pour organiser le vote à sa façon: nombre de votants à sa convenance, convocations envoyées par les gardes ou les flics, vote des contremaîtres, des garde-vestiaires, Seulement 165 travailleurs se sont déplacés pour voter, 95 pour la reprise, 69 contre.

Pendant la grève les dirigeants révisionnistes de la CGT ont laissé pourrir la situation: refus d'étendre la grève aux autres secteurs, de riposter au lock-out par l'occupation, d'organiser le soutien financier. En fin de compte, ils ont accepté les propositions patronales et dirigé leurs attaques contre le P.C.R. (m-l) et contre les syndicalistes de la CFDT.

Contre le P.C.R. (m-l), qu'ils attaquent sans le nommer, le P«C»F et les dirigeants CGT y ont été chacun de leur tract reprenant les calomnies éculées de la bourgeoisie: **«ils mettaient le feu aux voitures en Mai/Juin 68»**, *la dénonciation des marxistes-léninistes, c'est en fait un réquisitoire en règle contre les ouvriers combatifs qui n'acceptaient pas de risquer leur vie pour les profits d'USINOR:* **«Leur prise de position unilatérale, ne tient compte, ni des acquis, ni de l'analyse approfondie des réalités politiques et économiques. Ils se laissent entraîner par l'ivresse des mots, ainsi en témoigne le tapage fait autour de la «machine du trou de la mort».** *Ainsi pour les révisionnistes, la juste lutte contre les assassinats du travail à Usinor, c'est du tapage et le «trou de la mort», une invention des grévistes, c'est pratiquement le même point de vue que celui des patrons d'USINOR qui niaient leur responsabilité. C'est logique avec leur ligne politique* **«Tout faire pour donner le jour à l'union du peuple de France»** *qui va des révisionnistes au gaullistes, telle est, pour le P«C»F, la* **«tâche de l'heure»**, *les luttes des travailleurs doivent y être subordonnées, c'est-à-dire qu'ils braderont les luttes pour ne pas contrarier le ralliement des gaullistes et de la bourgeoisie à leur union populaire. Cette ligne contre-révolutionnaire les amène à attaquer les camarades qui faisaient des collectes pour les grévistes, alors que la question du soutien financier, vitale pour les grévistes n'était pas prise en main par l'intersyndicale. Pour s'opposer à certaines justes positions prises par les délégués CFDT, le P«C»F brandit les accords des directions confédérales CGT, CFDT, accusant la section CFDT d'enfreindre ces accords.*

*Cette vague d'attaques hystériques et ordurières (***«pour la CFDT, une seule chose compte: mettre le bordel»***: tract de la CGT Usinor) révélatrice du niveau politique des révisionnistes locaux, traduit leur inquiétude devant l'écho des idées révolutionnaires chez les travailleurs et l'impact du travail de l'O.S.R. dans les syndicats CGT et surtout CFDT.*

La direction de la CFDT, guidée par l'esprit de chapelle, alors qu'elle n'a pas pris en main le soutien financier aux grévistes, propose maintenant le versement de l'indemnité de sa caisse de grève, soit 150 F à tout ouvrier prenant la carte CFDT et 6 timbres, alors que les statuts prévoient un minimum de 6 mois d'adhésion pour pouvoir en bénéficier. Un tel procédé couvert par la confédération, qui tient la caisse, déconsidère le syndicat auprès des travailleurs.

Dans cette situation où les ouvriers s'interrogent sur les syndicats, la tâche est de reconquérir les organisations syndicales, d'en faire de véritables organisations de lutte de classe, au service des ouvriers. Le rôle des Syndicalistes Révolutionnaires, dans la CFDT et dans la CGT, est de combattre les lignes réformistes et révisionnistes et d'y faire triompher la ligne du syndicalisme révolutionnaire. En s'appuyant sur les travailleurs qui, dans leur grande majorité veulent mener leurs luttes jusqu'au bout pour faire triompher leurs revendications.

PROVOCATION DE LA V.O.

«une à une les équipes de hauts-fournistes, maintenant renforcées de 7 agents, vont rallumer leurs immenses chaudières, fiers de ce travail parmi les plus durs qu'ils aiment, malgré tout, «à cause de la camaraderie du danger». Après 26 jours de lutte, ils ont aussi gagné que des milliers de gens connaissent la grandeur de leur métier et le bien-fondé de leurs demandes.» (Extrait de l'article sur USINOR DUNKERQUE : «UNE PAILLE DANS L'ACIER» de la Vie Ouvrière No 1558 du 10/7/74.)

EMPECHONS LA MAIN-MISE DU P.S SUR LA C.F.D.T.

Le 25 mai, une semaine après son échec à l'élection présidentielle, François Mitterrand leader du P.S., lançait, au nom de ce parti, un appel à la tenue pour l'automne «d'assises du socialisme»: **«...je souhaite que soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront avant de repartir ensemble vers l'étape nouvelle.»** L'objectif du PS, au lendemain de la campagne électorale, était ainsi clairement désigné: profiter du fort score électoral réalisé par la gauche sur le nom du secrétaire du PS pour se renforcer, entre autres au détriment de l'allié «communiste».

Une semaine après, le bureau national de la CFDT décidait à son tour d'associer le syndicat qu'il dirige, à ces assises sur le socialisme. **«Le Bureau National apprécie comme un élément positif l'appel lancé par F.Mitterrand. Nombre de ses militants, dans le respect de l'autonomie syndicale à tous les niveaux, tiendront à apporter leur contribution spécifique et à favoriser autour d'un véritable projet de société socialiste, démocratique et autogestionnaire, la naissance de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin».** Voilà un appel bien révélateur. Depuis des années, la direction CFDT se proclame indépendante de tout parti politique et brocarde la direction de la CGT pour ses liens avec le P«C»F. Depuis longtemps les marxistes-léninistes dénoncent ce prétendu apolitisme des dirigeants CFDT: les liens de certains d'entre eux avec le PS ou le PSU sont connus, le thème connu de «l'autogestion» sert souvent de justificatif aux liens privilégiés qui unissent ce syndicat à ces partis réformistes. Le soutien à la candidature Mitterrand avait été la dernière en date de l'activité «apolitique» de Maire & Cie. Aujourd'hui, en utilisant leurs positions dirigeantes dans le syndicat pour appeler ouvertement à rejoindre un PS élargi, ces gens-là baissent le masque, et révèlent tout le sens de leur activité passée: utiliser le syndicat et les luttes résolues des syndiqués comme groupe de pression de la social-démocratie.

Les tentatives de Maire pour faire croire que le syndicat n'est pas lui-même engagé dans cette opération, qu'il ne s'agit que de militants qui s'y engagent individuellement, sont d'une subtilité pitoyable. Le Bureau National lui-même lance un appel aux militants à répondre à l'appel de Mitterrand, mais le syndicat n'est pas engagé, paraît-il! Un appel public à participer aux assises, signé «à titre individuel» par de hauts responsables C.F.D.T. (10 membres du Bureau National, des responsables régionaux), est «spontanément» lancé, mais le syndicat n'est pas engagé non plus paraît-il! La preuve, nous dit-on, ce texte... Maire ne l'a pas signé. En fait, il s'agit bien clairement d'une opération orchestrée par l'équipe dirigeante. Elle tombe au moment même où la confédération multiplie la chasse aux militants qui ont refusé d'appeler à voter Mitterrand. Voici, ainsi tous les syndiqués avertis de la manœuvre.

Déjà, de nombreuses protestations se font jour à la base, dans les sections d'entreprise et aussi dans certaines Fédérations ou Unions Régionales. Citons en deux ici:

Le Conseil Fédéral HACUITEX est en désaccord avec la méthode utilisée par la direction confédérale CFDT et sur le fond ne s'estime pas engagé par la décision prise, tant qu'un large débat n'aura pas été instauré dans l'ensemble de l'organisation.

En effet, la position confédérale a été prise sans consultation préalable des structures...

«Nous refusons d'être mis devant le fait accompli car il est malsain que cette position soit le résultat de négociations d'appareils qui sont menées depuis plusieurs mois à l'insu des structures dont certaines n'en ont eu connaissance qu'après coup par la grande presse (...)»

Tandis que la Commission Exécutive de l'Union Régionale de Basse-Normandie écrit à Edmond Maire :

«La Commission Exécutive de l'Union Régionale de Basse-Normandie... exprime son désaveu à une opération qui pose à la fois des questions de fond et de forme.

(...) Les explications et mises au point du secteur politique confédéral, ainsi que l'article de Syndicalisme-Hebdo du 6-6-74 affirmant que l'indépendance syndicale n'est pas remise en cause, ne changent rien à ce fait fondamental et donne aux yeux de beaucoup, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation, un caractère d'hypocrisie largement préjudiciable à celle-ci.

Par ailleurs, la qualité et la fonction des signataires de «l'appel national» — le nombre de membres du B.N. — des Etats-majors presque au complet de Fédérations et de Régions soulignent sans discussion possible, l'engagement de la C.F.D.T. en tant que telle. (...)

Qu'on le veuille ou non, la crédibilité de la C.F.D.T. à soutenir les luttes des travailleurs, quels que soient le contexte politique, la période, ou le pouvoir en place, est désormais atteinte. (...)

a) aucune information préalable, tant au niveau du B.N., des fédérations et des régions, quant à la nature des problèmes auxquels la Commission Exécutive confédérale pouvait être affrontée;

b) aucune consultation quant à l'initiative envisagée.

...En conséquence, l'U.R. de Basse-Normandie demande, dans un premier temps au B.N., de prendre au cours de la session qui s'ouvre, toutes initiatives pour désengager au maximum la C.F.D.T. de cette opération (...)»

Le Parti Communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), appelle les syndiqués C.F.D.T. à prendre leur place dans cette bataille contre la tentative de transformer leur syndicat en une courroie de transmission du PS. Ils dénoncent la violation de la démocratie la plus élémentaire dans leur syndicat par l'équipe de Maire, ils dénoncent le fond de l'opération politique orchestrée par ces sergents recruteurs du PS, ils condamnent leurs conceptions éculées du «socialisme autogestionnaire» données en perspectives à cette opération et où l'on parle de socialisme pour mieux le combattre. Ce sont ces conceptions développées longuement dans le texte des 18-19 avril que nous analysons par ailleurs.

Les "objectifs de transformation conduisant au socialisme autogestionnaire" de la CFDT

UNE BASE POUR L'ORIENTATION REFORMISTE DANS LA C.F.D.T

Les 18 et 19 avril, Edmond Maire faisait adopter par le Conseil National de la CFDT le texte sur les «objectifs de transformation conduisant au socialisme autogestionnaire» en le présentant comme un texte d'importance **«sur lequel s'appuieront la réflexion et l'action des organisations CFDT dans les mois à venir»**. Malgré l'opposition de responsables de fédérations professionnelles et d'Unions Régionales de la CFDT, Maire refusait que le texte soit transmis d'abord aux régions et fédérations pour discussion, faisant fi de la démocratie syndicale. La justification de Maire : mieux vaut avoir tout de suite «une arme imparfaite que pas d'arme du tout».

Mais, de quelle arme s'agit-il ? Est-ce une arme pour les travailleurs, pour le socialisme ? Le texte fournit la réponse. Notons qu'un certain nombre d'exigences avancées sont parfaitement justes. Lorsqu'on nous dit qu'il ne faut pas tomber dans les **«déviations du socialisme des pays de l'Est»**, les travailleurs ne peuvent qu'approuver, tant est repoussante l'image que donnent du socialisme l'URSS, et la plupart des pays de l'Est européen, où une nouvelle bourgeoisie a restauré le capitalisme. Lorsqu'on nous dit (page 7) que l'expropriation des capitalistes ne suffit pas, qu'à tous les niveaux dans les entreprises, des mesures doivent être prises pour permettre aux travailleurs de diriger, lorsqu'on nous dit (page 5) que **«la modification des structures de pouvoir dans l'entreprise est inséparable du changement de l'ensemble des rapports hiérarchiques et des rapports d'autorité dans la société»**, là encore, les travailleurs reconnaitront leurs préoccupations.

LE CAPITALISME YOUGOSLAVE=LE MODELE DU "SOCIALISME" D'EDMOND MAIRE

Mais pourquoi se taire sur les pays tels la Chine et l'Albanie qui, eux, ont su grâce à la lutte menée sous la direction de leurs partis communistes, échapper aux «déviations du socialisme», à la restauration du capitalisme ? Pourquoi taire le fait que la Chine et l'Albanie, où s'exerce la dictature du prolétariat, sont les premiers pays où justement les travailleurs sont les maitres dans tous les domaines ?

Sans doute, pour les dirigeants de la CFDT, la Yougoslavie est-elle le seul pays de l'Est qui vaille comme exemple. Il en était ainsi en tout cas, jusqu'à une date rapprochée, même si aujourd'hui, on préfère se taire là-dessus, c'est chose devenue flagrante, l'exploitation capitaliste, la misère dans les campagnes, les centaines de milliers de chômeurs dont certains, contraints de s'expatrier, viennent jusqu'en France.

Si l'on feint d'ignorer les succès du socialisme en Chine et en Albanie, n'est-ce pas parce que ces pays ont réalisé une condition, qui, certes, n'est pas suffisante pour tout résoudre, mais une condition absolument nécessaire, un **préalable** à toute transformation socialiste de la société, valable dans tout pays, comme le confirment l'histoire et la réalité actuelle de notre propre pays : la prise du pouvoir par le prolétariat, qui suppose la destruction de l'Etat capitaliste, la liquidation de son appareil bureaucratique et militaire servant à réprimer les travailleurs.
Or, que devient dans le texte du bureau national de la CFDT ce **préalable** à la prise du pouvoir ?

LA QUESTION DU POUVOIR NOYEE DANS LES AUTRES REVENDICATIONS

La question du pouvoir est en fait complètement noyée dans un catalogue d'objectifs sans que jamais on nous dise si tel ou tel objectif proposé se situe dans une société encore sous la dictature de la bourgeoisie ou dans une société qui ne le serait déjà plus. Ces incertitudes soigneusement entretenues doivent, pour les auteurs, désarmer toute critique, Lénine disait déjà que les opportunistes sont «insaisissables». **«Il n'est pas possible de découper ces objectifs en tranches, nous dit-on (page 17), ceux qui seraient valables dès aujourd'hui, ceux qui le seraient à moyen terme, ou seulement à long terme»**. On met ainsi la prise du pouvoir dans tout le pays, sur le même plan (sinon moins) que la revendication de l'extension des droits syndicaux dans l'entreprise par exemple.

En réalité, pour les dirigeants actuels de la CFDT, comme Maire, il existe bien un préalable, c'est la victoire électorale de la «gauche», ce qu'ils appellent le socialisme passe pour eux par le bulletin de vote, comme ils l'ont affirmé clairement, durant toute la campagne présidentielle.

POUR MAIRE, LA QUESTION CENTRALE =MITTERRAND A LA PRESIDENCE

Pourtant les dirigeants du bureau de la CFDT nous disent qu'ils ont tiré les leçons des événements sanglants du Chili.
Comme dans le numéro spécial de «Syndicalisme» : «la CFDT et la gauche» (mai 74): **«Si la CFDT avait eu la moindre illusion quant à leur «loyauté»** (de la bourgeoisie et des forces qui la soutiennent), **le putsch du Chili lui aurait ouvert les yeux»**. Bon, mais quelles leçons en tire-t-on ? **«Face à cette menace... on peut aussi s'en remettre entièrement au gouvernement pour «mater» les contre-offensives de la classe dominante** - *avec les risques que cela comporte de déviation autoritaire.* **Ces attitudes sont dangereuses. La seule façon de les éviter c'est** *une mobilisation de masse suffisamment forte et bien orientée* **pour permettre, dès l'accession de la gauche à la majorité, des transformations allant dans le sens du socialisme».**
Sans mobilisation des masses, rien ne peut être accompli, mais ce rappel sert seulement ici à esquiver la question cruciale à laquelle il faut répondre : quels moyens les masses doivent utiliser face à la violence, au terrorisme de la bourgeoisie sentant son pouvoir menacé ? Au lieu de répondre, on met en garde contre les «déviations autoritaires», en un mot, contre l'emploi de la force armée pour faire céder la bourgeoisie et son Etat, on refuse en somme aux travailleurs les véritables moyens de prendre le pouvoir.

MALGRE LES RONDS DE JAMBES, CONSERVATION INTACTE DE L'ETAT BOURGEOIS

Encore faudrait-il que la prise du pouvoir par les travailleurs soit bien l'objectif de Maire et des autres membres du bureau de la CFDT. Lorsqu'ils écrivent dans leur texte : **«l'appareil d'Etat lui-même ne doit pas seulement changer de mains, c'est sa nature et sa fonction qui doivent être redéfinies», ils énoncent une vérité fondamentale, un enseignement que Marx avait tiré voici un siècle,** de l'expérience de la Commune de Paris. Malheureusement, la similitude s'arrête au niveau des mots car les dirigeants de la CFDT n'envisagent pas dans les faits de transformation radicale de l'appareil d'Etat. On nous parle seulement d'**«une nouvelle politique qui permette une participation réelle et acceptée des jeunes aux tâches de la défense nationale»**, ou bien **«les corps spéciaux de répression (comme les CRS) se verront confier de nouvelles missions»**, ou encore **«le recrutement et la formation des policiers seront modifiés»**. Avec ces formules, tellement précises, on est loin de la destruction de l'Etat bourgeois et de l'armement du prolétariat. A vrai dire, les dirigeants de la CFDT nient que l'Etat actuel soit purement et simplement un instrument de la classe dominante ; lorsqu'ils parlent de «redéfinir la nature et la fonction de l'Etat», ce ne sont pas sa nature bourgeoise et sa fonction de répression contre la classe ouvrière et la grande masse du peuple, qui sont visés, mais comme il est précisé (page 17), ce sont le centralisme et la fonction répressive de l'Etat en soi. Comme si l'Etat bourgeois pouvait cesser d'être répressif à l'égard des travailleurs. Et, condamner le centralisme et la répression en soi, n'est-ce pas refuser aux travailleurs les moyens de gouverner ? Les travailleurs pourraient-ils conserver le pouvoir, ne serait-ce qu'une heure, pourraient-ils construire le socialisme sans exercer leur autorité, leur dictature contre la bourgeoisie qui, une fois renversée, ne peut admettre sa défaite ? Non, assurément.

MAIRE, PARTISAN DE LA LIBRE EXPRESSION DE LA BOURGEOISIE

Ce refus de l'autorité, de la répression exercée par les travailleurs contre les exploiteurs et leurs tentatives de se maintenir et de reconquérir le pouvoir, on voit concrètement ce qu'il signifie lorsqu'on lit le chapitre IV (page 15) : «une information et un enseignement, facteur d'égalité et de liberté», aboutit au maintien de fait de l'Etat capitaliste. Ainsi, on nous dit : **«la liberté de l'information, c'est donner la possibilité** *à tous les groupes sociaux et à tous les courants d'opinion de s'exprimer à la mesure de leur importance»*, **c'est une** *«expression équilibrée des divers courants d'opinion»*.
Cette liberté d'information, si elle signifie expression des préoccupations, des idées des masses populaires, c'est très bien, mais cette liberté n'est possible que si les travailleurs clouent le bec à ceux qui défendent et propagent les idées du capitalisme, que s'ils suppriment la liberté d'expression pour les exploiteurs et leurs agents. Lorsque dans sa vitrine, la librairie confédérale CFDT, place Montholon, accorde aujourd'hui, une place d'honneur à «l'Archipel du Goulag», de Soljénytsine, c'est-à-dire, à un livre qui salit de façon ignoble la révolution russe, en prétendant que sous les tsars, les gens étaient plus heureux que sous la direction de Lénine et de Staline (quels gens, sinon les gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie ?), c'est user de la liberté d'expression au sens capitaliste. Ce n'est pas de la libre expression anti-ouvrière et anti-communiste que veulent les travailleurs.

L'AUTOGESTION DE MAIRE: DES PATRONS A LA TETE DES ENTREPRISES ET DANS LES COMMISSIONS

Dans la mesure où la nécessité de la Révolution est rejetée - les moyens d'abattre la dictature de la bourgeoisie n'étant pas envisagés - rien d'étonnant si les objectifs proposés repoussent le socialisme aux calendes grecques. Dans le chapitre sur les entreprises privées (page 8), on nous dit : **«si la socialisation progressive de toute l'économie est un but, celle-ci ne pourra se réaliser que progressivement.** *Pendant longtemps, probablement, il faudra compter avec l'existence d'entreprises privées».* Comme la suite le confirme, il s'agit là d'entreprises industrielles, dont on n'indique même pas la taille. Il ne s'agit pas ici des petits paysans dont la propriété, sous le pouvoir des ouvriers et des paysans ne sera socialisé que progressivement par le biais des coopératives, il ne s'agit pas ici de circonstances particulières qu'on envisagerait, telle que la lutte contre le fascisme où le prolétariat pourrait être amené à certaines concessions provisoires vis à vis de capitalistes ayant pris une part active à cette lutte. Non, il s'agit seulement ici de conciliation avec la bourgeoisie.
La manière dont est conçue l'élaboration du plan le confirme : on nous promet **«la modification des commissions du plan dans leurs pouvoirs et leur composition, de façon à ce que les représentants des intérêts patronaux y soient minoritaires»**. A 49% ? Les intérêts patronaux devront donc, selon les dirigeants de la CFDT, continuer à être représentés dans les organismes qui décideront de ce qui doit être produit et comment, dans le pays. S'agit-il d'autre chose que d'organiser la collaboration de classes ? Qu'on nous dise que l'expropriation des capitalistes ne suffit pas, certes. Mais qu'on se serve de cette juste remarque pour faire admettre que les capitalistes ne seront pas expropriés, voilà qui est inadmissible.
Il y a aussi toute une «série d'objectifs» sur l'immigration, l'emploi, etc... en parfaite contradiction avec l'intérêt immédiat des travailleurs, et sur lequels nous aurons l'occasion de revenir.
Edmond Maire et ses collèges, dans leurs déclarations d'intentions font écho aux préoccupations des travailleurs sur ce que devrait être le socialisme, ils fustigent même les positions du P«C»F sur toute une série de questions, mais au fond, tous leurs efforts consistent à ramener les travailleurs vers des conceptions fort peu éloignées de celles des révisionnistes, telles que le passage pacifique, l'électoralisme, le maintien de l'Etat bourgeois, etc... Comme eux, ils cherchent à effacer aux yeux des travailleurs la possibilité d'en finir radicalement avec le capitalisme.

Jean-Paul GAY

les syndiqués et les militants C.F.D.T. particulièrement actifs dans les dernières luttes, empêchent les sergents recruteurs du PS de transformer leur syndicat en courroie de transmission de la social-démocratie.

FORGEONS LE PARTI DE TYPE NOUVEAU

Aujourd'hui, la crise de l'impérialisme français s'approfondit : il ne s'agit pas seulement des difficultés économiques croissantes qui signifient pour les masses une exploitation, une oppression s'étendant à tous les domaines de la vie. Dans le même temps, on assiste à une dégradation sensible du système politique bourgeois qui n'a plus du tout la cohésion, la stabilité et, dans une certaine mesure, l'assise populaire que le gaullisme avait su, un temps, lui assurer. Dans la jeunesse, mais aussi parmi les larges masses, se développent une désaffectation, un refus de plus en plus marqué vis à vis des valeurs, des mythes, des modes de pensée et de vie, que la bourgeoisie tente d'imposer pour préserver sa domination.
La volonté révolutionnaire de la classe ouvrière s'affirme. Encore de façon dispersée, peu structurée. Mais, depuis 1968, elle s'accentue. Elle a pris une nouvelle ampleur après l'échec électoral de la gauche en mars 73. Elle s'est exprimée dans les manifestations des grévistes qui, refusant le mot d'ordre du «programme commun» scandaient **«une seule solution, la Révolution !»** Elle prend corps dans les luttes exemplaires, comme celle de Lip où les ouvriers rejettent massivement la voie révisionniste de la capitulation, de la collaboration de classe. Les millions d'électeurs qui ont voté Mitterrand ne doivent pas faire illusion : pour la plupart, ils n'espéraient pas d'un succès de la «gauche» une transformation profonde, révolutionnaire, même à terme, de notre société, mais seulement des améliorations limitées à quelques réformes dans le cadre du système capitaliste.
Moins que jamais, les masses peuvent se reconnaitre dans le P«C»F, trouver dans sa politique une réponse d'ensemble à leurs aspirations profondes : aujourd'hui, le P«C»F, suivant sa logique de parti bourgeois, électoraliste, en est arrivé à effacer pratiquement, même comme objectif lointain, la perspective du socialisme. Il se proclame ouvertement comme un parti de réformes.
Le développement de la crise de l'impérialisme, le développement des aspirations révolutionnaires appellent avec force une réponse, un instrument nouveaux : un Parti capable de tracer la voie de la Révolution en France, capable de faire converger l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses vers la prise du pouvoir par le prolétariat.
Ce parti de type nouveau, les marxistes-léninistes ont engagé, depuis plusieurs années, son édification.

VIVE LE LENINISME

C'est un Parti de type nouveau parce qu'il marque résolument sa rupture, sur tous les plans, avec l'image complètement déformée, avilie du Parti léniniste qu'offre le P«C»F révisionniste.

TRACER LA VOIE DE L'INSURRECTION ARMEE POUR INSTAURER, EN FRANCE, LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS.

En premier lieu, nous nous sommes battus pour rétablir clairement le seul but stratégique, la seule voie qui réponde aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, à son mouvement historique: l'insurrection prolétarienne armée, pour instaurer, en France, le pouvoir des ouvriers et des paysans pour édifier le socialisme.
Nous avons dû battre, dans nos propres rangs, les conceptions opportunistes qui escamotaient la nécessité d'un affrontement armé, décisif, entre la bourgeoisie et le prolétariat pour passer au socialisme et envisageaient confusément qu'un grand mouvement de masse, aux contours flous, serait capable «d'engloutir le pouvoir des monopoles».
Nous avons dû lutter, dans nos propres rangs, contre les tentatives pour entretenir l'illusion qu'une étape intermédiaire de «démocratie populaire» constituerait le préalable à l'établissement de la dictature du prolétariat.
A travers ces conceptions opportunistes, c'est l'influence du révisionnisme dans nos rangs que nous combattions et que nous rejettions : c'était le reflet des thèses pourries, bourgeoises du passage pacifique au socialisme, de l'étape nécessaire de «démocratie avancée» avant le socialisme, véhiculées par le P«C»F révisionniste d'aujourd'hui.
En rompant complètement avec le parlementarisme, le pacifisme, notre Parti s'est constitué en un parti de type radicalement nouveau, face au parti révisionniste.
Aujourd'hui, le P«C»F a franchi un nouveau pas dans sa dégénérescence : pour élargir l'assise électorale de l'Union de la Gauche aux gaullistes et aux centristes, il en est arrivé à effacer ouvertement, même comme mirage lointain, l'objectif du socialisme en France. Il apparait tout au plus comme le parti qui est le plus aux côtés des ouvriers , qui, une fois au gouvernement satisferait quelques-unes des revendications de la classe ouvrière - ou du moins, ne serait pas en mesure de les leur refuser.
Face à ce parti révisionniste, bourgeois dans son fond, mais qui fait encore illusion dans les masses, notre Parti se dresse comme une force naissante, antagoniste, qui dans le cours de la lutte révolutionnaire pour abattre le pouvoir bourgeois, se donne aussi pour tâche d'isoler, de désagréger et de détruire finalement le parti révisionniste, comme les autres partis bourgeois.
Oui, la Révolution est possible ! Une seule solution, la Révolution Prolétarienne Armée ! Aucune étape intermédiaire ne nous sépare du socialisme, de la dictature du prolétariat ! Voilà les mots d'ordre stratégiques centraux de notre Parti. Ils font de notre Parti, un Parti de type nouveau en France, qui tend consciemment toutes ses forces, toute son activité vers la préparation directe de la classe ouvrière à l'insurrection, à la prise du pouvoir.

MENER JUSQU'AU BOUT LE COMBAT CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS.

Notre Parti affirme son caractère nouveau, non seulement par rapport au Parti révisionniste, complètement dégénéré aujourd'hui, mais aussi, historiquement, par rapport au PCF d'avant guerre avant même qu'il ne sombre irréversiblement dans le révisionnisme.
Si le PCF, dans ses premières années a toujours entretenu une confusion, a toujours oscillé entre la voie révolutionnaire et les solutions parlementaires «démocratiques» ou d'«actions de masse», si le PCF n'est jamais parvenu à cette époque à se constituer en détachement d'avant-garde cohérent, préparant consciemment la classe ouvrière à la Révolution, c'est en particulier parce qu'il n'a pas été capable de saisir les contradictions de la société française qui menaient à la révolution, de développer la théorie de la Révolution en France, métropole impérialiste.
Parce qu'il n'a jamais éliminé de ses rangs les conceptions chauvines entretenues par la bourgeoisie impérialiste, le PCF a voilé à la classe ouvrière son rôle historique de force dirigeante, principale de la Révolution. Il l'a amenée à jouer le rôle de force d'appoint dans des coalitions avec la petite bourgeoisie, il a dévoyé son potentiel révolutionnaire vers les illusions petites-bourgeoisies sur la possibilité de transformer, d'améliorer l'impérialisme, de le «démocratiser». Et il s'est finalement placé dans le camp de la bourgeoisie.

Notre Parti est un parti de type nouveau parce qu'il fonde son action sur l'analyse scientifique léniniste de la société française, comme société impérialiste : c'est à partir de là qu'il peut évaluer le rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat dans notre pays, définir les alliés du prolétariat, cerner et surmonter les obstacles spécifiques à la Révolution (l'existence et l'influence d'une aristocratie ouvrière, le poids de la petite bourgeoisie, le chauvinisme...) C'est à partir de là, en montrant par exemple la fragilité du système mondial de l'impérialisme,et de l'impérialisme français en particulier, qu'il peut donner confiance dans la révolution, montrer qu'elle est possible. C'est à partir de là qu'il élabore, enrichit sans cesse la ligne révolutionnaire, qu'il se saisit toujours mieux des contradictions propres à notre société impérialiste pour les faire converger vers la Révolution, qu'il détermine les combats tactiques à mener : la lutte pour l'unité des ouvriers français et immigrés, la lutte pour la reconquête des syndicats, par exemple.

LES MASSES ASPIRENT AU SOCIALISME

Tout en luttant pour s'édifier en Parti léniniste en rupture totale avec le réformisme et le révisionnisme, notre Parti se forge dans une époque nouvelle. A l'époque où l'impérialisme est à son stade pourrissant, agonisant, la classe ouvrière affronte l'exploitation et l'oppression capitaliste sous des formes en partie nouvelles par rapport à la première moitié du siècle.

A L'EPOQUE DE L'IMPERIALISME POURRISSANT.

Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat suscite sans cesse une exploitation et une oppression qui touchent tous les aspects de la vie des travailleurs et du peuple. Ce n'est plus seulement à l'usine que le travailleur est exploité. La course au profit maximum investit aujourd'hui tous les domaines de la vie. C'est les transports longs et coûteux où les travailleurs sont entassés aux heures de pointe dans les pires conditions d'hygiène et de sécurité, c'est les logements de plus en plus construits à la périphérie des agglomérations, rentabilisés à l'extrême dans l'unique but d'encaisser les loyers, et dans lesquels le travailleur ne peut goûter le moindre repos. La santé des larges masses, leurs loisirs relèvent de la même logique et sont source d'enrichissement et d'oppression.
Dans cette situation, la bourgeoisie se montre de plus en plus incapable de fournir un projet politique cohérent capable de duper les masses. La difficulté à gérer l'impérialisme pourrissant provoque une politique au coup par coup. La crise politique qui traverse la bourgeoisie n'est pas seulement une crise entre les différentes factions de la bourgeoisie. C'est une crise plus profonde entre les masses populaires et la bourgeoisie ; les partis bourgeois au pouvoir voient se désagréger leur assise populaire ; ils ont de plus en plus de mal à s'assurer d'un réseau de notables locaux, efficaces, servant le relais entre eux et les masses : en fait, ils recrutent surtout, à présent parmi des cadres de l'administration, des hauts fonctionnaires, des arrivistes le plus souvent médiocres qui se faufilent au gouvernement, mais qui n'on aucune consistance politique et sont incapables de susciter un écho dans les masses. Toute leur influence ne repose plus que sur les grands moyens de manipulation: presse, télé, radio, cinéma...
l'Eglise elle-même, instrument important de sa propagande de collaboration de classe est depuis quelque temps en pleine crise et n'exerce plus sur les masses qu'une influence limitée, en régression constante. La rupture est flagrante aujourd'hui entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Giscard remontant les Champs-Elysées à pied, Giscard au Mont Mouchet, ce sont autant de mises en scène assez dérisoires pour tenter de recréer un certain nombre de liens avec les masses. L'utilisation massive, éhontée de la télévision, de tous les moyens modernes de manipulation des masses, ne parvient pas à masquer l'indigence, l'impuissance de ces tentatives de se montrer «proche du peuple».
La seule alternative de rechange ayant une certaine crédibilité dans les masses : l'Union de la Gauche a de moins en moins un pouvoir de mobilisation. Et si les masses y adhèrent davantage, ce n'est pas tant par un accord sur un projet de changement que parce qu'il n'y a rien d'autre. Ça ne sera pas pire. Cette alternative ne suscite pas l'enthousiasme, même au plus fort moment des élections.
De plus, l'oppression politique renforcée de l'impérialisme pourrissant est étroitement liée à une oppression idéologique. Il y a à tous les niveaux de la vie une contradiction de plus en plus flagrante entre les modèles proposés par la bourgeoisie et la réalité que vivent les masses. Le travail est présenté comme source de promotion individuelle, mais pour les travailleurs, c'est les horaires, les cadences, les heures supplémentaires et le chômage, les salaires de misère. Les vacances seraient un moment idyllique de l'année : Côte d'Azur, détente, cadre agréable ; mais la réalité c'est l'entassement sur des terrains à peine aménagés, des plages polluées.

RENDRE PRESENT, DANS LES COMBATS D'AUJOURD'HUI; LE SOCIALISME QUE NOUS VOULONS.

Face à cela les masses aspirent au socialisme par mille canaux, elles demandent que la perspective socialiste réponde de façon complète à leurs multiples aspirations.
Construire un Parti de type nouveau, c'est répondre aux exigences de l'époque actuelle. Aux aspects multiples de l'oppression et de l'exploitation des masses, les communistes doivent apporter en réponse un projet socialiste recouvrant tout la réalité.
Prévoir le développement du capitalisme et mettre en garde les masses ne suffit pas. Impulser la lutte revendicative contre l'exploitation capitaliste dans les usines ne suffit pas. Les communistes révolutionnaires doivent aujourd'hui impulser la lutte contre tous les aspects de l'exploitation en faisant apparaitre clairement la perspective du socialisme. Pour les masses, la lutte conséquente passe par leur compréhension d'une alternative positive : la proposition d'un projet d'un autre type de société, la société socialiste. Le Parti ne doit pas se contenter d'organiser des luttes sur différents fronts en vue de dresser les travailleurs contre les capitalistes. A travers toutes les luttes partielles, il faut que les masses saisissent que la réponse d'ensemble à leurs problèmes, c'est le Socialisme.
Ainsi, la lutte d'une Association de Locataires contre des augmentations de charges ne pose pas simplement la question du loyer. Au sein de cette organisation, le Parti doit développer la perspective du socialisme. Le Parti ne doit pas seulement prendre la tête de la lutte, mais il faut qu'il éclaire dans le même temps l'action des masses sur la perspective socialiste. Il s'agit alors de mettre en cause l'organisation de la vie des masses par le capitalisme : les travailleurs dispersés, parqués loin de leur lieu de travail pour désagréger leur solidarité, le cloisonnement systématique visant à empêcher toute forme d'association, de rapports communautaires, de vie sociale. A partir de là, il est possible de développer les perspectives ouvertes par le socialisme : l'usine près de l'habitation, l'organisation des crèches d'usine, l'entr'aide pour les travaux ménagers, l'organisation de tout le cadre de vie en fonction des besoins et des désirs des masses.
De même dans les organisations syndicales, les communistes, en développant le courant révolutionnaire, ne sont pas seulement plus combatifs, ils ne luttent pas seulement en se démarquant des révisionnistes par de justes revendications. Ce qui est en cause aussi, c'est au service de qui, pour qui la production fonctionne aujourd'hui? En quoi la production satisfait les besoins des masses?
Les organisations de masse ne visent pas simplement à réaliser leurs tâches spécifiques sur les différents fronts de lutte, chacune d'elles pose à sa manière la question et l'exigence du socialisme. De cette façon, la relation du Parti aux différentes organisations de masse est d'un type nouveau: le Parti est ressenti comme le point de convergence de toutes les luttes pour le socialisme.
Aujourd'hui, à l'époque où l'impérialisme est à son stade de crise finale, le Parti de type nouveau doit être capable d'apporter au cœur des luttes un certain nombre de réponses, qui préfigurent la société socialiste.

SERVIR LE PEUPLE.

Cela signifie qu'au sein du Parti de type nouveau prédomine l'idéologie de «Servir le Peuple», que les Communistes se sentent et soient extrêmement proches des masses, qu'ils soient attentifs aux innombrables phénomènes d'exploitation et d'oppression, diversifiés, complexes, pas toujours apparents, dont est faite la vie des masses. Pour le Parti de type nouveau, c'est une tâche quotidienne que de prendre en compte tous les besoins des masses, d'organiser la lutte pour y faire face. Mais c'est aussi sa tâche d'ensemble: c'est ce formidable potentiel de révolte latent dans les masses et lui seul qui constitue la force motrice de notre Révolution. Pour le Parti de type nouveau, «servir le peuple», éclairer, mettre en mouvement cette force irrésistible, c'est le fondement même de son action révolutionnaire.

MOBILISER L'ENERGIE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES

Mais si aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme pourrissant, la question du socialisme est plus présente dans les masses, plus étroitement imbriquée comme alternative, comme solution d'ensemble, à tous les aspects de l'exploitation, de l'oppression multiforme, du capitalisme monopoliste d'Etat, les masses ne se posent plus la question dans les mêmes termes.
Le socialisme ne peut apparaître **seulement** comme un but d'ensemble aux traits généraux, comme la seule solution aux contradictions de la société capitaliste actuelle. En un demi-siècle le socialisme est devenu une réalité mettant en mouvement des millions d'hommes.

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DU SOCIALISME.

En un demi-siècle, l'édification du socialisme est devenue un phénomène mondial, historique, qui s'est divisé en deux: d'une part la dégénérescence de l'Union Soviétique, la transformation de la patrie du socialisme en un pays où le capitalisme est restauré, sous de nouvelles formes, opprime à nouveau les masses; et à l'opposé, la Chine Socialiste aussi bien que l'Albanie où la classe ouvrière, sous la direction de son parti, a contrecarré les dangers de dégénérescence, a consolidé et étendu son pouvoir dans tous les domaines et poursuit la transformation socialiste, révolutionnaire de la société.
Les masses ont assimilé à leur manière, l'expérience historique du socialisme: à la fois, elles manifestent une certaine réticence vis à vis des promesses socialistes, tant que ces perspectives restent abstraites, générales. Et cela, c'est le contrecoup de la dégénérescence de l'URSS socialiste. En même temps, grandit l'intérêt pour les rapports sociaux entièrement nouveaux, l'organisation de la vie radicalement différente qui se développent dans la Chine et l'Albanie Socialistes.
Pour se mettre en mouvement, à la conquête du socialisme, les masses exigent plus que l'affirmation de principes généraux, plus qu'une explication rationnelle de la supériorité du système socialiste, de son caractère historique inéluctable. Elles exigent que le Parti, dans le cours même de la lutte pour la conquête du socialisme fasse la preuve, rende sensible que le socialisme que nous voulons construire n'aboutira pas à l'échec, à une nouvelle forme de sujétion de la classe ouvrière. Elles exigent de saisir, dès maintenant dans la lutte de tous les jours, que le processus révolutionnaire engagé avec le Parti est un processus ininterrompu qui conduira, au-delà de la Révolution, à un renforcement continu du pouvoir prolétarien, à un élargissement constant de la démocratie pour les masses, au communisme.
C'est une exigence nouvelle pour les masses vis-à-vis du Parti. Mais c'est, en même temps, une exigence de notre Parti, né à l'époque de la Révolution Culturelle, qui sait que les germes de la dégénérescence du socialisme peuvent se développer à partir du Parti lui-même.

LE PARTI DE L'EPOQUE DE LA REVOLUTION CULTURELLE.

Cela veut dire, pour le Parti, qu'il se pense en étroite relation avec les masses. Qu'il conçoive les contradictions en son sein comme le reflet des contradictions qui se jouent au sein des masses. Bref, qu'il mène consciemment la lutte entre les deux voies, entre la voie prolétarienne et la voie bourgeoise dans ses rangs. En ce sens, le Parti tout en restant distinct de sa classe comme détachement d'avant-garde, fait corps avec elle. Le moteur de la vie du Parti, c'est la lutte entre les deux voies dans ses rangs. Mais la résolution des contradictions dans le Parti passe par la compréhension des contradictions qui animent le mouvement des masses. Et le Parti trouve la solution de ses contradictionsdans les masses-elles-mêmes, en ouvrant de nouvelles perspectives d'organisation et d'action aux aspirations des masses.
Notre Parti s'assimile, dans la vie, cet apport fondamental de la Révolution Culturelle, de la pensée Mao-Tsé-Toung.
Par exemple, à la fin de 1972, les Communistes marxistes-léninistes, se posaient la question de transformer en force matérielle le programme révolutionnaire qu'ils avaient élaboré dans la lutte contre l'opportunisme. Ils se sont heurtés alors à des conceptions sectaires, qui ne voyaient d'autres moyens qu'un travail de propagande, d'explication, nécessairement restreint, autour de notre programme. Mais ces tendances sectaires reflètaient, dans nos rangs, la situation dans les masses: malgré des mouvements dispersés de lutte (Penarroya, Joint Français, SCPC), échappant à l'emprise révisionniste, malgré les manifestations pour Pierre Overney, le poids du révisionnisme s'était momentanément renforcé avec la perspective des élections et du programme commun.
Les marxistes-léninistes se sont alors saisis d'axes de luttes qui se dessinaient et où les révisionnistes ont de plus grandes difficultés à intervenir: le besoin de solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme, la lutte contre la circulaire Fontanet, contre les tentatives de division entre ouvriers français et immigrés. Ce faisant, ils ont mis à jour, polarisé tout un potentiel révolutionnaire qui existait dans la classe ouvrière et dans la jeunesse en dépit des manœuvres de la «gauche»: le jour même des élections de 1973, 3 000 personnes affirmaient, à la Mutualité, leur solidarité militante avec les peuples d'Indochine, de Palestine, et tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, et jetaient les bases d'un mouvement anti-impérialiste conséquent dans notre pays.
Comme nous avions su le prévoir, les travailleurs, les immigrés en première ligne, engageaient dans le même temps, des combats résolus contre la circulaire Fontanet. En éclairant, en développant dans ces mouvements leurs orientations révolutionnaires, en y combattant les influences réformistes, nous avons pu commencer à faire de l'union entre ouvriers immigrés et français, dans la métropole impérialiste française, un puissant levier révolutionnaire.
Ce faisant, les communistes, en se saisissant des aspirations révolutionnaires, en se portant aux fronts les plus avancés de la lutte des classes, ont pu résoudre les contradictions en leur sein, rejeter les conceptions sectaires qui freinaient leur action, faire, avec les masses, l'expérience de la justesse de leur ligne et la développer.
Mais dans le même temps, les masses se rapprochaient des communistes, précisément parce qu'ils les aidaient, dans la période, à déployer leurs aspirations révolutionnaires les plus avancées, précisément parce qu'ils les aidaient à s'appuyer sur ces aspirations pour combattre, affaiblir les influences révisionnistes, réformistes qui les freinaient par ailleurs.
C'est ainsi que les masses perçoivent le Parti, pas seulement comme leur guide politique mais comme le pôle de leurs aspirations révolutionnaires les plus pressantes , comme la seule force capable de matérialiser, à chaque étape, sur les différents fronts, l'énergie révolutionnaire qui les anime. C'est ainsi que le Parti s'affirme comme l'expression concentrée, organisée, consciente de la volonté révolutionnaire des masses. C'est la condition, à notre époque, pour que les masses fassent réellement confiance au Parti, et saisissent concrètement, dès à présent, dans la lutte de chaque jour, que la lutte révolutionnaire, la révolution prolétarienne, l'édification du socialisme, forment un seul et même processus: le renforcement et l'élargissement ininterrompu de l'énergie et de l'initiative révolutionnaire des larges masses (et non pas de grandes espérances, de grands sacrifices qui déboucheraient sur une faillite).

participant consciemment à la lutte entre les deux voies au sein du Parti, en la rapportant à leur action dans les masses, trouvent des moyens nouveaux, vivants, de forger leur éducation communiste.
Un parti léniniste désignant clairement comme seul moyen de passer au socialisme, comme seule issue révolutionnaire, l'insurrection armée du prolétariat, l'instauration en France de sa dictature; un Parti capable de construire scientifiquement la stratégie et la tactique pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste française dans la métropole même; un Parti qui fasse converger en une force unique les aspirations multiformes au socialisme qui se font jour dans notre société impérialiste pourrissante; un Parti de l'époque de la Révolution Culturelle, qui détruise, dans la lutte, le révisionnisme, qui développe constamment l'initiative révolutionnaire des masses et s'appuie sur elle:
Voilà le Parti nouveau dont la classe ouvrière a besoin en France, aujourd'hui, pour faire la Révolution.
Et c'est un tel Parti que nous édifions.
Camarades, rejoignez le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste), rejoignez la force impétueuse qui abattra le vieux monde pourrissant et construira la France nouvelle, la France socialiste.

PROGRAMME ET STATUTS DU P.C.R.(ml)

passer vos commandes à
FR BP 464 75065 Paris Cedex 2
CCP 31-191-14 la Source

Prix : 3 F
(plus 1,20 F de port)

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

TRAVAILLEUR REJOINS TON PARTI, REJOINS LE P.C.R. (ml)

Il y a quatre mois se tenait le Congrès constitutif de notre Parti le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste), depuis cette date, de nombreux travailleurs aspirant à la Révolution, de nombreux camarades voulant développer une pratique révolutionnaire consciente, l'ont rejoint.

De nombreux travailleurs venus du P«C»F prennent contact et rejoignent notre Parti, comme ces camarades de Port St Louis du Rhône, qui, écœurés par la campagne de Mitterrand, par les abandons du socialisme répétés et affirmés clairement, ont rejoint les vrais communistes.

Des camarades de groupes isolés, d'organisations de réclamant du marxisme-léninisme, d'organisations spontanéistes, tirant le bilan du travail qu'ils ont développé depuis plusieurs années, constatant les limites de leur tentative de se lier aux masses, la nécessité d'élaborer la théorie de notre Révolution en liaison avec une pratique de Parti, rejoignent le P.C.R. (m-l).

C'est le cas, par exemple de camarades de la Gauche Ouvrière et Paysanne à Thionville, Nancy et dans la Région Parisienne..., de camarades de la Gauche Révolutionnaire à Bordeaux..., de camarades de la Cause du Peuple dans le Nord, dans la Région Parisienne..., de camarades de l'U.C.F. à Reims...

De nombreux cercles Front Rouge qui s'étaient organisés pour diffuser le journal et faire connaître la ligne des marxistes-léninistes ont rejoint le Parti, comme à Rennes, à Auxerre, à Poitiers...

Des travailleurs isolés écrivent de toute la France au journal pour rejoindre le P.C.R. (m-l)

Pour tous ces camarades, l'apparition du Parti a répondu à un besoin. Au moment où la crise de l'impérialisme français s'aiguise considérablement: crise idéologique qui laisse les masses sans idéal, profonde instabilité du système politique en place, renforcement de l'exploitation et de l'oppression capitaliste à la campagne, à l'usine, dans tous les secteurs de la vie...

Au moment où ceux qui font profession de tromper les travailleurs, les Maire, les Séguy, les Marchais, les Mitterrand, ont de plus en plus de difficultés à les détourner des luttes résolues et des chemins révolutionnaires, au moment où se dessinent de plus en plus précisément de grands affrontements de classes, à venir,

Le besoin d'un Parti de type nouveau se fait largement sentir chez les travailleurs et les militants qui aspirent à la révolution.

Besoin d'un Parti qui organise toute son activité pour l'aboutissement de la Révolution, le renversement violent par les masses de la bourgeoisie; d'un Parti qui soit capable d'élaborer la théorie de notre Révolution en prenant en compte tous les aspects de la crise de l'impérialisme aujourd'hui, et capable d'organiser la lutte des masses sur tous ses aspects; d'un Parti qui soit capable de battre en brèche et détruire l'influence du révisionnisme; d'un Parti qui soit capable de gagner et d'organiser largement en son sein les ouvriers qui aspirent à la Révolution. La création du P.C.R. (m-l) témoigne que l'édification de ce parti de type nouveau est engagée. Plus que jamais, il est nécessaire que de nouvelles forces, à l'exemple de toutes celles qui viennent de le rejoindre, pendant les 4 premiers mois d'existence, rallient à leur tour, encore plus nombreuses, le PCR (m-l), viennent prendre leur place dans l'édification de ce Parti.

Travailleurs qui vous interrogez sur les nouveaux reculs de Marchais dans sa «définition» de la marche vers le socialisme, rejettez cette nouvelle tromperie de «l'union du peuple français», de la main tendue aux gaullistes et à l'UDR, de la lutte pour des réformes limitées. Travailleurs qui désirez le socialisme, qui voulez en finir avec le capitalisme, rejetez le P«C»F, rejoignez le P.C.R. (m-l).

Camarades des cercles isolés, des groupes locaux, des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme, camarades qui refusez le localisme, l'opportunisme, le manque de perspectives, camarades qui voulez préparer les affrontements révolutionnaires de demain, rejoignez le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste).

lettre des camarades de l'ancienne GOP de Gennevilliers, qui rejoignent le Parti (extraits)

Plusieurs groupes militants de «Pour le Communisme» (G.O.P.) rejoignent le Parti.

A la fin de 1972, sous l'impulsion de Rocard, le P.S.U. perd définitivement le visage révolutionnaire qu'il s'était donné après 1968. Dans la gauche du P.S.U. plusieurs orientations se dégageaient alors: les uns se bercèrent de l'illusion de pouvoir le «redresser», les autres s'attachèrent uniquement au syndicalisme. Pour nous, nous avions choisi de construire une nouvelle organisation: la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) qui devait devenir «Pour le Communisme». Fatigué du parlementarisme qui régnait au PSU, nous voulions une organisation qui donne une réelle priorité au travail de masse dans la classe ouvrière. Un travail important accompli dans le secteur entreprises du PSU ou à «l'Outil des Travailleurs», nous a fait comprendre l'importance des tâches d'éducation des camarades ouvriers et d'organisation conséquente des militants syndicalistes révolutionnaires. Beaucoup dans nos rangs étaient les éléments les plus actifs sur le front de lutte hospitalière. D'autres développaient un travail d'organisation des femmes du peuple, des jeunes dans les CET ou FJT, de paysans-travailleurs.

Pour la plupart militants du secteur entreprises du PSU, animateurs fervents des premières assemblées ouvriers-paysans, nous avions ressenti la nécessité d'un Parti réellement communiste, c'est-à-dire discipliné, ne volant pas en mille morceaux à chaque difficulté et connaissant la démocratie prolétarienne.

Cependant, se proclamer le Parti de la classe ouvrière, à l'époque nous paraissait une erreur d'appréciation propre à couper l'avant-garde des masses. N'avions-nous pas sous les yeux le triste exemple de l'Humanité Rouge? Cette organisation tout en se réclamant du Parti ne réalisait pas le minimum des tâches qui lui incombaient, elle se cantonnait, loin des masses, dans un sectarisme outrancier.

Nous croyions donc nécessaire une étape intermédiaire au cours de laquelle notre organisation devrait remplir ce qu'elle pourrait des tâches de centralisation et d'élaboration de la ligne politique.

La plate-forme politique, (les thèses de la GOP) reflétait bien ces contradictions: malgré quelques mots d'ordre justes, comme «unité de la classe ouvrière autour des O.S.» malgré une référence formelle au marxisme-léninisme, elle restait largement dominée par des conceptions spontanéistes, elle gardait un silence pudique sur des questions aussi importantes que l'impérialisme français, la prise du pouvoir, et surtout, la construction du Parti.

La lutte entre deux lignes, devait prendre un tour de plus en plus aigü. Ce fut la lutte permanente menée contre le localisme afin que PLC assure une centralisation minimum, non seulement technique (échange d'expériences) mais surtout politique (direction politique).

Militants actifs dans divers comités (CFI, CACF) en luttant pour l'unité de la classe ouvrière comme aux Câbles de Lyon, à Gennevilliers, nous comprenions la nécessité d'un seul Parti pour diriger et éclairer la lutte de tout le prolétariat français et immigrés. Au lieu de cela les opportunistes refusaient l'intégration des travailleurs immigrés à l'organisation française, au nom de l'autonomie des nationalités: thèse de division.

Le 1er mai 1973 fut l'occasion d'une grande clarification. Dans toute la période antérieure et notamment pendant la grève des presses de Renault-Billancourt, nous avions pu apprécier l'ampleur de la trahison révisionniste. Pour nous, il était hors de question de défiler derrière un cortège révisionniste. Rejoignant la juste position des communistes marxistes-léninistes de Front Rouge nous voulions affirmer une alternative révolutionnaire en manifestant de façon autonome. Quelle ne fut pas notre surprise de devoir nous opposer à la majorité de PLC qui préféra se mettre à la remorque des réformistes, qui s'opposa à toute dénonciation du révisionnisme.

La raison profonde de ce mépris des questions d'organisation apparaissait au grand jour: renvoyer aux calendes grecques la création du Parti était le moyen de ne pas s'opposer au réformisme. Sans Parti, comment être présent dans les masses sans se laisser porter par le courant dominant? Dès lors la question du Parti était posée dans toute son ampleur. La justesse de la ligne politique des communistes de Front Rouge, les perspectives qu'ils offraient pour l'organisation des masses (CACF, OSR...) devaient nous aider à comprendre la nécessité du Parti dès maintenant.

Nous qui, pour la plupart, avions subi dans notre travail de masse —il fut important— les méfaits du défaitisme, de l'opportunisme de droite et de l'esprit de secte, nous avons reconnu dans le PCR un parti de type nouveau, un parti authentiquement communiste.

La création du PCR (m-l) a été un grave coup pour les opportunistes de tout poil.

Malgré tout, des groupes du même type naissent encore et peuvent se développer quelques temps. Dans leurs rangs, certains peuvent un temps croire qu'ils participent à l'élaboration d'une vraie et grande force révolutionnaire en faisant l'économie du Parti et d'une lutte acharnée contre le révisionnisme. A ceux-là aussi le Parti est ouvert, nous voudrions que notre expérience les aide à comprendre la nécessité du Parti et les perspectives enthousiastes qu'offre le PCR à tout le peuple de notre pays.

CAEN: succès de la fête populaire de la fédération de basse-normandie du PCR(ml)

Plus de 400 personnes ont participé à la fête populaire organisée par la Fédération de Basse Normandie du P.C.R. (m-l), le dimanche 30 juin 74. Parmi l'assistance, une majorité d'ouvriers français et immigrés, portugais et arabes en particulier, des jeunes. Des enfants aussi, qui dans ce quartier populaire où l'horizon est fait de béton, ont des terrains de jeux ridicules. On les retrouvait nombreux au «chamboule-tout» ou à la «pêche».

Les nombreux stands témoignaient de l'activité des communistes révolutionnaires : stand du Parti où l'on proposait le journal et les statuts du P.C.R. (m-l), stand de la jeunesse, stand des femmes qui diffusaient le bulletin local des femmes du P.C.R. (m-l). Les organisations de masse étaient également présentes : CIP, CACF. Les syndicalistes de l'OSR diffusaient largement leur bulletin «Brisons nos chaînes» et recueillaient une centaine de signatures sur une pétition de soutien à la lutte d'USINOR. De nombreux ouvriers qui ne connaissaient pas l'O.S.R. ont pris contact avec elle. Des immigrés ont également pris contact avec le C.A.C.F. D'autres stands témoignaient de façon vivante de l'internationalisme prolétarien des marxistes-léninistes ; le stand des A.F.A. (Amitiés Franco Albanaises), celui des antillais...

Un film vietnamien et des documents filmés par Tobias Engel à Lisbonne le 1er mai, furent projetés dans une salle où se pressaient plus de 200 personnes. Après la projection, Tobias Engel répondit aux questions sur la lutte des peuples des colonies portugaises.

A 15 heures, le meeting en plein air débute par une intervention d'un camarade du Comité Central appelant à la lutte contre les plans du nouveau gouvernement pour faire payer la crise aux travailleurs. Puis un autre camarade du Comité Central fit le point sur la lutte à Usinor, en montrant l'action des Syndicalistes Révolutionnaires contre les trahisons des directions réformistes et révisionnistes.

Pour clôturer la journée, une pièce de théâtre sur la Circulaire Fontanet fut exécutée par des camarades du Parti.

Cette fête fut une réussite, tous ceux qui y participaient en repartaient contents, et nombreux furent ceux qui achetèrent la presse du Parti et demandèrent le contact. Cette première expérience est un encouragement à recommencer et un gage de succès encore plus importants pour l'avenir.

Corr. Caen

CHOISY LE ROI: meeting du PCR(ml)

A Choisy-le-Roi, le P.C.R. a organisé un meeting communiste particulièrement axé sur le problèmes des contrats aujourd'hui. Une soixantaine d'ouvriers étaient là, pour la plus grande part, des travailleurs immigrés.

Après une intervention du Parti sur la situation politique en France, et un appel à rejoindre le Parti, un camarade des CACF et un camarade de l'OSR ont exposé de quelle façon il fallait lutter aujourd'hui contre les contrats à durée limitée. Ces interventions ont été chaleureusement applaudies.

Un riche débat s'est engagé, où les travailleurs ont mis en lumière la pourriture d'un délégué révisionniste CGT, ont insisté sur la nécessité des augmentations uniformes des salaires et surtout ont montré une profonde aspiration à des changements rapides. Enfin, les travailleurs ont suivi avec attention le film chinois «Le Canal du Drapeau Rouge» qui montre avec enthousiasme une autre société construite de plein gré par les travailleurs qui ont le pouvoir, une société socialiste.

Des contacts ont été pris, les travailleurs ont largement participé à la collecte pour payer les frais du meeting.

Correspondant.

LA JUSTICE ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND SOUTIENNENT LES CRIMINELS NAZIS

Les incidents du procès de Beate Klarsfeld, révoltent tous ceux qui ont combattu l'envahisseur nazi, subi les atrocités des SS, connu les camps de la mort.

Elle était jugée pour avoir tenté d'enlever le criminel Lischka, afin de le conduire en France où il a été condamné à la prison à vie.

Lischka est l'ancien chef de la Gestapo à Paris de 1940 à 1943. Il organisait les représailles et les fusillades d'otages ; combien de résistants ont été torturés, assassinés sous des ordres ? Il a fait déporter des milliers de juifs à Dachau, Auschwitz...

Pendant le procès, lui, le nazi, il était le plaignant «pour coups et blessures volontaires»! Et les anciens déportés venus témoigner étaient matraqués par la police. Tous les témoins français, anciens déportés, n'ont pas été entendus, car, a dit le président du tribunal *«ce qu'ils disent du sort des juifs pendant la période nazie se trouve déjà dans des livres; il suffit d'un peu de bonne volonté pour se les procurer»*. Mais la justice allemande ne lit pas la liste des crimes nazis; en 1972 / 1973, elle a «jugé» 123 criminels de guerre, 97 ont été acquittés, 3 ajournés!

L'appareil politique fait de même. Achenbach, député «libéral», parti allié des sociaux-démocrates, rapporteur de la commission des affaires étrangères bloque la ratification de la convention franco-allemande permettant de condamner en Allemagne les anciens nazis déjà condamnés en France : *«nous demandons, dit-il, une amnistie générale pour des raisons humanitaires et chrétiennes, en tant que rapporteur de Bundestag, j'examinerai le projet de ratification avec soin et cela durera longtemps, très longtemps»*. Il ajoute, à France-Inter : *«Il y a une maladie mentale qui s'apelle le complexe de persécution»*, en parlant des anciennes victimes des atrocités qu'il a commise avec Lischka et Lammerding, le bourreau d'Oradour.

Cet Achenbach était lui-même ancien conseiller politique auprès de l'Ambassade en France. Ses «conseils», c'étaient la chasse aux Résistants, les rafles de juifs, le S.T.O., l'organisation de la collaboration.

Refuge pour anciens nazis, persécuteurs des juifs, la R.F.A. est également le pays d'Europe où tous les palestiniens ont été expulsés, où l'hystérie anti-palestinienne est alimentée à chaque occasion. La protection des anciens nazis et le soutien au sionisme, tel est le visage hideux de la R.F.A. sous le régime de la coalition socialo-libérale.

Camarades qui avez combattu contre l'occupant nazi dans les rangs des F.T.P. et au sein du P.C.F., c'est avec ces socialistes, protecteurs des anciens nazis que Marchais et ses acolytes européens appellent à collaborer dans tous les pays d'Europe. C'est une trahison pour vos camarades assassinés, c'est la trahison de votre combat. Vous abandonnerez les révisionnistes à leur union avec les amis des nazis. Rejoignez le Parti Communiste Révolutionnaire (m-l), héritier du combat héroïque des Francs Tireurs et Partisans.

600 000 jeunes sur le marché de l'emploi d'ici septembre!

LES JEUNES PREMIERES VICTIMES DU CHOMAGE

Chaque année plus nombreux, c'est quelques 600.000 jeunes qui, à la rentrée vont «entrer dans la vie active», ou rejoindre les rangs des ... chômeurs. Car, même les experts bourgeois ne sont guère optimistes : «La recherche du premier emploi est souvent synonyme de déqualification, chômage et déplacement». Pour la bourgeoisie, maintenir son volant de chômage et tirer le maximum des forces jeunes sont les deux volets d'une même politique.

Le nombre des chômeurs de moins de 25 ans ne cesse en effet d'augmenter : 150.000 fin mars, contre 120.000 l'année dernière (Mouriaux : «le chômage des jeunes»), à la même époque. Plus significatif encore est le pourcentage des jeunes dans le total des demandeurs d'emploi : 40% en décembre contre 25% il y a cinq ans. Et si l'on suit les courbes statistiques, on constate que, lorsque le chômage, en général, augmente, le chômage des jeunes, augmente plus que proportionnellement. Aussi, pour tous ceux qui viennent de terminer leur scolarité ou leur apprentissage, la recherche d'un premier emploi ne va pas être chose facile. 42% des jeunes mettent en effet plus de trois mois pour trouver leur premier emploi (Mouriaux : «le chômage des jeunes») et un jeune sur trois devra changer de localité pour travailler. Et quel emploi vont-ils trouver ? Seront-ils de plus en plus nombreux à travailler dans le «tertiaire» (bureaux, etc...) comme l'affirment les économistes bourgeois ? En fait, parmi les moins de trente ans, on trouve 43,6% de manuels, alors que dans l'ensemble de la population active on n'en compte que 37%.

Pour tous ceux qui doivent travailler immédiatement et ne pourront passer trois mois à la recherche d'un hypothétique emploi, la seule ressource sera l'intérim : chez Manpower, sur 70.000 personnes louées une année, 50% avaient moins de trente ans ; chez Inter-Ecco, à Lyon en 1971, 60% de ceux qui se présentaient avaient moins de 25 ans. Ces chiffres sont confirmés par la dernière enquête de l'INSEE qui dénombre 52% de moins de 30 ans chez les intérimaires. Et travailler à l'intérim, ce n'est que reporter la recherche du premier emploi définitif.

Définitif ou temporaire ? La multiplication des contrats à durée limitée pour les jeunes, les femmes ou les immigrés, montre combien la bourgeoisie, en période de crise, se donne tous les moyens pour réglementer la main d'œuvre selon ses besoins.

Pour ceux qui arriveront à franchir tous ces écueils et obtiendront l'emploi recherché, quel sera-t-il en réalité ? Selon une enquête de la CGT publiée le mois dernier, 76% des jeunes gagnent moins de 1.500 F par mois alors que 46% travaillent plus de 45 heures par semaine. En effet, 74% des jeunes ouvriers (CAP ou pas) sont OS ou manœuvres à leur première embauche. Et pour eux, les chances de passer OP sont minimes, le patronat le dit lui-même dans sa revue «Travail et Méthodes» (sept 72) : *«Un OS deviendra rarement OP et jamais OP 3 mais inversement un OP se verra souvent confier un travail d'OS»*. Voilà qui dément toute la propagande gouvernementale sur la nécessité de former une main-d'œuvre qualifiée, sur le développement du chômage, par manque de main d'œuvre qualifiée. Le renforcement au sein de la classe ouvrière des emplois d'OS au détriment de ceux d'OP, les jeunes en font les frais dès leur sortie de l'école avec ou sans CAP.

Aussi, parmi tous ces jeunes sortis de l'école ou de l'apprentissage, la recherche du premier emploi va être la première révolte de classe face au capitalisme, en témoignent les luttes récentes de la classe ouvrière, où comme à Moulinex, les jeunes, ouvriers et ouvrières se sont montrés à la tête des luttes. Préparons nous à lutter, dès la rentrée, contre les contrats à durée limitée, pour la suppression de l'intérim, contre le chômage.

Pierre Morel.

(Tous les chiffres donnés ici, sauf mention spéciale, sont ceux de l'INSEE et l'on sait combien ils sous estiment la paupérisation de la classe ouvrière).

jeunes

ENQUETE CHEZ LES JEUNES DE LA CITE CETRAFA (Genevilliers)

«Si tu veux avoir un boulot en septembre, faut s'y mettre maintenant, je vois que les vacances, elles, sont plutôt compromises». *C'est Luiz qui parle. Comme beaucoup de jeunes de la CETRAFA, cité-dortoir pour les travailleurs immigrés de Gennevilliers, la recherche du travail commence dès juillet. Certaines comme Maria, ont déjà trouvé leur emploi.* «J'ai su la semaine dernière que j'avais eu mes deux CAP, coûture et enseignement ménager... Comme je suis espagnole, il faut que le patron accepte de me faire mes papiers, carte de travail et le reste... Y'en a beaucoup qui refusent net, d'autres sont plus vaches encore, ils te disent «oui, on verra demain»... J'ai travaillé deux jours comme ça, comme je n'avais toujours rien, je suis allée voir la patronne pour lui rappeler. Là, je me suis fait traîter de tous les noms... Voilà, je n'avais qu'à partir, j'avais travaillé deux jours pour rien...

Heureusement, hier, j'ai trouvé une boîte de couture et j'ai été embauchée tout de suite, c'est pas mirobolant : 800 F par mois, mais que veux-tu, je n'ai que 17 ans, alors il paraît que c'est légal de me payer en dessous du SMIC... Et puis, j'aurais ma carte de travail à la fin du mois...»

Son frère Luis, 18 ans, est manœuvre dans le bâtiment : «Oui, j'ai fait trois ans d'apprentissage dans la menuiserie, mais c'est plutôt bouché pour trouver du boulot... Là, sur le chantier, je gagne bien... faut dire que je fais près de 50 heures par semaine... et puis, si je trouve mieux, je change : c'est mon quatrième patron, alors !». *Il suffit d'expliquer les raisons de notre reportage pour que chacun nous indique le nom d'un tel qui cherche du travail :* «Oh, ici, il n'y a pas que les jeunes à chercher du travail... en ce moment c'est dur, enfin pour les vacances, il y en a beaucoup qui vont travailler à l'intérim». *Ceux qui ont déjà du travail, ils tiennent aussi à témoigner.:* «A l'école on nous apprend à travailler la tôle, à faire des pièces assez petites, alors qu'à l'usine, c'est de la grosse chaudronnerie, ça n'a plus aucun rapport et puis à l'école, le prof est derrière toi, si tu fais une bêtise, tu recommences; en boîte c'est pris sur ton salaire». *Quant à cet apprenti-boulanger, il supporte avec colère sa situation «bâtarde» mi-collégien, mi-travailleur, car, en fait, c'est plus de 60 heures de travail qu'il aligne chaque semaine:* «Je travaille de 18 h à 23 h, là je dors sur place, je reprends le boulot à 6 h30 jusqu'à 11-12 h... Tout ça pour 280 F par mois... et puis, je m'abrutis, je ne vois plus les copains, le samedi, je bosse...»

Oui, pour les jeunes de la CETRAFA, le chômage c'est l'ennemi No 1 : «tu fais le tour des boîtes, c'est chaque fois pareil : inscription et «quand on aura besoin de vous, on vous fera signe». Personne d'entre nous n'a l'allocation chômage, ni l'aide publique, d'ailleurs, ceux qui les ont sont très rares».

PAYSANS : face à la crise et à la baisse des prix à la production, les luttes se développent

Pendant sa campagne électorale, Giscard déclarait: «**Les agriculteurs doivent avoir un revenu comparable à celui des autres catégories professionnelles**».

Qu'en est-il aujourd'hui? Partout les paysans manifestent leur colère.

● Dans le Vaucluse, les producteurs de pommes de terre avaient déjà manifesté. Les producteurs de pêches ont dernièrement bloqué l'autoroute sur 40 km à la hauteur de Bollène.

● A Steenvoorde, dans le Nord, 4000 éleveurs de porcs et agriculteurs ont barré l'autoroute en repliant sur la chaussée les rampes de sécurité. Se rendant au poste frontière où passent les importations de porcs venant de Belgique, ils ont abattu des arbres sur la chaussée et ont harcelé les flics qui tentaient de les repousser.

● Dans la Haute-Loire, les éleveurs ont aussi barré des routes et diffusé des tracts aux automobilistes expliquant le sens de leur lutte.

LA SITUATION DES PAYSANS.

Si les paysans manifestent leur colère, c'est qu'ils voient leurs revenus descendre en flèche. Ils sont pris entre deux feux:

● d'un côté, les prix des produits nécéssaires à la production ne cessent d'augmenter, du fait de l'inflation. En un an, le prix d'un tracteur de 50 ch. a augmenté de 24%, celui de la ficelle (pour faire les bottes de foins) de 27%, les engrais de 40%, le lait reconstitué de 25%...

● d'autre part, les prix de vente des produits agricoles ne cessent de baisser. En un an, le veau de boucherie a baissé de 25%, le boeuf de 25%, le porc de 36,5%, pour ne citer que cela... Paul, un jeune paysan de Haute-Loire nous dit: «**Quand on pense qu'on vend des veaux 4,50 F le kg, c'est une catastrophe, l'an dernier, les plus mauvais étaient à 7 F le kg. On va crever de faim! Et pour le lait, c'est pareil, un gars qui vivait avec 3 000 l de lait par vache l'an passé, cette année, il lui faut 4.000 l... Il faudrait 1.000 l. de lait de plus par vache pour avoir le même revenu!!**».

IMPORTATIONS ET BAISSE DES PRIX.

La cause principale de la baisse des prix à la production réside dans les importations de produits agricoles que le gouvernement laisse faire —ou organise—, ce qui tente de faire croire que les prix à la consommation vont baisser. (Mais on sait bien que ces baisses ne sont jamais répercutées à la consommation!). Cela permet aussi de maintenir les profits des industries de transformation.

Ainsi fait-on venir de la viande de boeuf d'Argentine.

● Pour le porc, les importations viennent du Danemark, d'Angletere, d'Irlande, de Belgique (12 000 t. pour les nouveaux partenaires européens et 26 000 t. pour la Belgique pour 1974), et des pays tiers (20 000 t. cette année).

● Pour les fruits et légumes, c'est la même chose. Des accords ont été signés au niveau de Bruxelles avec les pays méditerranéens. Aussi fait-on venir en masse des pêches de Grèce et jusqu'alors d'Espagne. Un producteur de pêches de l'Ardèche témoigne: «**Les importations, ça nous baisse drôlement le prix. Regardez les pommes de terre, les gars du Vaucluse les ont jetées sur la route, ça ne gagne plus la vie... C'est pareil pour les pêches!**»

APPAUVRISSEMENT DES PETITS PAYSANS

● Les importations n'ont pas les mêmes conséquences sur tous les paysans. Dans la région de Châteaurenard, par exemple, les prix sont tombés et les petits paysans vendent les pêches jaunes au marché ou à la coopérative en qualité A, de 1,80 F à 2 F le kg. Cependant, les gros producteurs ont les moyens de passer directement des marchés avec les négociants. Un propriétaire de 40 ha de pêchers, écoule directement les mêmes pêches jaunes de qualité A, à Rungis au prix de 3,20 F le kg... Les petits paysans subissent tout le poids du marché capitaliste tandis que le gros producteur évite une partie des intermédiaires et bénéficie, au même titre qu'eux, de l'énorme différence entre prix à la production et prix à la consommation (ces mêmes pêches sont vendues 4,80 F le kg à Paris...)

Certains gros producteurs sont même quelquefois négociants en même temps, ainsi ils importent des pêches espagnoles ou grecques, contribuant à faire baisser les prix et vendent les leurs au prix fort à Rungis!

● Les prix à la production baissant, la seule solution présentée aux paysans est de se moderniser pour diminuer les coûts de production. Paul, ce jeune paysan de Hte Loire déjà cité, explique ce que cela signifie: «**Quand on passe 3 à 4 000 l de lait par vache, il faut une machine à traire, sinon, on y passe la journée, et pour les foins, c'est pareil, il faut un tracteur, une presse, du matériel dont on ne se sert que 8 à 15 jours par an... Ça coûte cher, il y en ras le bol... Dernièrement, un vieux paysan est parti parce qu'il ne pouvait pas acheter de machines.**»

Ainsi, la crise actuelle, en appauvrissant davantage encore les paysans pauvres et moyens va accentuer la différenciation de la paysannerie.

ALLIER LES PAYSANS A LA CLASSE OUVRIERE.

Le mécontentement est grand: «**Il faudra bien qu'on nous paye nos produits à leur prix. On va se battre pour ça. Jusqu'à présent on n'a pas été méchants, mais ça pourrait venir.**»

Bien que dans les manifestations on retrouve souvent des paysans aisés, bien que les dirigeants des syndicats FNSEA, CNJA ou MODEF les tiennent encore en mains dans la plupart des cas, pouvant ainsi les détourner sur le terrain du corporatisme ou de la «défense de l'exploitation familiale», ces manifestations n'en témoignent pas moins de la profonde colère qui gronde dans les campagnes contre la crise du système capitaliste: De plus en plus, les paysans pauvres et moyens voient clairement qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis. Paul nous dit: «**Il parait que les paysans sont responsables de la hausse des prix!... Il faudrait savoir si c'est nous, ou si c'est Michelin!**» Le rapprochement avec les ouvriers se fait en diverses occasions, lors des ventes de produits agricoles devant les usines au prix coûtant ou comme à la manifestation des tanneurs d'Annonay où des paysans de la région apportèrent leur soutien aux tanneurs. Notre Parti soutient les luttes des paysans pauvres et moyens pour un meilleur prix de leurs produits, mais il ne peut se contenter de cela.

Les Communistes doivent favoriser et mettre en œuvre tout ce qui peut unir davantage le paysan à l'ouvrier. Ils doivent expliquer quelles perspectives le socialisme ouvre aux paysans: expropriation des capitalistes agraires et cumulards, mise en place de la coopération socialiste, organisation de la production suivant un plan répondant aux besoins des masses et non aux appétits de quelques capitalistes.

Travailleurs des campagnes, face à la crise du capitalisme, ta place est aux côtés des ouvriers, dans le Parti Communiste Révolutionnaire (m-l) pour la Révolution Socialiste, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Albert Chatillon.

Steenvoorde: 4000 éleveurs de porcs barrent la route.

femmes....

à lip, les femmes aussi ont été à la pointe de la lutte.

LES FEMMES DOIVENT PRENDRE LEUR PLACE DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Le congrès de notre Parti en Mars 74 a adopté, parmi ses résolutions, une résolution sur la question des femmes et du travail du Parti chez les femmes du peuple. C'est une question très importante pour rallier les millions de femmes à la perspective de notre révolution.

A l'exploitation qu'elles subissent à l'usine, où le capitalisme leur confie la plupart du temps les travaux les plus pénibles et les moins qualifiés, ceux où l'intensification du travail est la plus féroce..., s'ajoute l'oppression quotidienne subie dans le travail ménager, dans les relations avec le mari... Doublement exploitée, la femme travailleuse doit prendre sa place dans la lutte pour l'abolition de l'exploitation capitaliste, pour la construction du socialisme.

Notre Parti soutient et organise la lutte des femmes du peuple sur leurs revendications :

- retraite à 50 ans
- crèches gratuites payées par le patron
- avortement et contraception libres et gratuits.
- des moyens pour élever tous les enfants que l'on désire.

Notre Parti dénonce et combat toute la propagande et les thèmes idéologiques de la bourgeoisie qui cherchent à tenir les femmes du peuple à l'écart de la lutte révolutionnaire. L'organisation de la lutte des femmes sur tous les aspects spécifiques de l'oppression qu'elles subissent est une tâche urgente pour qu'elles s'engagent dans la lutte révolutionnaire et y prennent la place qui leur revient. Camarades femmes, lectrices de Front Rouge, écrivez-nous pour témoigner sur les luttes que vous engagez, sur l'oppression capitaliste que vous subissez. Prenez contact avec notre Parti.

contraception libre et gratuite: recul de la bourgeoisie

La pillule et le stérilet vont obtenir droit de cité. Ils vont être en partie remboursés par la Sécurité Sociale, comme les autres médicaments, les mineurs pourront se les faire prescrire sans autorisation des parents, et même la télé et la radio bourgeoise feraient de l'information...

Ainsi, mise à l'écart pendant la satisfaire la légitime revendication des femmes du peuple : **«contraception libre et gratuite»** *la bourgeoisie est contrainte de s'engager dans cette voie. Pourquoi ?*

Ce n'est certainement pas, parce que subitement, les députés bourgeois ont découvert dans quel carcan la législation réactionnaire sur l'avortement et la contraception enferme les femmes. Pendant des décennies et des décennies de système capitaliste, la bourgeoisie par sa propagande et ses lois répressives a cherché à contenir la femme du peuple dans le rôle essentiel de faire des enfants, les élever, tenir la maison... Ainsi, mise à part l'écart pendant la plus grande partie de sa vie du travail à l'usine, des luttes qui s'y engagent, la femme du travailleur isolée dans son logis ne pouvait saisir comme son mari la nécessité de mener la lutte contre la bourgeoisie, la nécessité de détruire l'organisation capitaliste de la société, au contraire elle a souvent constitué un frein à la participation de son mari à ces luttes.

La morale bourgeoise, les lois repressives (pour le peuple, pas pour les femmes de sa classe) sur l'avortement et la contraception, tout cet arsenal visait et vise encore à maintenir la femme dans cette condition.

Les luttes engagées par les femmes contre cette législation répressive conjuguées au recul de l'obscurantisme, de la religion, révélaient de plus en plus clairement, le rôle de cette législation. En renonçant à certains de ses aspects, la bourgeoisie tente de se remodeler un visage «libéral». L'incapacité de la bourgeoisie en crise à offrir à notre peuple un système idéologique cohérent, la faillite d'un certain nombre de thèmes moraux qui fondaient sa domination, l'amènent à tenter de donner l'illusion du changement, du nouveau... Le vote à 18 ans pour les jeunes, comme le remboursement des contraceptifs par la Sécurité Sociale, c'est autant de ces reculs que consentent les exploiteurs aujourd'hui pour essayer de se donner un nouveau visage.

Mais, bien sûr, certaines forces de la bourgeoisie ultraréactionnaire s'opposeront de toutes leurs forces à cette politique, et nous devons prévoir de graves oppositions lorsque sera présentée devant le Parlement la loi sur l'avortement, sous prétexte que, puisque la contraception est facilitée, les femmes n'ont plus à se faire avorter. Il faudra qu'alors nous engagions la lutte.

Mais tout ne s'arrête pas à une loi plus libérale : ce n'est pas parce qu'une loi prévoit la contraception libre et gratuite, qu'elle sera effective : il faut encore balayer tous les tabous propagés par l'idéologie obscurantiste. Et qui s'attachera à cela ? Ce n'est pas la grande presse, ce n'est pas «le Parisien Libéré» qui, il a y quelques jours encore, déclarait à la une à cor et à cri que la pilule était néfaste.

Pour nous, la libéralisation de la contraception est positive, car elle permettra à un plus grand nombre de femmes de se libérer d'un poids, de se poser les véritables problèmes de l'heure, de voir que ce n'est pas avec la libéralisation de la contraception que la femme sera libérée, mais que la femme se libérera et ne sera l'égale de l'homme que dans une société socialiste, quand elle sera libérée des tâches domestiques, et participera au pouvoir et à la production.

– CONTRACEPTION ET AVORTEMENT LIBRES ET GRATUITS
– NOUS VOULONS POUVOIR ELEVER TOUS LES ENFANTS QUE NOUS DESIRONS.

brisons l'isolement de la femme au foyer

En avril 72, un sondage de la SOFRES disait que sur 1000 femmes de moins de 15 ans, 93% voulaient travailler et avoir des enfants. D'après les statistiques officielles, 62% des femmes de 20 à 24 ans travaillent ; ce chiffre tombe à 40% pour les femmes de 25 à 40 ans, et remonte à 45% entre 45 et 55 ans. Ces chiffres montrent que la majorité des femmes mariées «restent à la maison». Pour ces femmes, le seul univers c'est la cuisine, la lessive, les enfants, le ménage et attendre le mari. La femme au foyer, c'est parfois une place enviée par des femmes ouvrières soumises à la double journée de travail, pour beaucoup de femmes qui travaillent à l'extérieur, être à la maison, signifie ne rien avoir à faire. Qu'en est-il exactement ?

Depuis des siècles, les classes exploiteuses dominantes ont enfermé la femme du peuple dans ces seules perspectives : faire des enfants, les élever, bien tenir la maison. Ces tâches ménagères ne sont pas reconnues comme socialement utiles par la bourgeoisie. Certes, depuis quelques années, la femme au foyer reçoit une allocation de salaire unique d'un très faible montant, bien inférieur au SMIC, mais qui n'est rien d'autre qu'une allocation chômage camouflée !

Tous les jours, ces ménagères se heurtent directement aux problèmes croissants de la hausse des prix, des loyers. Chaque mois, elles doivent faire des prouesses pour nourrir, habiller leur famille et s'en sortir avec un salaire de misère. Les couples ouvriers sont nombreux à vivre ces problèmes, mais chacun les vit individuellement. Chaque femme est persuadée qu'elle est la seule à avoir des problèmes de traites à payer chaque mois pour finir de rembourser la machine à laver ou la cuisinière, elle croit que le travail qu'elle accomplit chaque jour, aucune autre femme ne le fait comme elle, alors que sa voisine d'en face a souvent exactement les mêmes problèmes à résoudre. La bourgeoisie a fortement enraciné cette idéologie individualiste chez les femmes ; elle a cherché à les convaincre que chaque femme est la seule à pouvoir accomplir le travail ménager dans son propre univers fermé.

Dans un même immeuble, toutes les femmes font les mêmes gestes dans la même journée, mais restent isolées, convaincues par toute la propagande bourgeoise que ce qu'elles font n'est pas réellement un travail. Que faire contre cet esprit individualiste, comment faire pour éliminer cette vieille idéologie qui tient la femme dans un état d'infériorité ?

En Chine socialiste, ce problème a été réglé par la collectivisation des tâches ménagères. Dans un immeuble, toutes les femmes font leur lessive ensemble, souvent il y a une salle à manger et une cuisine commune pour plusieurs familles, des équipes de ménage organisées sur le quartier vont de maison en maison pour nettoyer les appartements. C'est ainsi qu'est brisé l'isolement dans lequel la bourgeoisie a toujours voulu enfermer les femmes. Il existe des ateliers collectifs de réparation, de bricolage, de raccomodage, de confection et de blanchissage qui permettent d'alléger les tâches ménagères. La coopération familiale s'exerce : aide apportée par les enfants et le mari. Des groupes sanitaires formés de plusieurs habitants au sein d'un comité de quartier, prennent en charge les malades qui restent seuls chez eux. Partout l'esprit qui domine, c'est celui de l'entraide.

La famille n'est plus du tout conçue comme un «refuge» séparé de la vie productive, mais, c'est une cellule sociale de base dont la vie est liée à celle du quartier. Cela passe par les débats nombreux et ouverts au sein de la famille, les discussions avec les voisins, et une participation active à la vie du quartier.

Pour briser l'isolement de la femme au foyer, il faut l'aider à prendre conscience que les problèmes quotidiens contre lesquels elle se bat, sont partie intégrante de l'exploitation capitaliste à laquelle est soumise la classe ouvrière dans sa totalité, que le travail qu'elle accomplit chaque jour est indispensable bien que la bourgeoisie nie qu'il soit socialement utile parce qu'il ne lui apporte aucun bénéfice. Ce qu'il faut pour que la ménagère s'émancipe c'est qu'elle intègre la vie de la société, il faut comme disait Lénine **«la soustraire à l'esclavage domestique, la libérer du joug abrutissant et humiliant, éternel et exclusif de la cuisine et de la chambre des enfants»**.

La participation active des femmes du peuple à la lutte contre la bourgeoisie, clé de leur émancipation, est une condition pour le succès de la Révolution. Notre Parti les appelle à s'engager fermement dans cette voie, il soutiendra et organisera, comme il commence à le faire, en plusieurs endroits, les actions des femmes pour briser l'oppression renforcée que leur impose le système capitaliste.

interview d'une mère de famille ouvrière

Q. Ton mari travaille dans une grande usine de Caen, il est OS, il fait les feux continus, cela ne pose-til pas des problèmes pour vos 5 enfants ?

R. Si, parce que, quand mon mari rentre le soir à 22 h, les gosses se réveillent. Il fait le moins de bruit possible, mais il est obligé d'allumer la lumière et ça réveille l'aînée qui dort dans le salon. De plus, les enfants voient rarement leur père, quand ils partent à l'école le matin, lui, il dort ! Quand le dimanche, il tombe de 14 h à 22 h, je suis cloitrée toute la journée avec les enfants. Il n'y a pas de vraie vie de famille pour les enfants d'ouvriers».

Q. Vous habitez un F 4 dans un H.L.M., qu'est-ce que ça veut dire pour les enfants ?

R. 5 enfants de moins de 12 ans dans trois pièces c'est intenable. J'habite au 5e, je ne peux donc pas les laisser jouer dehors, surtout qu'il n'y a aucun aménagement pour eux et qu'ils doivent jouer sur la route. Résultat, ils sont toujours enfermés, et insupportables. C'est malsain pour un enfant de rester toujours enfermé. Ils sont fatigués, moi aussi, on s'énerve et je leur crie après pour un oui ou pour un non.

Q. Ta fille aînée a 12 ans, elle est en 6e. D'après ce que tu dis, elle doit avoir des problèmes pour étudier !

R. Sûrement, il lui faudrait une pièce pour elle seule. Ses frères et sœurs l'embêtent ; parfois, elle est obligée de les garder, car pour pouvoir finir le mois, je suis obligée de faire quelques heures en dehors. Les enfants d'ouvriers ne peuvent vraiment pas étudier, pour l'étude, c'est 10 F d'inscription et 15 F par mois, c'est bien trop pour moi !

L'autre jour, une femme de l'association des parents d'élèves (habillée avec élégance) est venue pour me dire que ma fille était nonchalante, qu'elle paraissait fatiguée, elle m'a demandé d'aller voir le médecin pour lui donner des médicaments. Evidemment, avec des conditions de vie pareilles, il est difficile qu'il en soit autrement.

Q. Pour les plus jeunes, comment ça se passe ?

R. J'en ai deux en CE 2 et une en maternelle (le dernier a un an). C'est pareil, elles sont fatiguées, excitées. On dit que la scolarité est gratuite, je ne m'en suis pas aperçue. Chaque mois, c'est environ 30 F que je dois débourser pour payer telle ou telle chose. En plus de tout ça, il faut aussi payer pour la cantine ; hier, j'ai dû prendre 75 F de tickets. Comment vais-je m'y prendre pour finir le mois ?

Q. D'après toi, y-a-t-il une solution ?

R. Je crois que nous autres, femmes de la classe ouvrière, nous pouvons nous organiser pour exiger :

- **des logements décents,**
- **des moyens pour élever nos enfants ; crèches gratuites, scolarité gratuite, des études gratuites où l'on puisse aider les enfants à apprendre, des centres où les enfants pourraient à n'importe quel moment se détendre, surveillés par des éducateurs diplômés, des centres où, nous aussi, mères de famille, nous pourrons nous détendre, nous entraider.**

Ceci dit, je pense que seul un changement radical de la société (comme en Chine ou en Albanie) pourra nous permettre de vivre mieux, égales aux hommes, capables d'élever correctement nos enfants.

front culturel.....

Un lecteur de Beauvais nous a écrit : *«Je comprends mal l'absence totale de notes sur le travail militant qui peut être effectué au travers d'une activité culturelle. Je n'ai relevé dans le No 119, qu'un passage d'article p. 4, de votre correspondant d'Oyonnax : «C'est au chant des mia mia, chanson populaire espagnole...» où l'on aperçoit, très rapidement, que les travailleurs n'ont pas seulement une existence économique, mais aussi une existence culturelle».*

Ce lecteur a parfaitement raison. Rappelons-nous la grève des LIP. Ce fut une grève exemplaire par les mots d'ordre, par l'organisation de la lutte et les formes de lutte, par la vigilance politique des grévistes. Mais, dans la grève des LIP, il y avait aussi autre chose. Les LIP débordaient d'initiatives, d'idées, alors que pendant des années, tout leur avait été imposé, à l'usine, comme à la maison, la hiérarchie des chefs comme les émissions stupides de la télé. Les LIP discutaient entre eux, échangeaient leurs idées, leurs expériences, s'aidaient mutuellement alors que pendant des années, ils avaient vécu à côté les uns des autres sans se connaître. Les LIP remettaient en cause la vie, les idées, les habitudes que voulait leur imposer la bourgeoisie. C'est aussi l'intense vie culturelle qui animait la Maison pour Tous, les discussions politiques autour des affiches à confectionner, le public nombreux et attentif lors des représentations de théâtre ou de cinéma... La culture et l'art sont une arme aux mains de la bourgeoisie, ils doivent être une arme aux mains du prolétariat. Ce fut l'objet d'une résolution de notre Congrès constitutif.

Notre Parti a déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine. Des troupes de théâtre travaillent sous la direction du P.C.R. (m-l) à Lyon, à Besançon, à Paris ; des chorales viennent de se créer à Caen, à Marseille, à Besançon des camarades de notre Parti ont créé un certain nombre de films... Il est possible, aujourd'hui, de développer encore plus ce front et de lui donner l'écho qu'il convient dans notre presse.

Dans ce domaine, les projets de notre Parti sont bien plus vastes, allant de la diffusion de l'art des pays socialistes et des peuples en lutte, jusqu'à la création d'un art révolutionnaire français. L'art est une arme puissante pour démonter le mécanisme de l'exploitation capitaliste, pour populariser et soutenir les luttes du prolétariat, et des alliés, pour lutter contre l'idéologie de la bourgeoisie. La bourgeoisie française le sait bien, qui a consciencieusement étouffé toute culture populaire pour imposer partout sa culture dégénérée et réactionnaire, pour diffuser l'égoïsme, l'individualisme, le racisme, la soumission. A nous de retrouver les traditions de cette culture populaire, de populariser les valeurs nouvelles prolétariennes, l'amour du peuple, l'esprit de lutte, la haine de classe, l'internationalisme, de mettre cette culture nouvelle au service de la tâche de l'heure, la Révolution.

sketch de la troupe des C.I.C.F. sur un marché.

POUR UNE CULTURE ET UN ART REVOLUTIONNAIRE AU SERVICE DU PEUPLE

théatre

lyon

Faire une pièce sur la Circulaire Fontanet, une pièce destinée à être jouée dans des meetings, devant des travailleurs, une pièce pour expliquer et appeler à l'unité des travailleurs français et immigrés, cela n'est pas allé tout seul.

Il a d'abord fallu que notre groupe de théâtre s'unifie sur la signification politique de la Circulaire Fontanet, et ce ne fut possible que grâce à l'analyse qu'en faisait les CACF et à leurs propositions de lutte. L'acteur est alors devenu militant.

Et le résultat est positif. On rit beaucoup pendant la pièce, mais c'est un réflexe de classe. Quand Béchir, le héros dévoile le patron sous son masque de cochon et son haut-de-forme, ou le flic sous son masque de bouledogue. On applaudit quand la scène se fige sous une image de lutte, d'usine occupée, derrière une banderole : **«travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière»**.

D'autres scènes suscitent des discussions intéressantes. Aussi, au milieu de la pièce, le révisionniste de service apparaît avec une pancarte : **«Programme commun = pour un contrôle de l'immigration»**. *Ironiquement intercepté par le travailleur immigré Béchir, il est violemment remis à sa place... dans les coulisses. Un soir, nous avons joué cette scène dans une ville à mairie révisionniste, elle a donné lieu à un débat sur le Programme Commun animé par les acteurs-militants.*

Et la pièce se termine sur un appel à l'action. Une forêt de drapeaux rouges et de drapeaux des peuples en lutte abattant l'immense pieuvre mauve, l'impérialisme, pendant qu'un appel est lancé : **«Camarades, la Circulaire Fontanet est une arme de division de la classe ouvrière engagée dans la lutte contre l'impérialisme ennemi de tous les peuples. Vive la juste lutte des peuples opprimés. A bas l'impérialisme ! A bas la Circulaire Fontanet. Rejoignez les Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet»**. *C'est toute la salle, alors, qui participe, par ses applaudissements, à la mise à mort de l'impérialisme.*

besançon

Depuis quelques temps, nous avions engagé un travail théatral. Au cours de la grève des banques, un des membres du groupe, employé de banque, a amené un soir des camarades grévistes. Avec eux, nous avons fait une enquête sur leurs conditions de travail, la grève, les revendications et décidé de monter une pièce sur ce sujet.

Les grévistes nous ont parlé du bruit dans les ateliers de mécanographie, des cadences, du travail stupide (compter des chèques à longueur de journée). On a enregistré des bruits pour rendre compte de l'ambiance. Des filles mécanographes nous ont appris les gestes qu'elles accomplissaient toute la journée.

Nous avons appris comment se passe, à la fin de l'année, la «remise des notes» par le patron. L'employé est-il soigné, négligé, disponible dans le travail, discipliné... ? De tout cela dépendra la note annuelle. Nous en avons fait un sketch.

Nous avons travaillé pendant plusieurs jours ensemble, le groupe de travail et les grévistes qui venaient le soir, après chaque journée de grève passée à diffuser des tracts, à collecter... Une fois la pièce finie, nous avons invité les employés de banque à venir la voir. Nous avons joué devant 30 à 40 personnes (surtout des employés de banque et des ouvriers de LIP) qui ont beaucoup apprécié le spectacle. Ils se sont reconnus dans leur travail, dans leur lutte.

Corr. Besançon.

paris 19e

Avec des camarades et des sympathisants du 19e arrondissement de Paris, nous avons décidé de monter un petit spectacle. Nous avons choisi comme sujet la crise de l'automobile car, en discutant avec de nombreux travailleurs du quartier, cette question et celle des contrats à durée limitée étaient apparues très importantes.

A partir de l'analyse de cette crise faite par le Parti, en quelques heures, nous écrivons le scénario et une camarade se charge de synthétiser, d'apporter des éléments politiques et de donner des indications de mise en scène. A partir de cela, les camarades discutent et passent rapidement à l'action. Que dit l'ouvrier ? Le camarade parle, on reprend, on approuve, on critique, on fixe le dialogue. Que dit le patron ? Une camarade, sur le mode du jeu se met à imiter le patron, on encourage, on approuve... Petit à petit, chacun trouve son rôle. On essaie de conserver l'essentiel, de montrer les aspects principaux, de rendre la forme la plus claire possible.

Ainsi, avec des camarades qui n'avaient pour la plupart, jamais fait de théâtre, il est possible de monter une scénette d'un quart d'heure. Ceci grâce à l'accord politique et à l'enthousiasme révolutionnaire qui animaient les camarades et ont permis de vaincre la timidité, les craintes, de s'atteler résolument à cette tâche et de la mener à bien. Présentée lors d'un meeting du P.C.R. (m-l) et du C.A.C.F. du 19e, la pièce a été très bien accueillie et à la fin, tout le monde reprenait les mots d'ordre et chantait l'Internationale avec les acteurs.

Corr. Paris 19e

cinéma

à propos du film «no pincha» interview de tobias engel

Le cinéaste Tobias Engel, aujourd'hui membre de notre Parti, a tourné son premier film «No Pincha» en 1969, dans les zones libérées de Guinée-Bissau. Ce film a été largement utilisé par le PAIGC dans les zones libérées et aux frontières, et en France où près de 300.000 personnes l'ont vu. C'est sur cette expérience du cinéma politique que Front Rouge a interviewé Tobias Engel.

F.R. Comment es-tu venu à faire du cinéma ?

Tobias Engel : Parce qu'il m'a semblé que seul, un film nous permettait de refléter la lutte du peuple de Guinée-Bissau et des Iles du Cap-Vert et d'en faire la propagande en France et en Europe. Je n'avais jamais fait de cinéma auparavant, si ce n'est comme acteur.

C'est au festival Pan Africain d'Alger, en 1969, que j'ai rencontré Mario de Andrade, militant patriote angolais du MPLA qui m'a mis en contact avec les représentants du P.A.I.G.C. à Alger. Nous avons alors discuté de la possibilité de tourner le film. Après 6 mois, accord nous a été donné.

FR : Quelles idées avais-tu au moment d'entreprendre le tournage du film ?

T.E. Quand je suis parti là-bas, j'avais une position humaniste et tiers-mondiste. N'ayant pas trouvé de solution en France dans la lutte que j'avais mené, je pensais que la seule solution était la lutte des peuples dominés, c'était un dérivatif, pour ne pas se poser la question de la Révolution en France. Alors forcément, cet aspect humaniste se retrouve dans le film, surtout par le fait que nous n'avions pas vu la nécessité de le penser, le tourner, le monter de manière scientifique, sous la direction politique du P.A.I.G.C.

Une autre conséquence de cet état d'esprit, c'est que beaucoup se sont découragés. Nous étions trois équipes au départ et nous avons attendu longtemps de pouvoir entrer en Guinée-Bissau. Certains n'ont pas eu la patience d'attendre, d'autres ont eu peur, par exemple parce qu'on avait prévu dans le plan de filmer une attaque. A la fin, il n'est resté qu'une équipe de trois personnes.

F.R. Finalement, pour faire du cinéma politique, il faut être un militant autant, sinon plus, qu'un professionnel ?

T.E. Dans l'équipe, il y avait un opérateur, un ingénieur du son, et moi, dans la situation du metteur en scène qui ne sait rien. Au cours du tournage, j'ai filmé, j'ai enregistré et on s'est rendu compte que ce n'était pas plus mauvais que ce qu'avaient fait les autres. Le tout, c'est de vouloir, de s'appliquer à faire un travail correctement.

Quand ont est allé filmer l'attaque du camp d'Enschalé, on avait seulement deux ou trois kilos chacun et ce sont des camarades guinéens du groupe armé qui se chargaient du matériel cinéma, en plus de leur fusil, ce qui représentait un gros sacrifice de leur part. L'un de nous trois, au cours d'une pause, prétextant qu'il était opérateur et non porteur, s'est débarrassé de ses affaires sur un camarade africain du groupe armé ; c'est le chef du groupe armé qui a rectifié la situation. Moi-même, avant l'attaque je voulais, à 300 mètres du camp, grimper dans un arbre pour filmer ; je n'avais en tête que la possibilité de mieux filmer sous un meilleur angle et j'oubliais qu'il s'agissait d'un combat ; c'est encore le chef de groupe qui m'en a empêché.

Au cours de l'attaque, il y aura deux blessés et à la fin, le commandant du groupe nous dira : les camarades français, il y a deux blessés, il y a des camarades du groupe qui doivent s'en charger, les camarades français porteront leur matériel. Et pendant 30 km, on a eu 20 kg à porter chacun.

FR. La qualité d'un film politique dépend aussi de la manière dont on se situe par rapport aux masses ?

T.E. Au départ, on s'est situé en observateurs, bien que pour certains d'entre nous, il y avait la volonté de se lier plus et de vivre la vie des combattants. Les cadres du P.A.I.G.C. nous ont remis entre les mains d'un groupe de 30 hommes environ. C'est à dire qu'on a vécu l'expérience concrète des paysans qui, après avoir troqué leurs marchandises dans les magasins populaires des villages frontaliers ou sur les marchés sénégalais, rentrent au pays avec les détachements des forces armées : marcher, avoir faim, avoir soif, dormir par terre, boire de l'eau saumâtre...

Au bout de 2 ou 3 jours, on a commencé à tourner. Très souvent avant de tourner, on parlait pour expliquer ce qu'est la caméra : le fusil est une arme mais la caméra aussi, puisqu'elle permet d'informer largement sur la situation de la lutte. Finalement, le fil directeur du tournage a été le cheminement du groupe dans les zones libérées. C'est au fur et à mesure de la marche du groupe que nous avons pu filmer les combats mais aussi toute la vie des zones libérées, les écoles, la vie sanitaire... Et ceci n'a été possible que parce que nous étions partie intégrante de ce détachement armé.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

LE MILITARISME SOVIETIQUE EN EUROPE

Depuis que Khrouchtchev et ses successeurs ont engagé la transformation capitaliste de l'URSS, ils n'ont cessé de proclamer qu'ils ouvraient dans le monde une nouvelle ère de «détente» et de «coexistence pacifique». Particulièrement ils ont mis au point avec l'impérialisme US une série d'accords présentés comme des accords de «désarmement». Derrière les papiers des traités, se cache en fait une course aux armements accélérée des deux superpuissances, à laquelle l'URSS participe non moins frénétiquement que les USA. Qu'on en juge.

La dernière discussion entre Brejnev et Nixon a porté entre autres sur la limitation des essais nucléaires souterrains. C'est déjà sur la question de la «limitation» des essais nucléaires qu'avait porté, en 1963, leur premier marchandage, conclu par «l'inter-direction des essais atmosphériques». La ficelle était grosse : une fois la série des essais de fonctionnement à l'air libre achevée, il ne leur restait plus, aux uns comme aux autres, qu'à effectuer des expériences de miniaturisation, qui pouvaient aussi bien se faire sous la forme d'essais souterrains. Et effectivement, la centaine d'essais souterrains auxquels l'URSS a procédé de 1963 à 1973 représente une moyenne presque aussi élevée que celle des essais à l'air libre dans les années précédentes : le seul but du traité était d'interdire aux autres pays de se prémunir du chantage nucléaire des deux super-puissances en effectuant leurs propres essais, comme l'a montré par ailleurs le traité de «non-prolifération» par lequel elles prétendaient se réserver le monopole nucléaire.

Dans la même période, l'Union Soviétique concentrait ses efforts sur la production de missiles porteurs de bombes nucléaires, multipliant par près de 15 le nombre de ses missiles intercontinentaux, et par 5 le nombre de ses missiles installés sur sous-marins. Récemment, Nixon et Brejnev n'ont pu se mettre d'accord sur la «limitation des armements stratégiques» alors qu'ils avaient passé un accord là-dessus en 1972 : c'est que le problème posé à l'URSS n'était plus alors celui de sa quantité de missiles, mais celui de leur modernisation, notamment pour les missiles «à têtes multiples», comme l'ont prouvé les nombreux essais auxquels elle a procédé depuis lors. Les dernières négociations de Moscou n'ont échoué que parce que Brejnev voulait à tout prix poursuivre cet effort dans ce domaine afin de rattraper son concurrent US.

★

Pour les deux super-puissances qui cherchent chacune de leur côté à dominer le monde, la question de l'Europe est une question décisive : des centaines de millions d'hommes, un potentiel économique élevé (du même ordre de grandeur que les super-puissances), un empire néo-colonial considérable encore dominé par la France et l'Angleterre. La super-puissance qui parviendrait à établir son pouvoir sur l'ensemble du continent européen gagnerait sur l'autre un avantage décisif.

Pour l'instant, on en est loin. L'Europe divisée en deux zônes présente en fait une dissymétrie profonde. A l'Ouest, plusieurs vieilles métropoles impérialistes ont reconstitué leurs forces et entrent en compétition avec l'impérialisme US. A l'Est au contraire, l'URSS met en coupe réglée les pays sous sa domination, transformés en véritables colonies. L'URSS poursuit un double objectif en Europe : d'une part, interdire à l'impérialisme US et aux impérialismes européens (principalement ouest-allemand) de s'infiltrer dans sa chasse gardée d'Europe de l'Est. D'autre part, dissocier au maximum l'Europe de l'Ouest de l'impérialisme US, et les impérialismes ouest-européens les uns des autres, afin de faciliter sa pénétration en Europe de l'Ouest.

Sur le plan militaire, le pacte de Varsovie est un instrument direct d'intervention du social-impérialisme dans les affaires des pays d'Europe de l'Est, comme on l'a vu en Tchécoslovaquie en 1968.

A cette occasion, l'Union Soviétique a formulé en clair la «théorie» sur laquelle elle fonde son intervention dans les pays d'Europe de l'Est : celle de la «souveraineté limitée», selon laquelle ces pays sont «souverains» dans la limite qu'ils doivent accepter son oppression, son occupation et son pillage.

C'est de cette façon que les révisionnistes soviétiques se sont soumis l'économie de l'Europe de l'Est, les soumettant à leur pillage (cf. FR Nos 114 et 115 sur les matières premières) ; c'est de cette façon qu'ils ont tranché à la place de l'Allemagne de l'Est et selon leurs intérêts de marchandages impérialistes sur la question de Berlin et sur les rapports R.D.A./R.F.A. C'est de cette façon, dès 1960, qu'ils ont tenté d'affamer l'Albanie socialiste dans le vain espoir qu'elle suive leur cours révisionniste de condamnation de la juste ligne du Parti Communiste Chinois.

★

Par ailleurs, la concentration de troupes et de moyens militaires que représente le pacte de Varsovie permet à l'Union Soviétique de faire pression sur les pays d'Europe occidentale pour obtenir dans l'immédiat des concessions économiques et politiques. Elle pourrait devenir, dans des conditions différentes, un instrument direct d'agression contre un ou plusieurs de ces pays.

Tous les bavardages sur la «réduction équilibrée des forces» ne pourront masquer le fait que depuis 1968, les troupes soviétiques stationnées en Europe ont augmenté de 20% et leur force aérienne tactique de 50% ; que les trois quarts des missiles soviétiques de moyenne portée sont braqués sur l'Europe ; que les blindés du pacte de Varsovie à l'Ouest de l'Oural atteignent le chiffre fantastique de 45.000. N'est-il pas significatif de constater que les négociations de Vienne sur «la réduction des forces» entre les super-puissances échouent sur la question de savoir si l'URSS pourra oui ou non, conserver sa supériorité terrestre ?

Sur mer, à l'époque de Staline, quand l'Union Soviétique socialiste de Staline, et le camp socialiste, étaient la cible principale de l'encerclement impérialiste, l'URSS n'éprouvait pas le besoin de faire parader une escadre de guerre formidable en dehors de ses mers cotières. Que font aujourd'hui les navires de guerre de Brejnev en Méditerranée, où leur nombre atteint celui de la VIe flotte du gendarme US ? Et dans l'Océan Indien ? Assurément, les côtes soviétiques ne se sont pas étirées à ce point ! Mais Brejnev est venu, entre autres buts, renforcer là sa politique de pénétration du Moyen-Orient : il s'agit, en même temps qu'il cherche à contrôler à la source le pétrole du Moyen-Orient, de contrôler les voies de son acheminement vers les pays d'Europe occidentale, qui s'en sont rendus dépendants par leur politique impérialiste.

Derrière les discours mielleux sur la détente, se cache la politique d'une super-puissance impérialiste agressive qui cherche à disputer à l'autre l'hégémonie mondiale, et dont les entreprises visent particulièrement les peuples d'Europe.

Jean LERMET.

AOUT 68: LE SOCIAL IMPERIALISME AGRESSE LA TCHECOSLOVAQUIE

Le 21 mars 1968, la clique révisionniste de Novotny, qui se chargeait jusque-là de rétablir le capitalisme selon le «modèle» soviétique et en respectant la domination du social-impérialisme sur le pays (les 9/10ème de l'essence, la quasi-totalité des minerais, etc... provenaient d'Union Soviétique) est renversée par une autre clique révisionniste, celle de Dubcek. Rapidement, il apparaît que les nouveaux venus mènent une politique nouvelle: reconstitution des vieux partis bourgeois et liquidation des formes de la dictature du prolétariat (déjà vidées de leur contenu), rétablissement à visage découvert de la propriété privée, ouverture massive aux capitaux de l'ouest (notamment allemands). Cette politique était doublement dangereuse pour le social-impérialisme: d'une part parce qu'elle était un «exemple» susceptible d'encourager des tendances de même nature dans les autres pays révisionnistes et en URSS même; d'autre part, parce qu'elle menaçait de faire passer la Tchécoslovaquie dans le camp occidental. Aussi, Brejnev montra d'un coup ce que valent les déclarations qu'il multiplie aujourd'hui encore sur «le respect de la souveraineté des autres Etats.»: les troupes soviétiques, appuyées par des contingents polonais, hongrois, est-allemands et bulgares, envahissent le 20 août 1968 la Tchécoslovaquie.

Les masses tchécoslovaques se portent les mains nues au devant des occupants, leur crient de rentrer chez eux, manifestent leur volonté d'indépendance. Seule, la couardise de la clique Dubcek empêcha la lutte de prendre une forme armée. Et un an plus tard, le premier anniversaire de l'invasion sera encore l'occasion de grandes manifestations (4 morts, plus de 400 blessés et plus de 4 000 arrestations rien qu'en Bohême-Moravie).

L'objectif poursuivi par l'Union Soviétique a été de s'emparer du tout au tout de la direction du parti et de l'Etat tchécoslovaque, d'imposer ses «conseillers» et son contrôle à tous les niveaux de l'économie, de l'administration et de l'armée, d'étouffer dans tous les domaines toute manifestation d'esprit de résistance à l'occupation. Pendant plus d'une année, le social-impérialisme devra cependant se contenter comme gouvernement de celui de Dubcek, avant de trouver en Husak le collabo qu'il cherchait en vain: quelle meilleure preuve que personne n'avait «fait appel» à lui, qu'il est intervenu en véritable impérialiste, pour défendre son intérêt de superpuissance?

La nouvelle charte atlantique: UN INSTRUMENT DE L'HEGEMONIE U.S.

A la fin du mois de juin dernier, le Conseil des ministres de l'Alliance Atlantique, réuni à Ottawa, adoptait le texte d'une nouvelle «Déclaration Atlantique». Pourtant le discours de Kissinger du 23 avril 1973, dans lequel les Etats-Unis proposaient à leurs alliés européens d'adopter «une nouvelle charte atlantique» avant l'automne de cette même année, avait fait pousser les hauts-cris à l'ensemble des gouvernements européens. Jobert déclarait : **«La défense de l'Europe ne peut faire l'objet d'un marchandage commercial avec les Etats-Unis selon la formule : tu me protèges, je te paie»** et l'ambassadeur de France à Washington : **«Il serait indigne d'échanger des soldats contre du jus d'ananas»**: Le gouvernement français était alors à la pointe de la résistance relative des Européens. Jobert proposait un texte, indiquant que la défense de l'Europe ne pouvait «actuellement» être assurée qu'avec le concours des forces américaines à un niveau «suffisant». Cette formule réservait la possibilité d'une évolution ultérieure, incitait les Européens à prendre en mains leur défense. Ce texte affirmait la nécessité de l'«Union Européenne», «grand dessein» de Pompidou. La déclaration qui vient d'être signée à Bruxelles par M. Chirac ne parle plus ainsi, les deux thèmes, essentiels pour Jobert, d'une défense européenne autonome à venir et de l'unité de l'Europe ont disparu. Cette signature marque donc un recul de la perspective d'une Europe hors de la tutelle américaine. Comment ce changement, rapide, a-t-il été possible ?

◆◆◆

En 1973, la situation a profondément changé depuis la création de l'OTAN en 1949, principalement de deux points de vue. L'URSS, contre laquelle était dirigée l'OTAN, n'est plus un pays socialiste, mais un pays impérialiste ; l'Europe de l'Ouest, qui après la 2e guerre mondiale était dévastée et constituait alors une proie facile pour la puissance montante des Etats-Unis, affirmait maintenant son relèvement économique, devenait un rival sérieux.

Sur le premier point, Kissinger déclarait lui-même : **«L'équilibre militaire stratégique entre l'Est et l'Ouest, est passé de la prépondérance américaine à une quasi-égalité impliquant la nécessité d'une nouvelle compréhension des exigences de la sécurité collective»**. Equilibre ne signifiant pas, bien évidemment, fin de la rivalité. Toutes les sessions ministérielles du Conseil Atlantique mettent l'accent sur les conférences d'Helsinki ou de Vienne, sur les traités signés entre l'URSS et les Etats-Unis pour la limitation des systèmes de missiles antibalistiques ou des armes offensives stratégiques, sur les traités RFA/URSS/RFA/Pologne, sur l'accord à propos de Berlin. Mais cet aspect de «coexistence pacifique» s'appuie en fait sur la lutte constante : quand Nixon va à Moscou, il est important pour lui de mettre dans la balance une Europe unie derrière lui parce que les Etats-Unis «garantissent» sa sécurité. C'est environ 300.000 soldats américains qui sont stationnés en Europe, principalement en Allemagne de l'Ouest (220.000 face aux troupes du pacte de Varsovie, l'éventuel agresseur). L'OTAN rassemble 2.000 avions de combat tactique, 16 divisions d'infanterie, 8 divisions mécanisées (5.500 chars) sur le flanc Nord et l'Europe centrale, 850 avions de combat tactique, 30 divisions d'infanterie, 7 divisions mécanisées (2.500 chars) sur la Méditerranée, et, au total, 585 navires de guerre. La présence massive de troupes soviétiques dans les pays limitrophes de l'Europe de l'Ouest fait peser une réelle menace d'agression. L'impérialisme US profite de la faiblesse européenne en matière de défense pour imposer aux différents pays d'importantes concessions économiques et politiques.

En 1973, cependant, les pays européens acceptent de moins en moins ces pressions : laissons encore parler Kissinger : **«Nous ne pouvons ignorer le fait que les succès économiques de l'Europe et sa transformation d'un bénéficiaire de notre aide en un concurrent fort ont produit une certaine friction...» ...«La perspective d'un système commercial fermé embrassant la communauté européenne et un nombre croissant d'autres pays d'Europe, de la Méditerranée et d'Afrique parait être aux dépens des Etats-Unis et d'autres pays qui en sont exclus. Dans l'agriculture, où les Etats-Unis ont un avantage relatif, nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que la politique communautaire de protection pourrait restreindre l'accès de nos produits»**. En 20 ans, la production des «six» est passée du tiers à la moitié de celle des Etats-Unis, le taux d'investissement a été plus fort, l'Europe a pris la tête dans certains secteurs (ciment, plastique, acier, automobile...). L'Europe exportait deux fois plus. Sur le plan monétaire, le dollar s'affaiblissait sans cesse.

◆◆◆

Pour l'impérialisme US, il devenait urgent de remettre de l'ordre, d'empêcher que l'Europe ne se fasse contre lui. Kissinger déclarait en avril 73 : **«Les Etats-Unis ont des intérêts et des responsabilités globales, nos alliés européens ont des intérêts régionaux... Nous ne pouvons tenir ensemble si résolue à se défendre pour que sa voix soit écoutée et respectée»**, et les deux puissances possédant la bombe devraient tenter de mettre sur pied un système autonome dans quelque temps, même si pour l'instant la présence US est nécessaire. Cette proposition avait été faite en 1970 par Chaban : **«Une coopération, voire une mise en commun des forces de dissuasion française et britannique»**.

L'ensemble des pays européens accepte de moins en moins l'arrogance des Etats-Unis au sein de l'Alliance. Le

chaque pays ou chaque région met en avant son autonomie lorsque c'est de son intérêt et invoque l'unité pour restreindre l'indépendance des autres».

Les tentatives d'indépendance de l'Europe avaient été inaugurées en 1966 par de Gaulle, qui retirait la France de l'organisation militaire de l'OTAN, chassait les troupes US de France et leur quartier général de Fontainebleau. La force de frappe française se développait depuis 1960. Avec les progrès de l'Europe, se pose à l'impérialisme français la question de sa défense autonome, et du rôle qu'il pourrait y jouer, éventuellement avec la Grande-Bretagne qui possède aussi la bombe atomique. Fin novembre 1973, Jobert invite l'Union de l'Europe Occidentale à un effort de réflexion : **«sur le problème de la nécessité d'une défense propre à l'Europe»**. Cette association, groupant les fondateurs de la Communauté Européenne et la Grande Bretagne, est aussi la seule où les Etats-Unis sont absents ! Pour Jobert **«l'Europe doit être forte et** déclenchement de l'état d'alerte des troupes, pendant la guerre d'Octobre au Moyen-Orient, et cela sans que les Européens soient prévenus, l'utilisation du territoire de la R.F.A. pour les livraisons d'armes à «Israël» font déborder le vase. De partout s'élèvent des protestations, non contre le sionisme, bien sûr, mais parce que cette politique risque de compromettre les rapports de l'Europe avec les pays arabes producteurs de pétrole. **«Les intérêts de l'Europe se sont trouvés assez différents de ceux des Etats-Unis»** affirme Lord Larrington, ministre de la défense anglaise. C'est là un exemple typique de la pression exercée par la présence des troupes US sur la politique économique de l'Europe.

◆◆◆

L'évolution de la situation mondiale, et plus précisément «la crise du pétrole», vont donner une seconde chance à la polique US. En effet, les Etats-Unis remontent relativement la pente, les impérialistes européens souffrant le plus des hausses de pétrole. Pour essayer de moins dépendre des compagnies US certains, et en particulier la France, vont proposer des négociations directes avec les pays producteurs, tenter d'unifier les Européens face aux Etats-Unis pour la conférence de Washington sur l'énergie. En fait, l'Allemagne, qui subit le chantage ouvert du retrait des troupes US, va servir de porte-voix aux Etats-Unis pendant cette conférence. Pour empêcher les «neuf» d'avoir une politique propre en matière d'énergie, les Etats-Unis vont créer le «groupe de Washington» qui tente de court-circuiter l'OCDE et de rendre impossibles des accords entre l'Europe et les pays producteurs de pétrole.

Profitant de cet avantage, les Etats-Unis vont faire accepter par tous les pays européens leur contrôle sur toutes les décisions importantes. **«Je ne dis pas qu'ils ne peuvent pas prendre de décisions, mais il faut qu'ils nous expliquent leurs opinions avant»**, telle est la conception de l'Alliance vue par l'impérialisme US. La déclaration signée stipule même que tous les pays européens sont solidaires de la stratégie américaine partout dans le monde. Elle laisse les mains libres à la politique d'agression pratiquée par l'impérialismeUS. Kissinger, à qui l'on demandait si les Etats-Unis reprendraient des initiatives sans consulter leurs alliés, répondit avec cynisme : **«il serait irresponsable de dire que cela n'arrivera plus»**.

◆◆◆

Il ne faut pas l'oublier : si l'impérialisme US est encore en mesure d'imposer la présence de ses troupes et la reconnaissance de son leader-ship aux pays européens, c'est en bonne partie parce que à l'Est, le social impérialisme soviétique fait peser sur une Europe militairement faible, la menace de ses forces agressives : l'entreprise de domination de l'Europe de l'Ouest par l'impérialisme US est inséparable de la double hégémonie des super-puissances. La lutte de notre peuple pour l'indépendance, contre le rapprochement avec l'impérialisme U.S., doit se combiner avec la lutte contre le social-impérialisme. Seul, le renversement de la bourgeoisie impérialiste française, ennemi principal de la classe ouvrière et du peuple de France, permettra de soustraire complètement la France à l'hégémonie US, comme aux pressions social-impérialistes.

Monique Chéran.

LE PORTUGAL: 2 mois après la chute du fascisme

Le 23 avril 1974, le fascisme portugais tombait. C'était la fin d'un régime qui a permis pendant 48 ans à la grande bourgeoisie portugaise de mater toutes les révoltes populaires par une répression soigneusement dosée des mouvements de masse ; par la censure, l'absence totale de liberté d'expression, de réunion, d'organisation ; par des emprisonnements massifs, des tortures et des assassinats dans les locaux de la police politique, par un espionnage de tous les instants de la vie quotidienne du peuple.

Un régime qui pendant 48 ans, a permis de maintenir le peuple dans l'analphabétisme, dans le chômage massif, avec le niveau de vie et les salaires les plus bas de l'Europe.

Un régime qui a montré son incapacité de se «libéraliser», malgré les pseudo-tentatives de Caetano, puisque les ministres représentant la bourgeoisie «libérale» (Sa Carneiro...) ont démissioné après quelques mois d'exercice, et ont même refusé de participer à la farce électorale d'Octobre 73.

Mais aussi un régime qui n'avait pas pu briser la lutte des peuples des colonies ni la combativité de la classe ouvrière portugaise.

★

La chute du fascisme n'a pas été un cadeau que les «forces armées» aurait fait aux masses populaires. Les mois qui ont précédé le 25 avril ont été marqués par de grandes luttes populaires, en particulier par une grande vague de grèves ouvrières, la plus importante depuis 1962, qui a touché toutes les régions du Portugal, toutes les catégories des travailleurs.

La classe ouvrière menait la lutte contre la misère croissante, avec des salaires les plus bas d'Europe, des hausses des prix les plus élevés d'Europe. L'inflation galopait. Les investissements étrangers (US, européens), auxquels le fascisme avait largement ouvert les portes pendant les années 60, ont provoqué de nombreuses fermetures d'usines.

Pendant la même période, d'innombrables petits paysans ont dû quitter la terre, ruinés, et chercher du travail à l'étranger. Près de deux millions de Portugais sont émigrés.

Le mouvement de refus de la guerre coloniale ne cessait de gagner en ampleur. Les pertes humaines, les impôts les plus lourds, la dépendance pour le matériel des impérialistes étrangers devinrent insupportables. Des manifestations, quoique interdites, regroupaient des centaines d'étudiants et d'ouvriers, les désertions massives (100.000 déserteurs et réfractaires avaient fui le Portugal), des mutineries sont la preuve d'un large mouvement de masse contre la guerre. Enfin, les masses avaient montré clairement leur refus du système fasciste même libéralisé par Caetano. Elles ont refusé de participer à la farce électorale en 73. Elles ont participé à des manifestations appelant à boycotter ces élections. Elles ont obligé l'opposition réformiste et révisionniste organisée dans les «Commissions Démocratiques Electorales» à se désister.

La terreur fasciste ne parvenait plus à empêcher les luttes populaires.

★

Le capitalisme portugais ressentait plus durement que d'autres, la crise générale de l'Impérialisme. Son empire colonial est en train de s'écrouler sous les coups des mouvements de libération en Angola, Mozambique et en Guinée-Bissau. La poursuite de la guerre coloniale lui coûte 50% de son budget d'Etat. Ces dépenses gênent la bourgeoisie portugaise dans la reconversion de son économie dans des secteurs moins dépendants des ressources coloniales.

Pour tenter de sortir de sa crise, la bourgeoisie portugaise doit à la fois trouver de nouveaux marchés, imposer aux peuples d'Afrique une solution néo-coloniale, opérer sa reconversion économique et freiner les luttes ouvrières. Tâches bien difficiles que le fascisme était incapable de mener à bien : la bourgeoisie portugaise a dû se résigner à son renversement par le Mouvement des Forces Armées, et même y participer activement. Le MFA est en effet rattaché par des liens multiples à la bourgeoisie «libérale». Un certain nombre d'entre eux sont influencés, voire organisés par le Parti «communiste» portugais.

Le «gouvernement provisoire» que le Mouvement des Forces Armées a porté au pouvoir symbolise l'unité fragile que la bourgeoisie portugaise essaie de trouver. Spinola représente les grands trusts, comme Champalimaud ; les révisionnistes du P«C»P à l'autre pôle se chargent de distiller les illusions de la petite-bourgeoisie.

Le Mouvement des Forces Armées renverse le 25 avril le régime fasciste, une liberté nouvelle s'offre aux masses pour continuer leurs luttes. Dès ce moment, la question est posée : se limiter aux acquis fragiles du 25 avril, ou poursuivre la destruction de l'appareil d'Etat fasciste que la bourgeoisie tient à conserver parce qu'il est *son* appareil d'Etat, le seul dont elle dispose pour maintenir son pouvoir. Avancer ou reculer : telle est la question qui se pose au peuple portugais.

D'emblée, les masses portugaises, dans une véritable marée d'initiatives populaires, ont montré quel contenu elles donnaient au mot «démocratie». C'est la chasse aux agents de la PIDE, dont certains sont jugés et exécutés par les masses dans la rue, ce sont les rues transformées en meetings permanents, c'est «l'assainissement» des entreprises et des administrations où les travailleurs vident les cadres liés au fascisme ; l'entrée en masse des ouvriers dans les syndicats dont ils chassent les directions fascistes, s'approprient les locaux et le matériel, ce sont les grèves ouvrières, qui associent les revendications économiques et politiques : expulsion des administrateurs fascistes, salaire minimum à 6.000 escudos par mois (-1.200 F) augmentation uniforme, 40 h, congés payés, assurances sociales... ce sont les manifestations exigeant la fin de la guerre coloniale, les mutineries dans les casernes.

Ce mouvement de masse va bien au-delà des objectifs de la bourgeoisie ; il faut donc le freiner, le réprimer : ce sont les révisionnistes du P«C»P qui sont chargés de cette besogne, avec leur ministre du travail, Gonçalves de Lête.

Usant de l'influence qu'ils ont su gagner dans les masses au cours de la lutte contre le fascisme, ils mettront tout en œuvre pour combattre les tendances révolutionnaires du mouvement de masse, et d'en faire un simple instrument de la «consolidation des libertés» bourgeoises en condamnant toute volonté d'aller de l'avant comme une manœuvre contre-révolutionnaire.

Le P«C»P nous donne une illustration de ce que peuvent faire les révisionnistes lorsqu'ils participent au pouvoir bourgeois.

Si la poursuite de l'«assainissement» est un de leurs thèmes de propagande, ils n'en prêchent pas moins la modération aux masses, alors que des centaines de PIDE sont encore en liberté, et que des dizaines sont libérés et réintégrés dans d'autres corps de répression. Quant à la GNR, à la PSP ou la police fiscale, dont ils demandaient dans leur programme la dissolution comme première condition de l'établissement d'un régime démocratique, aujourd'hui, ils n'en soufflent plus un mot !

De même, face à l'irrésistible mouvement de grève qui embrase tout le Portugal, les révisionnistes opposent qu'il ne faut utiliser la grève qu'après que tous les autres moyens aient été épuisés, et qu'il faut peser soigneusement ses revendications. Et ceci alors qu'aucune des revendications fondamentales de la classe ouvrière n'est satisfaite ; que le salaire minimum n'est qu'à 3.300 escudos (environ 660 F), alors que les patrons licencient les ouvriers par centaines ; à la revendication des 40 h, ils répondent que celle-ci est incompatible avec le développement économique du Portugal... Et comme ces arguments ne marchent pas toujours, ils emploient alors les campagnes de calomnies et d'intimidation physique, contre les travailleurs des PTT, par exemple : dans un communiqué, leur syndicat a indiqué clairement que par ces actions, les révisionnistes portaient l'entière responsabilité de l'échec de leur grève.

Alors que les masses exigent de plus en plus impatiemment la fin de la guerre coloniale dont elles voient bien qu'elle ne sert que les capitalistes portugais et étrangers, qu'elles réclament le retour des soldats, les révisionnistes parlent de la nécessité d'un «large débat national» sur cette question, d'une autodétermination des colonies qui s'exprimerait dans un référendum organisé par le Portugal, ils disent que tout ne peut pas se faire en un jour et répandent l'idélogie chauvine. Ils appellent les déserteurs et réfractaires à accomplir leurs devoirs civiques dans l'armée, de façon à hâter la solution du problème colonial...

Toutes ces manœuvres démobilisatrices, les révisionnistes les justifient par les arguments suivants : il ne faut pas donner de prétexte à la réaction. Il faut soutenir inconditionnellement le mouvement des forces armées, sans lequel le peuple ne peut rien et qui est le principal rempart de la démocratie. Pour obtenir plus, il faudrait de profondes réformes de structure, et pour cela il faut attendre ce qui ressortira des élections qui seront organisées, si tout va bien dans un délai d'un an après le coup d'état... Et ceci alors que les forces qui ont soutenu le fascisme, les grands monopoles, occupent encore les postes-clés du pouvoir.

Mais la meilleure façon de lutter contre la réaction n'est jamais de démobiliser les masses. Les révisionnistes et les réformistes commencent déjà à recueillir les fruits de leur politique, avec «la loi sur le contrôle de l'information», succédané de censure et qui vient de frapper deux journaux réformistes...

Les masses sauront sortir de l'impasse où les conduit la tutelle des réformistes, le mouvement que la bourgeoisie a été obligée de mettre en branle pour ses objectifs ne s'arrêtera pas de sitôt

INTERVIEW DU REPRESENTANT EN FRANCE DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (O.L.P.)

Quelles que soient les péripéties de la situation au Moyen Orient, un fait fondamental demeure: c'est, en définitive, la lutte de libération du peuple palestinien, avec à ses côtés les peuples arabes frères, contre l'occupant sioniste et impérialiste, qui détermine le sort de cette région du monde. Le Conseil National Palestinien, instance suprême de l'O.L.P., qui vient de se réunir pour la première fois depuis la guerre d'octobre, a donc revêtu une grande importance. Au cours de l'interview qu'il a accordée à notre journal, le représentant en France de l'Organisation de Libération de la Palestine a souligné les plans criminels que le sionisme ourdit actuellement contre le peuple palestinien et sa résistance.

Deux faits sont venus confirmer depuis cette déclaration:
—d'une part, le bombardement par la marine sioniste, le lundi 8 juillet, de paisibles bateaux de pêche dans plusieurs ports libanais; à cette occasion, les sionistes ont encore largué des tracts où ils tentent de faire porter à la résistance la responsabilité de leurs propres actions terroristes.
—d'autre part, l'assassinat aux Etats Unis, par un commando sioniste, de l'étudiant palestinien patriote Ahmed Abbas al Assadi.. Notre Parti reprend entièrement à son compte l'appel lancé par le représentant de l'O.L.P.. Il s'engage à tout faire pour arrêter le complot de liquidation du peuple palestinien et de sa Résistance.

F.R. Tu reviens du Caire, où tu as assisté de bout en bout aux travaux du Conseil National Palestinien. Beaucoup d'encre a coulé au sujet de cette réunion, et la grande presse a monté en épingle des contradictions au sein de la Résistance Palestinienne, affirmant, par ailleurs, que celle-ci renonçait à ses objectifs fondamentaux. Qu'en est-il en réalité?

O.L.P.: Tout d'abord, ce qui m'a frappé dans cette réunion, c'est l'esprit de démocratie qui a régné de bout en bout dans les débats. Comme tu sais, le Conseil s'est prolongé pendant dix jours: c'est que chaque délégué a eu toute latitude pour exprimer complètement son opinion, quelle que soit la longueur des interventions. La direction du Conseil a veillé en permanence à cette liberté d'expression. Tous les camarades qui avaient assisté à d'autres sessions du Conseil, à qui j'ai pu poser la question, ont été unanimes à souligner que cette session avait atteint un niveau de démocratie sans précédent.

Cette grande démocratie est étroitement liée à l'esprit de responsabilité qui a animé le Conseil National. Pas un délégué ne pouvait ignorer le grand danger que fait courir à la Résistance, au peuple palestinien, à tous les peuples arabes, l'offensive politique et diplomatique menée actuellement par l'impérialisme US. Tenir compte de cette situation: voilà donc une première nécessité. Mais il ne fallait surtout pas que la souplesse tactique nécessaire amène la Résistance à renoncer à ce qui fait sa raison d'être: ses objectifs fondamentaux, pour lesquels le peuple palestinien et tous les peuples arabes frères, combattent avec acharnement. Le Conseil National a affirmé nettement, dans les dix points:

«Il confirme la position précédemment décidée de l'O.L.P. à l'égard de la résolution 242 qui ignore les droits nationaux de notre peuple et qui considère la cause de notre peuple comme un problème de réfugiés. Il refuse par conséquent d'agir sur la base de cette résolution, à quelque niveau que ce soit, arabe ou international, y compris la Conférence de Genève.» (point1.)

«L'Organisation de Libération de la Palestine lutte par tous les moyens, principalement au moyen des armes, pour libérer la terre palestinienne...» (point2.)

«Toute mesure de libération qui pourrait se réaliser, constituera un pas dans un tout, pour permettre la mise en application de la stratégie de l'O.L.P. qui vise la création de l'Etat palestinien démocratique conformément aux résolutions des précédentes sessions du Conseil National Palestinien.» (point 4).

Que les ennemis de notre peuple ne s'y trompent pas; il a proclamé une fois pour toutes: REVOLUTION JUSQU'A LA VICTOIRE!

Aujourd'hui, plus de huit mois après la guerre d'octobre, l'Etat sioniste a dû consentir quelques concessions sur le Golan et dans le Sinaï. Mais le fond de la politique sioniste, c'est de préparer la revanche. Les dernières déclarations du premier ministre Rabin, refusant de rendre à la Syrie la totalité du Golan, même en échange d'un traité de paix, la destruction barbare de la ville de Kuneitra par les troupes sionistes avant son évacuation, ne laissent aucun doute à ce sujet. Aux Etats-Unis, de puissantes forces réactionnaires poussent dans le même sens. Cependant, d'autres milieux de l'impérialisme US, tenant compte du rapport des forces créé par la guerre d'octobre, ne verraient pas d'un mauvais œil une «solution» comportant la création d'un Etat-croupion sous la houlette du régime jordanien ou de l'Etat sioniste. C'est l'aspect secondaire de la situation, mais c'est un risque dont il faut tenir compte. C'est face à ces tentatives que le Conseil National a clairement affirmé:

«L'Organisation de Libération de la Palestine lutte contre tout projet d'entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance et la réconciliation de l'ennemi et la conclusion avec lui d'une paix qui lui reconnaîtrait des frontières sûres, le renoncement au droit national de notre peuple et sa privation de ses droits au retour et à l'autodétermination sur l'ensemble de son territoire national.» (point 3).

Réaffirmation solennelle des objectifs de la Résistance, définition d'une position tactique permettant de faire face à certains complots impérialistes, voilà le fond des décisions du Conseil. Que dire de plus? Sinon que, après une discussion démocratique et responsable, le Conseil a adopté les dix points du rapport politique pratiquement à l'unanimité.

Au moment où le peuple palestinien est confronté à un des plus graves complots de son histoire, l'unité, que le Conseil National a permis de réaliser, est une garantie décisive pour la poursuite de notre lutte.

F.R. Lors de sa session de janvier 1973, le Conseil National avait décidé de concentrer l'effort de la Résistance sur la lutte en Palestine occupée. A l'issue de la dernière session, comment la Résistance va-t-elle orienter son action?

O.L.P. Cette orientation de la Résistance: guerre populaire en Palestine occupée a été pleinement confirmée par le Conseil National, comme elle l'avait déjà été par la vie. C'est sur les arrières de l'ennemi, là où nos masses souffrent directement son oppression et sont présentes partout où il est, que la Résistance concentre ses efforts d'organisation et de lutte. Sur le plan militaire, nous nous y sommes préparés, et la guerre d'octobre et ses suites ont permis un nouveau développement des opérations. Aujourd'hui, des fabriques d'armes artisanales existent, à l'intérieur même de la Palestine occupée, permettant à nos fedayin de compter pleinement sur eux-mêmes; des soldats sont attaqués en vue de se procurer des armes. Fait important, la Résistance développe son action aussi bien dans les territoires occupés en 1948 que dans ceux occupés depuis 1967. Ces actions, qui visent des objectifs militaires et l'infrastructure économique de l'ennemi, et sur lesquelles une certaine presse fait le black-out, se déroulent quotidiennement, à l'initiative du Commandement Militaire Unifié de la Résistance.

Sur le plan politique, voici un an que s'est constitué, à l'initiative de l'O.L.P., dans la partie de la Palestine occupée depuis 1967, le Front National Palestinien. La constitution du Front National, avec d'autres forces politiques patriotiques, s'est faite sur des bases minimum de lutte contre l'occupant. Elle a répondu à la volonté des masses de développer cette lutte, elle a permis l'organisation de grèves de masse, de manifestations, notamment de manifestations de femmes, de protestations contre les emprisonnements, les mauvais traitements et la torture.

Naturellement, comme dans toute la Palestine occupée, la Résistance poursuit de façon indépendante son action militaire et politique.

Ce qui est important, c'est que depuis la guerre d'octobre, nos masses, en Palestine occupée, ont pris nettement conscience que l'ennemi sioniste n'est pas invincible; c'est qu'elles l'affrontent avec un courage décuplé, sans crainte de la prison et des souffrances. Aussi, les masses palestiniennes de l'intérieur se reconnaissent sans hésitation dans l'O.L.P.. Un ami qui a parcouru tout le pays m'a dit que les décisions du Conseil National, la participation des huit personnalités expulsées par les sionistes au Conseil National, l'élection de trois d'entre elles au Comité Exécutif ont renforcé considérablement cette confiance dans la Résistance et dans la victoire.

F.R. Après le voyage de Nixon au Moyent-Orient, les bombardements sionistes sur les camps palestiniens du Liban et la population libanaise ont repris avec une violence sans précédent. Quelle est donc leur signification dans la situation actuelle dans la région?

O.L.P. Cette question est très, très importante. La déclaration commune de Nixon et des sionistes révèle un plan cynique de liquidation de la Résistance et du peuple palestinien. Tout en faisant semblant de négocier avec les pays arabes, les sionistes se préparent à concentrer leurs coups contre la Résistance. Les éléments du plan sont les suivants:

1) Chaque fois que la situation politique le permettra, procéder à des bombardements très brefs, mais extrêmement massifs et meurtriers, comme celui qui a détruit le camp de Nabatiyeh.

2) Relancer une campagne d'assassinats de dirigeants, principalement au Liban, mais qui pourrait aussi s'étendre en Europe et ailleurs.

3) Introduire des éléments provocateurs pour pousser les différentes composantes des fedayin à s'entretuer.

4) Faire monter, par le même procédé, la tension entre la Résistance et le peuple et le gouvernement libanais.

Face à ces graves menaces, les masses des camps se mobilisent pour creuser des tranchées et améliorer les systèmes existants, qui ont déjà permis de limiter les pertes. Le Conseil National, l'unité qu'il a manifestée, nous permettront de faire face aux provocations, à la division. La Résistance, consciente de la menace que l'ennemi sioniste fait peser sur le Liban, organise son action de façon à ne donner aucun prétexte aux attaques contre ce pays. Elle démontre ainsi concrètement que les bombardements sionistes ne sont pas des «représailles», mais du terrorisme pur et simple. En même temps, les services de sécurité de la Résistance ont coopéré efficacement au dépistage de 120 agents de diverses nationalités qui ont été récemment introduits dans le pays (beaucoup ont été arrêtés et livrés aux autorités libanaises) (1). Surtout, à l'occasion de meetings communs, de soirées culturelles, les forces progressistes et les masses libanaises resserrent leurs liens avec nous; chaque enterrement des victimes des bombardements sionistes se transforme en manifestation de l'unité de combat des peuples palestinien et libanais.

Dans le monde arabe, les bombardements sionistes ont soulevé l'indignation des masses et la récente réunion du Conseil Arabe de Défense a décidé un soutien commun au Liban sous la forme d'armements et d'aide politique.

Mais le danger n'est pas encore écarté. C'est pourquoi je demande à Front Rouge, à votre Parti, à toutes les forces progressistes et anti-impérialistes de France de se mobiliser: il faut arrêter la main des assassins! C'est le peuple palestinien qui lance cet appel. Vous pouvez être sûrs qu'il saura, de son côté, faire tout son devoir.

(1) Nous signalons à ce propos qu'après l'enlèvement et la libération du rédacteur en chef du quotidien «An-Nahar», les autorités libanaises ont reconnu cette contribution en remerciant la Résistance pour son attitude dans cette affaire (N.D.L.R.)

البرنامج السياسي المرحلي لمنظمة التحرير الفلسطينية المقر من المجلس الوطني الفلسطيني في دورة انعقاده الثانية عشرة المنعقدة في القاهرة من ١ ــ ١٩٧٤/٦/٨

ان المجلس الوطني الفلسطيني :

انطلاقا من الميثاق الوطني الفلسطيني والبرنامج السياسي لمنظمة التحرير الفلسطينية المقر في الدورة الحادية عشرة المنعقدة في الفترة ما بين ٦ ــ ١٢ يناير سنة ١٩٧٣ ، ومن الايمان باستحالة اقامة سلام دائم وعادل في المنطقة دون استعادة شعبنا الفلسطيني لكامل حقوقه الوطنية وفي مقدمتها حقه في العودة وتقرير مصيره على كامل ترابه الوطني ، وعلى ضوء دراسة الظروف السياسية التي استجدت في الفترة ما بين الدورة السابقة والحالية للمجلس ، يقرر المجلس ما يلي :

١ ــ تأكيد موقف منظمة التحرير السابق من قرار ٢٤٢ الذي يطمس الحقوق الوطنية والقومية لشعبنا ، ويتعامل مع قضية شعبنا كمشكلة لاجئين ، ولذا يرفض التعامل مع هذا القرار على هذا الاساس في اي مستوى من مستويات التعامل العربية والدولية بما في ذلك مؤتمر جنيف .

٢ ــ تناضل منظمة التحرير بكافة الوسائل وعلى رأسها الكفاح المسلح لتحرير الارض الفلسطينية واقامة سلطة الشعب الوطنية المستقلة المقاتلة على كل جزء من الارض الفلسطينية التي يتم تحريرها ، وهذا يستدعي احداث المزيد من التغيير في ميزان القوى لصالح شعبنا ونضاله .

٣ ــ تناضل منظمة التحرير ضد أي مشروع كيان فلسطيني ثمنه الاعتراف والصلح والحدود الامنة والتنازل عن الحق الوطني وحرمان شعبنا من حقوقه في العودة وحقه في تقرير مصيره فوق ترابه الوطني .

٤ ــ ان أية خطوة تحريرية تتم هي حلقة لمتابعة تحقيق استراتيجية منظمة التحرير في اقامة الدولة الفلسطينية الديمقراطية المنصوص عليها في قرارات المجالس الوطنية السابقة .

٥ ــ النضال مع القوى الوطنية الاردنية لاقامة جبهة وطنية أردنية فلسطينية هدفها اقامة حكم وطني ديمقراطي في الاردن يتلاحم مع الكيان الفلسطيني الذي يقوم نتيجة الكفاح والنضال .

٦ ــ تناضل منظمة التحرير لاقامة وحدة نضالية بين الشعبين وبين كافة قوى حركة التحرير العربي المتفقة حول هذا البرنامج .

٧ ــ على ضوء هذا البرنامج تناضل منظمة التحرير من أجل تعزيز الوحدة الوطنية والارتقاء بها الى المستوى الذي يمكنها من القيام بواجباتها ومهماتها الوطنية والقومية .

٨ ــ تناضل السلطة الوطنية الفلسطينية بعد قيامها من اجل اتحاد أقطار المواجهة في سبيل استكمال تحرير كامل التراب الفلسطيني وكخطوة على طريق الوحدة العربية الشاملة .

٩ ــ تناضل منظمة التحرير من أجل تعزيز تضامنها مع البلدان الاشتراكية وقوى التحرر والتقدم العالمية لاحباط كافة المخططات الصهيونية الرجعية الامبريالية .

١٠ ــ على ضوء هذا البرنامج تضع قيادة الثورة التكتيك الذي يخدم ويمكن من تحقيق هذه الاهداف .

RFI / Dr de Publication C. Rey / N° de Commission Paritaire 51.165 / diffusé par les NMPP